

France Forum

- Economie et Civilisation.
- Quel ordre économique international ?
- Pour le dialogue des cultures.
- Culture, Animation, Nuisances.
- Introduction à Tocqueville.
- Une Presse nouvelle.
- L'évangile de la force.
- Bergman, Mozart, Bruckner, Picabia.

Maurice BLIN — Jacques NANTET — Jean SALLES — Yves LAULAN
— Michel PRIGENT — Yvan CHRIST — François FEJTO — Régis
DEBRAY — Claude BELLANGER — Philippe SENART — Etienne BORNE

FRANCE FORUM

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis-Courier - 75007 Paris
C.C.P. Paris 14.788-84. Tél. : 548-81-49

Abonnement : 8 n°s par an 40 F
Abonnement de soutien 50 F

FEVRIER - MARS 1976

6 F

Sommaire 145 - 146

ETUDES ET DOSSIERS

ECONOMIE ET CIVILISATION PAR MAURICE BLIN	2
LES IDEES POLITIQUES ET SOCIALES D'ALEXIS DE TOCQUEVILLE PAR JACQUES NANTET	14
POUR LE DIALOGUE DES CULTURES PAR JEAN SALLES	19
ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL : L'IMPOSSIBLE REFORME PAR YVES LAULAN	22
PROJETS DE REFORME DE L'ENTREPRISE PAR MICHEL PRIGENT	31
CULTURE, ANIMATION, NUISANCES PAR YVAN CHRIST	35
UNE PRESSE NOUVELLE PAR CLAUDE BELLANGER	39
ENTRETIEN DE FRANÇOIS FEJTÓ AVEC REGIS DEBRAY A PROPOS DE « L'INDESIRABLE »	43
VERS QUELLE UNION EUROPEENNE ? (COLLOQUE A.F.E.U.R.)	45

ARTS

LA VIE LITTERAIRE PAR PHILIPPE SENART	48
INGMAR BERGMAN ET LA FLUTE ENCHANTEE PAR ANNE-MARIE LAVAUDEN	52
ANTON BRÜCKNER ; LE MAL CONNU PAR DENIS VALFORT	55
PICABIA - 1879-1953 PAR HENRI BOURBON	57

PROPOS DU TEMPS

L'EVANGILE DE LA FORCE PAR ETIENNE BORNE	70
---	----

POLEMIQUES ET DIALOGUES..... 60

NOTES DE LECTURE

LE REFUS DE LA VIE DE PIERRE CHAUNU PAR MAURICE BLIN	62
QUAND LA CHINE S'EVEILLERA D'ALAIN PEYREFITTE PAR JEAN-PIERRE MAITRE	63
TRAHISON DE L'OCCIDENT DE JACQUES ELLUL LA TENTATION TOTALITAIRE DE J.-F. REVEL PAR PIERRE AVRIL	64
LE CERCLE DES FEUX DE JACQUES LIZOT PAR HENRI BOURBON	65
L'ESPACE RURAL D'H. DE FARCY PAR VINCENT LALOY	66
LE PAYS DOGON PAR JEAN CHELINI	68
LE COMITE D'ACTION POUR LES ETATS-UNIS D'EUROPE DE PASCAL FONTAINE PAR HENRI BOURBON	67

Economie et civilisation

par Maurice Blin

Dans un ouvrage qui doit paraître au mois d'avril sous le titre « Le travail et les dieux », chez Aubier-Montaigne, notre ami Maurice Blin, agrégé de philosophie, sénateur des Ardennes, directeur de « L'Usine Nouvelle », s'efforce de cerner l'originalité de la société industrielle et de définir ses perspectives d'avenir.

Il a recours en particulier aux lumières de la biologie et de la théologie. C'est qu'en effet la civilisation technicienne semble avoir rompu les liens qui unissaient les sociétés d'autrefois à la nature et aux dieux. Privée de cette double référence qui d'ailleurs n'en faisait le plus souvent qu'une seule, elle est devenue comme opaque et incompréhensible à elle-même. L'opinion publique, cette conscience anonyme et vague, cette vue brouillée que notre société a d'elle-même, cette force sans visage dont l'homme moderne se sent entouré contraste en tous points avec les formes religieuses et esthétiques, précises et lumineuses dans lesquelles se reconnaissait la société préindustrielle.

Pour comprendre l'importance et la signification de cette rupture, il faut remonter à sa source et à son principe. La société moderne s'est construite et développée, en effet, autour de quelques notions à la fois opposées et complémentaires telles que abondance et pénurie, survivance et subsistance, liberté et contrainte, etc. Or, celles-ci caractérisent aussi bien le pari que la vie a jeté à son environnement tout au long de l'évolution, que l'ontologie du salut qui est le propre des religions et très particulièrement du judéo-christianisme. De l'imprévisible défi jeté au monde il y a trois milliards et demi d'années par le premier vivant jusqu'au vertigineux pouvoir qu'a l'homme de l'ère nucléaire de choisir librement son destin, c'est-à-dire de se sauver ou de se perdre, une continuité s'établit dont les disciplines-clés de notre temps que sont l'ethnologie, la sociologie, l'histoire et l'économie permettent de suivre les étapes.

Nous publions ici en bonnes feuilles deux extraits du livre de Maurice Blin.

Dans son introduction il soutient, à l'encontre de Toynbee et de Marx, qu'aucune civilisation, et surtout pas la nôtre, ne s'explique par la géographie ou l'économie.

Le second passage tiré d'un chapitre consacré à l'explosion des services et à l'apparition d'une inflation non plus conjoncturelle mais structurelle, met en lumière le caractère « trans-économique » du phénomène de la croissance.

Histoire et intériorité

L'ARGENT ne fait pas le bonheur, dit la sagesse des nations. Pendant longtemps, reconnaissons-le, le vieil adage ne nous a guère touchés. Comment une société nécessiteuse, témoin de l'aisance que la possession de la terre donnait à certains, l'aurait-elle entendu ? De même, nous ne prêtons qu'une oreille distraite au savetier insouciant de La Fontaine qui chante dans son échoppe, tandis que le financier tremble pour ses biens. Car nous rêvions

non d'une richesse péniblement amassée et vulnérable mais d'une fortune de seigneur dont il nous suffirait d'hériter et de jouir. Or, Descartes nous avait promis que la science nous rendrait « comme maîtres et possesseurs de la nature », et ferait de nous les seigneurs de la terre. Comment n'aurions-nous pas été fascinés par la perspective de puissance et d'abondance qu'il nous offrait ?

Et pourtant, au milieu de nos techniques si sûres

Karl Marx

Frédéric Nietzsche

Auguste Comte

La métaphysique que les grands prophètes du XIX^e siècle avaient enterrée échappe aujourd'hui aux philosophes pour descendre dans la rue.

d'elles, nous voici soudain inquiets. Nous découvrons le fardeau du progrès. Chaque étape sur le chemin de la prospérité nous arrache un peu plus à nos traditions, à nos habitudes et nous éloigne d'une nature à qui nous avons dû longtemps nos joies les plus durables. Une ascèse impitoyable se cache sous les séductions de l'abondance. Cette révélation inattendue nous donne le vertige. Un moment grisés par nos conquêtes, nous mesurons soudain le prix de ce que nous avons perdu. Nous croyions toucher au bonheur. Nous nous retrouvons prisonniers du destin.

Nous faudra-t-il donc renoncer à nos rêves ? En vérité, les augures ne manquent pas qui s'emploient à nous rassurer. Ce n'est qu'un trouble passager, disent certains docteurs d'Amérique. La société d'abondance emportée par ses succès est tombée dans l'excès. Elle s'est laissée piéger par une technique qui l'asservit au lieu de la servir. Ramenons-la à la raison ; rétablissons la primauté des valeurs de vie et de culture ; revenons à l'économie qui est, comme son nom l'indique et comme le veut la nature, le contraire du gaspillage et tout rentrera dans l'ordre. Les docteurs de l'Est ne parlent guère autrement. La science selon eux, peut et doit faire notre bonheur. Les techniques d'innovation, de production, de distribution élaborées par le capitalisme sont bonnes. Mais elles ont été dévoyées. Libérons-les du culte du profit et de l'inutile pour les consacrer aux vrais besoins des hommes. Le socialisme débarrassera le capitalisme de ses tares et réconciliera l'homme avec lui-même.

Ainsi une même foi en la technique paraît porter les deux plus puissants empires du monde.

Et cependant, une faille se dessine dans cette confiance de granit. Les jeunes, en particulier, disent tout haut qu'ils ne croient pas que l'accumulation des biens matériels ou de la puissance suffise à donner un sens à la vie. Cette constatation désabusée surprend et irrite

leurs pères. Auguste Comte ne les avait-il pas assurés que la physique allait définitivement détrôner la métaphysique, Marx que la science a réponse à toutes les questions que l'humanité peut se poser sur elle-même ou sur le monde, Nietzsche que Dieu est mort et le ciel vide ? Se pourrait-il que les grands prophètes du XIX^e siècle les aient trompés ?

LA RENAISSANCE DE LA METAPHYSIQUE

Mais l'évidence est là. Les triomphes de la technique obligent l'homme du XX^e siècle à se poser toute une série de problèmes oubliés depuis longtemps. Et d'abord celui de l'avenir qui poussait déjà son ancêtre à consulter le ciel et les devins. Il croyait accéder au royaume de la raison ; il rencontre l'incertitude et redécouvre l'angoisse. Il constate que son sort et celui de la terre sont liés : ce qu'il fait retentit sur ce qu'il est. Ces découvertes le reconduisent ainsi aux portes de la métaphysique. Mais l'homme de l'aventure spatiale et nucléaire n'est plus celui de l'âge de pierre ou des pyramides. Ce n'est plus devant les dieux qu'il tremble ; c'est devant lui-même.

Comment cette ivresse de faire s'est-elle transformée en une interrogation sur l'être ? Dans quelle mesure l'aventure de la vie dont l'espèce humaine est issue éclaire-t-elle ce problème-clé ? Comment les grandes civilisations qui ont précédé la nôtre l'ont-elles résolu ? Pourquoi a-t-il pris, en Europe, au XVI^e siècle, avec l'explosion de la technologie scientifique, un tour nouveau ? Quel avenir nous promet-il ? Telles sont les questions que l'honnête homme d'aujourd'hui ne peut pas ne pas se poser.

Nous tentons dans ce livre de leur apporter une réponse. Une certitude nous a guidés. Du fantastique pari qu'était la vie des commencements à l'humanité

contemporaine aux prises avec son destin, en passant par les civilisations où celle-ci est parvenue à fixer une image durable d'elle-même et à dominer son environnement, c'est la même aventure qui se perpétue. Car il s'agit bien d'une aventure. Pour le végétal, l'animal ou l'homme, vivre ce n'est pas seulement subsister, c'est imposer et défendre une qualité. Ni la vie ni l'histoire ne séparent l'adaptation nécessaire au milieu de l'affirmation de ces formes originales, imprévisibles, gratuites et pour tout dire luxueuses que sont les espèces et les civilisations. La vie a colonisé l'eau, la terre et l'air mais elle a, plus encore, fait jaillir des milliers d'espèces, présentes ou disparues, qui témoignent d'une extraordinaire capacité d'invention. A cette exubérance correspond chez l'homme celle, à peine moindre, des dieux, des arts, des lois, des coutumes et des costumes. Chez l'une comme chez l'autre l'efficacité est au service de la gratuité, l'ontologie commande à l'économie.

C'est pourquoi, pas plus que les espèces animales, les civilisations humaines ne s'expliquent par le milieu. Et moins qu'aucune autre la civilisation industrielle dont l'Europe a été le berceau et qui impose aujourd'hui son prestige à la planète entière.

L'historien anglais A.J. Toynbee a voulu voir dans chaque culture la réponse de l'homme au défi que lui jetait son environnement. Ainsi s'expliquerait que les plus brillantes d'entre elles sont apparues là où la vie était non pas la plus douce mais la plus rude. Or tel n'est manifestement pas le cas de la société industrielle. L'Europe où elle est née bénéficie d'un climat tempéré et de ressources naturelles abondantes. Elle jouit d'un équilibre privilégié entre la mer et la terre, la montagne et la plaine, le soleil et l'eau. Son sol est riche. Ses chances géographiques comparées aux excès et à la démesure des continents asiatique ou américain sont évidentes. La provocation jetée à l'homme par le milieu semble donc y avoir été plus faible qu'ailleurs. Pour y vivre, il suffisait, sauf peut-être au Nord, de s'y laisser vivre. Il est donc difficile de trouver la clé de son histoire dans le défi géographique que l'homme aurait eu à y relever.

L'EUROPE EN PROIE AUX IDEES

Cependant, cette faveur du destin a eu son revers : l'aisance de la vie dans une Europe douce à l'homme mais largement ouverte par mer et par terre au reste du monde a valu à ses peuples de vivre sous la menace de ceux qu'elle attirait. L'adversaire de l'homme y a moins été la nature que l'homme lui-même. Les affrontements armés, guerres et invasions, s'y sont multipliés. La rigueur de l'histoire y a largement compensé la mansuétude de la nature. Nulle part, les relations entre peuples et individus n'y ont pris un tour aussi tendu, souvent sanglant. Fait remarquable : ces affrontements ont été le plus souvent aussi des conflits d'idées. Les rivalités politiques se sont accompagnées de schismes religieux. Le conflit des idéologies a aggravé celui des intérêts. Invasion de l'Empire romain par les Germains arianisés, cassure de l'unité religieuse du continent entre

Rome et Constantinople, aventure cathare, affrontement de la Chrétienté et de l'Islam, cassure à nouveau de l'Europe entre le Nord protestant et le Midi catholique, plus récemment enfin conflit entre démocraties et régimes totalitaires, à chaque fois la disparité géographique s'est doublée d'un affrontement culturel. L'exemple le plus probant de cette alliance si particulière à l'Europe entre la géographie et la psychologie a été l'effondrement de l'Empire romain : malheur exemplaire et épreuve la plus durable qu'elle ait jamais subie, il a eu ses origines dans l'impuissance soudaine de l'homme

L'histoire de l'Europe ou la victoire du rêve sur la géographie...

non pas à dominer son milieu mais à contenir l'homme. C'est pourquoi c'est une puissance qui n'était ni politique, ni militaire, ni matérielle mais spirituelle, l'Eglise romaine, qui l'a aidée à le surmonter.

Et puis, comment expliquer par la pression du milieu l'aventure de ces peuples qui, habitants de l'Europe, lui tournèrent le dos à la fin du XV^e siècle, pour découvrir un monde nouveau au-delà des mers ? L'initiative par laquelle l'Espagne et le Portugal, suivis par l'Angleterre, la France et les Pays-Bas firent éclater leurs frontières, se risquèrent sur des océans hostiles et essaimèrent vers l'Amérique, l'Asie et l'Afrique était un défi à la géographie. Comment aurait-il eu en elle sa source ?

Ceci est encore plus vrai de l'aventure technique. Déjà en quittant sa patrie familière pour des terres chargées de rêves, l'Européen ne répondait pas à une difficulté d'être, il la cherchait. Mais lorsque, à la Renaissance, il préfère soudain la rigueur de la loi quantitative et abstraite au spectacle chatoyant de la nature, lorsqu'il substitue la machine, fruit de son imagination technicienne à l'outil qui prolonge son corps, lorsqu'il ajoute, en creusant les premières mines,

les forces obscures enfouies dans les entrailles de la terre aux dons de la vie que lui assurait l'agriculture, il invente de toutes pièces un milieu nouveau. L'esprit d'entreprise, l'exaltation de la concurrence, la mobilisation et la mobilité des personnes, l'extension des échanges commerciaux qui caractérisent le capitalisme naissant témoignent d'un élan qui, après quatre siècles, n'est toujours pas retombé. L'Européen des XV^e et XVI^e siècles n'a pu conquérir la planète qu'en s'arrachant à ses horizons familiers. Il n'a inventé la machine qu'en tournant le dos à une nature qui l'ignorait. Ces rêves auxquels il a ainsi donné corps ne lui ont pas été imposés par la réalité. Il a fallu qu'il les tire de lui-même. Contrairement à l'Indien d'Asie et d'Amérique ou au Chinois, l'Européen ne s'est pas contenté du coin de la terre où le destin l'avait fait naître. Une impérieuse vocation intérieure l'a poussé vers un perpétuel ailleurs.

LA FAILLITE DE « L'ECONOMISME »

Cette évidence, le marxisme, cette autre grande clé de l'histoire humaine, voudrait la nier. Pour lui, ce sont les conditions de l'activité économique qui déterminent la forme de toute société. Les institutions juridiques, politiques, religieuses reflètent l'état des forces de production. Le moulin à grain médiéval engendre la féodalité et la machine à vapeur le capitalisme bourgeois. Car le travail n'est pas seulement lutte contre la nature, il est aussi un fait social. Il implique entre les hommes des rapports de production qui évoluent au rythme de la technique. Le marxisme ajoute ainsi à l'analyse de Toynbee une dimension capitale. La riposte de l'homme au milieu n'est plus figée ; elle évolue. Le mouvement de l'histoire a sa source dans cette remise en cause d'elle-même à laquelle aucune société n'échappe. Ainsi s'expliquerait la lutte des classes qui divise la société industrielle et les tensions qui l'habitent.

Et cependant le marxisme laisse entier le vrai problème. Si le travail est le fait humain civilisateur universel, comment expliquer les différences si profondes entre civilisations en matière religieuse, politique et même économique ? Par la géographie ? Mais ce serait rendre au milieu une priorité que Marx, à juste titre, donne à l'homme. D'où vient, en particulier, l'instabilité de la société industrielle qui contraste si fort avec la stabilité multiséculaire des civilisations asiatiques ou américaines ? Pourquoi, enfin, la fièvre de mouvement ne s'est-elle emparée de l'Occident qu'au XVI^e siècle ? En fait, en reconnaissant à la technologie un pouvoir révolutionnaire, Marx, même s'il s'en défend, la distingue du travail, cette lutte routinière, pauvre en moyens, contre le milieu. Si elle en bouleverse les conditions, il faut bien qu'elle ne s'y réduise pas. Mais alors, où l'esprit d'invention qui la porte puise-t-il sa source ? Sur ce point Marx est muet.

Ainsi, ni le « challenge » cher à Toynbee ni le travail selon Marx ne rendent compte du fait de civilisation. L'être et le faire chez l'homme ne se réduisent pas à

L'Egypte ou la toute puissance du tertiaire administratif et religieux.

sa seule relation économique au milieu. Partout et toujours, l'homme ajoute à la vie, ne serait-ce qu'en s'interrogeant sur ses fins. C'est sa relation aux dieux, à autrui, à lui-même qui éclaire et lui rend supportable sa relation au monde.

De ce principe, la société industrielle nous paraît fournir, en dépit des apparences, une illustration éclatante. En effet, le dogme judéo-chrétien lui a enseigné, contrairement à tous les autres, que le sort de l'homme se jouait d'abord et avant tout face à Dieu. Il lui a donné ainsi et pour la première fois la capacité de se détacher de la fascination de la nature. En le libérant du travail, il lui a permis de le penser et lui a ouvert la porte de l'aventure scientifique et technique.

C'est parce que la passion qu'il porte au monde vise en réalité un au-delà du monde que l'homme occidental s'est jeté hier sur toutes ses routes, sonde aujourd'hui la terre et la mer, s'acharne à percer le secret de la matière et de la vie. Au spectacle de la nature qui lui emplissait les yeux, il a opposé avec Descartes le doute intérieur ; à l'ordre immuable du ciel et des saisons, il a préféré l'obscur clarté du laboratoire, le regard froid du microscope et du télescope. Ainsi son ancêtre fuyait-il déjà la splendeur du monde pour la profondeur des temples et le cheminement incertain au cœur des mystères. Mais cette recherche de lui-même, et toute la différence est là, c'est à travers le monde que l'homme occidental la poursuit. Sa quête intérieure est devenue conquête. Dans tout ce faire, il le sent confusément, c'est son être qui est en question.

Dès lors, si la technologie est une ontologie, si la science est le rite d'initiation qui doit le faire passer

François Quesnay

Quesnay a vu mieux que Marx le rôle des improductifs de l'économie.

de l'enfance à la maturité, il faut bien qu'il finisse par reconnaître qu'avec elle, ce n'est pas seulement son bonheur qu'il joue, mais son salut. Et qu'il en tire les conséquences...

La croissance contre l'économie

Les travailleurs de la société industrielle paient ainsi à tous les niveaux un lourd tribut au dieu de la productivité. Les impératifs de la rentabilité pèsent sur ceux dont les compétences soit insuffisantes — ce sont les « réformés » de l'économie — soit vieilles — ce sont ses « invalides » —, les rendent impropres à produire. Des bataillons entiers de travailleurs ont été contraints d'émigrer d'un bord à l'autre de l'Atlantique, de l'Ouest à l'Est de la Russie soviétique, du Sud au Nord de l'Europe. Quant aux laboratoires de recherche et de développement industriel, ils se mènent, par inventions et produits interposés, une guerre sans merci qui se traduit par une hécatombe d'idées avortées, de produits mort-nés, assassinés par d'autres, à peine surgis.

L'EXPLOSION DU TERTIAIRE

Pour mener ce combat sans pitié, il fallait au siècle dernier une société de fer et des familles prolifiques. Il faut aujourd'hui des agents économiques longuement et savamment préparés à leur fonction. La société moderne emploie donc à reconstituer, régénérer son capital humain une ardeur au moins égale à celle que les Egyptiens ou les Incas mettaient à célébrer le culte du Pharaon ou de l'Empereur, ces puissances socio-politiques qui garantissaient la fécondité du travail de la terre. Celle-ci, sans la générosité du dieu, serait restée stérile. Il en va de même du travail industriel si l'homme qui l'assure n'est pas « enrichi » par un afflux permanent d'idées nouvelles puisées à la source merveilleuse de sa puissance inventive.

Dans la civilisation socio-agraire, la production des biens qui occupe la presque totalité de la population est intégrée à un ordre dominé par le religieux, le politique, le militaire, l'administratif, le juridique, etc. En termes modernes, le tertiaire y englobe le primaire et le secondaire. Une dignité plus haute est accordée aux services rendus par le clergé, le roi, les fonctionnaires, les porteurs d'armes, les magistrats qu'aux biens tirés de la terre ou aux objets sortis de la main des artisans. Ils assurent le fonctionnement interne de la société : l'administration édicte les règles qui président aux échanges et veille à leur respect ; le fisc lève l'impôt ; les transports mettent en communication les régions éloignées ; la magistrature ou la police garantissent les droits des personnes et de leurs biens.

Tous ces services se caractérisent par un trait commun, assez bien exprimé par le terme moderne de « fiabilité ». Précision et constance dans l'établissement et l'utilisation des poids et mesures, rapidité et exactitude des transmissions, réalisme d'un droit réglant la vie des hommes sous tous ses aspects, telles sont les qualités qui, partout et toujours, font que les grands empires sont possibles et qu'ils durent. Les grands services en constituent le squelette et l'armature.

De la même façon, la multiplication des échanges dans la société contemporaine, cause et effet à la fois de son explosion économique, a entraîné la mise en place de services qui, en qualité du moins, ne sont pas différents de ceux dont s'étaient dotés les grands empires d'hier. Transports, communications, banques, réseaux de distribution, d'énergie, de biens, de renseignements (presse, radio, télévision) enserrant la planète, assurant le mouvement des personnes, des marchandises, de l'argent, de l'information. Au moins en principe tout cela se déroule sous le signe de la précision et de l'exactitude. La montée de l'économie a entraîné celle d'un tertiaire de fonctionnement dont les grands empires d'autrefois avaient déjà donné l'exemple. Elle y ajoute cependant une dimension nouvelle, puisque la source de la richesse est moins la nature que le savoir humain ou, plus précisément, l'ensemble des conditions indispensables à son développement. L'enseignement mais aussi l'habitat, l'information, la santé sont parmi les plus importantes. La collectivité va donc les prendre en charge à la façon dont le peuple égyptien portait le poids de l'appareil administratif, de la caste sacerdotale et de la dynastie des Pharaons. Ces services dispensent à une économie hantée par le souci de la rentabilité, c'est-à-dire du jugement du marché dont son avenir dépend, une sorte d'assurance sur la vie. Ils jouent ainsi le rôle des castes militaires et religieuses dans la société agraire.

IMPORTANCE DU SECTEUR IMPRODUCTIF

Cette similitude apparaît clairement dans l'affrontement entre deux auteurs dont l'un, François Quesnay, a su reconnaître dès le XVIII^e siècle, le rôle du tertiaire dans l'économie, alors que l'autre, Marx, un siècle plus tard, devait l'ignorer.

On a bien oublié aujourd'hui le *Tableau économique* du célèbre physiocrate, médecin de Mme de Pompadour et économiste important de son temps. On n'a retenu de lui, pour s'en moquer, que la théorie selon laquelle toute richesse venait de la terre. Seul le cultivateur produit, tandis que le commerçant, les professions libérales, les classes improductives — aristocratie, clergé, bourgeois habitant les villes — dépensent et ne font que cela. Et pourtant, cette distinction entre productifs et improductifs, la reconnaissance de la fonction nécessaire assurée par les seconds face aux premiers restent des notions singulièrement fécondes. La classe des producteurs dégage des richesses dont une partie seulement est consacrée à son propre entretien. Au-delà

assurée par une classe qui ne fournit, en échange, aucun travail, contribue à entretenir l'activité économique dans la mesure où elle signifie achat et, par conséquent, encore consommation. Simplement, sous Louis XV, les dépenses des nobles et du clergé, si elles avaient un contenu économique, avaient d'abord une signification politique et religieuse. Garants d'un ordre où le ciel et la terre se mêlaient, ils dispensaient déjà, à l'ensemble de la collectivité, un sentiment de « sécurité sociale ».

Il est aisé de transposer cette analyse dans le contexte moderne. Certes, ce n'est plus l'agriculture primaire, c'est l'industrie secondaire qui est la principale pourvoyeuse de richesses. Mais le prélèvement opéré par l'impôt ou les transferts sociaux sur les revenus et salaires qu'elle distribue permet l'entretien d'un secteur tertiaire en plein développement. Il prend les aspects les plus divers, qu'on peut classer selon leur degré d'éloignement du secteur productif : transports et distribution régulent la relation producteurs-consommateurs ; enseignement et information, services sanitaire et hospitalier veillent l'un à l'entretien professionnel, l'autre à l'entretien physique des producteurs ; banques, compagnies d'assurances et administration garantissent la sécurité de l'entreprise ou des citoyens ; tourisme et spectacles fournissent un aliment à ce besoin d'évasion satisfait, en grande partie autrefois par l'Eglise, ses fêtes et ses nombreux jours chômés.

Une telle situation confirme et infirme à la fois l'analyse de Quesnay. Elle la confirme puisque, loin de peser sur le rythme de l'économie, la montée du secteur tertiaire l'accélère et lui devient indispensable : que l'on supprime demain les services et toute la machine économique sera bloquée. Elle l'infirme, car la distinction entre classes dont l'une produirait et l'autre aurait pour seule fonction de consommer, comme c'était encore le cas au XVIII^e siècle, a disparu. C'est chacun de nous qui, selon les moments du jour ou les étapes de sa vie, tantôt produit au-delà du nécessaire, tantôt consomme sans contrepartie.

La concurrence industrielle « forme civilisée » de la guerre destructrice de biens et de vie.

subsiste un « produit net » qui, prélevé au moyen de diverses taxes et dîmes, est dépensé par les oisifs en achats de produits aux classes industrielles et artisanales. Or, l'argent que celles-ci en retirent retourne aux agriculteurs qui assurent, grâce à lui, le principal de leur entretien. Ainsi, la richesse prélevée sur le labeur paysan par des classes en apparence dépensières et improductives lui revient indirectement ; loin d'échapper au cycle des échanges, elle en assure la régulation et le nourrit.

Certes, le fameux tableau de Quesnay a été conçu dans un contexte bien différent du nôtre. Il fut vite dépassé en un temps où naissait l'industrie et Voltaire ne lui ménagea pas ses sarcasmes. Pourtant, dans son principe, cette théorie reste actuelle à deux titres : elle distingue clairement la consommation d'entretien de la consommation somptuaire et insiste sur l'importance de cette dernière dans le processus économique ; elle montre que l'opposition entre productif et improductif mérite d'être nuancée puisque toute dépense, même dépourvue en apparence d'utilité immédiate, même

LA CONCURRENCE, FORME « CIVILISÉE » DE LA GUERRE

Le visage nouveau que prend ainsi une réalité très ancienne se reflète dans l'évolution de la notion de sécurité. Ici encore un bref retour à Marx le fera mieux comprendre. Celui-ci a construit, en effet, son système sur le caractère inéluctable des crises économiques attribuées au fait que, dans le capitalisme, la consommation, en raison des bas salaires, est incapable de suivre le rythme de la production. D'où le recours à la guerre, grande dilapidatrice de biens industriels, soupape indispensable pour réduire périodiquement le trop-plein de la production. Or cette fonction régulatrice et consommatrice de la guerre — qui, soit dit en passant, existait bien avant l'âge industriel et capitaliste, ce qui enlève à l'explication de Marx beaucoup de son crédit — paraît bien être remplie aujourd'hui par l'explosion des services. La guerre destructrice faisait place nette, selon Marx, pour un nouvel élan industriel. Que fait d'autre aujourd'hui

d'hui la recherche appliquée, service « noble » s'il en est ? Elle aussi démode, c'est-à-dire détruit économiquement machines et produits. La guerre détruisait ou amputait une génération ? Le progrès technique, lui aussi, disqualifie le savoir professionnel, remet en cause toute une culture, impose un incessant rajeunissement de l'esprit. Le combattant d'hier, en mourant, laissait la place à d'autres. Le cadre aujourd'hui ne garde sa place qu'en mourant à lui-même.

On assiste ainsi dans la société moderne à une « sécularisation » et à une intériorisation de la guerre, non à sa disparition. Les dépenses improductives sous la monarchie servaient à satisfaire un besoin intense et bien réel de sécurité politique et religieuse. Aujourd'hui, l'enseignement, l'assurance, les services de santé satisfont également un besoin intense de sécurité. Mais, cette fois, celle-ci est de caractère économique, puisque, sans savoir, sans intégrité physique et mentale, le salarié connaît l'obsolescence, c'est-à-dire une sorte de mort sociale.

Quand, au XIX^e siècle, l'apport de l'homme se bornait à sa force de travail, Marx pouvait encore considérer le salaire comme le coût de son entretien physique. Dès lors que la richesse devient fille du savoir, l'entretien de ce potentiel est, comme pour tout appareil complexe et raffiné, beaucoup plus coûteux. De même qu'on ne peut calculer la rentabilité d'une machine sans tenir compte de ses frais de « maintenance », ainsi ne peut-on plus exclure du calcul de l'équilibre économique, dans une nation moderne, le coût de la « maintenance » des hommes qui la composent. On ne peut savoir, par exemple, si le lancement d'un nouveau type d'avion est ou non une affaire rentable qu'en tenant compte d'au moins trois ordres de dépenses : la mise au point du prototype, l'énergie (c'est-à-dire le carburant consommé), l'entretien. De la même façon, le producteur moderne appelle une mise au point qui s'étale de la cinquième à la vingtième année, soit sur près de quinze ans, un salaire qui lui permette de réparer l'usure moins physique que psychologique due au rythme de son travail, un entretien, c'est-à-dire la remise à jour permanente de ses compétences. A quoi il faut joindre, dans les deux cas, des vices imprévus de construction qui dérèglent les calculs les plus minutieux : peut-on, par exemple, compter pour rien les ravages de l'alcoolisme qui entre, entre France, pour 40 % dans les frais d'hospitalisation ou le coût des maladies mentales dont la guérison est si longue et si précaire ?

Ainsi, pour Marx, le décalage propre au capitalisme entre production et consommation était sans appel. Il ne trouvait un remède passager que dans la guerre. Il constituait le moteur révolutionnaire de l'histoire. Marx n'avait pas prévu ce que Quesnay avait si justement pressenti, à savoir que l'activité économique ne se borne pas aux deux seules fonctions : produire et consommer. Elle exige qu'une part croissante de richesses nées de l'industrie soit consacrée à l'entretien du seul capital productif qui est l'homme ou, si l'on veut, à la sécurité, hier psychologique et politique, aujourd'hui sociale et économique des travailleurs. Les tâches

d'une régulation pourvoyeuse de sécurité, assurées par le tertiaire, grand consommateur de richesses, remplacent, dans la société moderne, les dépenses militaires ou religieuses et l'entretien de la classe nobiliaire ou cléricale d'autrefois. Hier, l'inconnu c'était l'au-delà de la mort ou l'ennemi ; aujourd'hui c'est l'avenir. Mais pour affronter l'un et l'autre, la société n'a jamais qu'un moyen : se doter d'un ordonnateur, hier de l'éternel, aujourd'hui du futur, le tertiaire.

LA « DES-ECONOMIE »

Cependant, cette montée spectaculaire des services dans les économies industrielles ne va pas sans problème. Le plus considérable est sans conteste l'inflation. Elle est, en effet, le signe d'un phénomène nouveau qu'on pourrait appeler la « des-économie » de l'économie.

Pour la comprendre, il faut revenir au sens propre et tout à fait précis de ce mot. L'économie, c'est littéralement « l'ordre dans la maison ». C'est l'art de gérer ses biens, d'équilibrer son budget, c'est-à-dire, pour le principal, de ne pas dépenser plus qu'on a ou de tirer le meilleur parti de ce qu'on gagne. L'idée d'une équivalence nécessaire entre l'effort fourni et le résultat escompté déborde d'ailleurs largement la production des biens matériels. On parlera d'une économie de gestes ou de moyens lorsque grâce à un habile enchaînement dans les mouvements musculaires, consommateurs d'énergie, un résultat est obtenu qui rend au moins autant d'énergie qu'il en a coûté à produire. Cette loi préside au fonctionnement de tout organisme vivant. De l'amibe au lion, il faut qu'il dépense moins de force à capter l'énergie nécessaire à sa croissance et à son entretien qu'il n'en reçoit de sa proie. Dans le cas inverse, il court à l'épuisement et à la mort. Transposé dans le registre industriel, cela signifie que le coût des éléments qui entrent dans la composition et la fabrication d'un produit doit être inférieur au prix où il sera vendu sur le marché. Dans le cas inverse, c'est également la faillite et la disparition de l'entreprise.

A l'origine, l'homme disposait d'un corps très mal préparé à une telle performance. Il l'a cependant atteinte grâce à un écart croissant entre l'effort qu'il dépensait pour s'emparer, par exemple, de sa proie quand il était chasseur et la réserve nutritive que le gros gibier lui apportait. De même, il fallait que la récolte lui rende la semence et bien au-delà quand il devint agriculteur. Plus tard, avec le feu, l'utilisation de l'eau et du vent, les métaux tirés du sol, l'écart se creusera encore entre le coût de la fabrication de ses outils, capteurs de force, et l'énergie que grâce à eux, il pouvait exploiter. Ainsi s'accrut la productivité du travail.

Ici reparait l'importance de la culture dont, à mesure que s'écoulaient les siècles, il devenait l'héritier. C'est parce que chaque génération recevait de ses devancières un ensemble de procédés, recettes, outils, bref, tout un savoir-faire lentement acquis, qu'elle pouvait « économiser » le coût, en peine et en temps, qu'aurait représenté sa ré-invention. L'apprenti dépense, au début,

production agricole chez les nations industrielles ont déjoué son pronostic. Et si la menace de la famine ne s'est pas totalement effacée dans les pays du Tiers-Monde, c'est plus pour des raisons politiques que techniques ou économiques. Les experts assurent que la terre, au rythme d'exploitation atteint par les agriculteurs européens ou américains, serait capable de nourrir vingt milliards d'hommes.

Mais ce qui importe de bien mesurer ici ce n'est pas l'accroissement en soi de la production agricole, c'est son coût. Or, comme l'a montré René Dubos, un fermier américain, producteur intensif de blé, consomme plus d'énergie emmagasinée dans les engrais, machines et produits herbicides ou insectivores qu'il emploie que n'en apportent des céréales dont le rendement à l'hectare a été multiplié par cinq en moins de cinquante ans. Encore faut-il ajouter le coût de la pollution entraînée par l'usage de produits chimiques dont une partie importante, emportée par la pluie et rejetée aux rivières, aux lacs puis à la mer n'est pas utilisée par le végétal. L'exploit de l'agriculture moderne est donc bien, au sens économique strict, globalement négatif. Cette « déqualification » de la vie est un fait impressionnant. Tenue à juste titre pour capable de surmonter l'entropie qui caractérise le monde de la matière, c'est-à-dire la dégradation continue de l'énergie transformable en travail, la voici qui, entre les mains de l'homme, change de signe : l'abondance à laquelle elle est « forcée » se paie d'ailleurs d'une pénurie grandissante des matières et du milieu qui sont nécessaires à son entretien.

La productivité agricole est-elle la base des économies ?

beaucoup d'énergie pour un résultat minime, mais grâce au capital culturel qui l'attend et qui lui est transmis par le maître, il réalise en quelques années des progrès qui ont demandé parfois des siècles à l'humanité qui l'a précédé.

Il en va autrement, lorsque l'acquis culturel du passé, cette « économie » offerte gratuitement au présent, perd sa valeur. Or c'est ce qui se passe aujourd'hui où, en accumulant ses inventions, le savoir technique procède à son auto-destruction. De même, la générosité de la nature en matière d'énergie ou de métaux rares semble atteindre ses limites.

Il est vrai qu'à la prédiction alarmée d'un épuisement prochain des réserves naturelles telle qu'elle ressort par exemple de la fameuse étude de l'Institut Technologique du Massachusetts réalisée à l'instance du Club de Rome, les tenants du progrès opposent de nombreux arguments. Que valent-ils ?

Deux siècles avant les partisans de la croissance zéro, Malthus annonçait, disent-ils, la famine dans un monde où les ressources alimentaires se multiplient en progression arithmétique alors que la population croissait en progression géométrique. Or, malgré un taux de natalité exubérant depuis cent ans, les progrès de la

La même constatation s'impose dans le domaine de l'énergie. Le passage du bois au charbon, au pétrole, au gaz, à l'électricité d'origine hydraulique puis à l'atome représente en apparence un gain spectaculaire de productivité et donc de rentabilité. Mais l'énergie électrique d'origine nucléaire vers laquelle on s'oriente n'en est pas moins la plus dispendieuse de toutes (1). Cette forme, la plus gaspilleuse, est donc, en terme d'économie générale, la moins rentable. De plus, le problème des déchets de la pollution dus aux centrales atomiques appelle des solutions très onéreuses dont en bonne logique il serait nécessaire d'inscrire le coût dans celui de l'énergie produite. Enfin, et ceci vaut également pour les biens alimentaires, la montée des besoins l'emporte toujours sur celle de la production. Ici, en effet, le problème de la qualité vient troubler les calculs purement quantitatifs des experts. C'est en partie parce que le pétrole, l'électricité sont plus légers, donc plus faciles à transporter que le charbon, qu'ils lui ont été préférés. C'est en partie parce que la viande beaucoup plus coûteuse à produire que les céréales convient mieux à l'alimentation d'une population urbaine, à majorité tertiaire, qu'elle se substitue à elles. Ainsi un progrès à court terme peut-il devenir régression à long terme, une économie sur un point particulier se payer d'une dés-économie globale.

(1) Cf. Michel GRENON, *Ce monde affamé d'énergie. Cet ouvrage présente un panorama complet des problèmes que pose le progrès en matière énergétique. Nous y renvoyons le lecteur.*

Mais le dommage causé au capital naturel par une exploitation industrielle intense est peut-être encore moins grave que celui que subit le capital humain. Or, celui-ci est, de loin, le plus coûteux. Ce sont les dizaines de milliers de morts de la route. Ce sont surtout les contraintes imposées à la santé mentale et physique des hommes et des femmes, à l'équilibre du couple et des générations par l'industrialisation et l'urbanisation intensives. L'on dira que la situation de l'Européen en ce dernier tiers du XX^e siècle est, à tous les points de vue, bien préférable à celle du paysan ou de l'ouvrier du XIX^e siècle. Sans doute. Mais si les dommages de caractère psychologique et social sont plus supportables que l'inconfort physique subi par les générations précédentes, leurs effets, plus profonds, sont aussi à plus long terme. Il faut des années pour qu'apparaissent les conséquences d'une éducation négligée, d'une famille désunie, d'un habitat exigu. C'est donc par comparaison avec l'avenir autant qu'avec le passé qu'il faudrait juger la situation actuelle. Il est vrai qu'on ne peut comparer le présent au futur sans tomber dans la conjecture. Et c'est ce qui explique l'impuissance des experts à l'inscrire dans leurs calculs.

INFLATION ET CROISSANCE

Nous laisserons donc là ce débat sans fin pour nous en tenir au fait incontestable puisque chiffré qu'est devenue la hausse accélérée et générale des prix dans toutes les nations industrialisées. Depuis 1968, ceux-ci augmentent à un rythme que les gouvernements sont impuissants à contenir. Pendant que les experts discutent sur la gravité, la durée vraisemblable et surtout les causes du mal, celui-ci s'étend et ébranle les certitudes appuyées sur des principes vieux, il est vrai, de près d'un siècle. Faut-il s'en étonner ? Tant qu'il s'agit de décrire l'inflation, tous sont d'accord. Son mécanisme est, en effet, simple. Les prix des produits, denrées ou services augmentent lorsqu'un déséquilibre se crée entre leur masse mise sur le marché et le pouvoir d'achat des consommateurs. Quand les rémunérations augmentent plus vite que la productivité du travail, le salarié qui reçoit davantage sans produire plus dispose davantage d'argent pour se porter acquéreur de biens dont le nombre n'a pas varié. Automatiquement, leurs prix se mettent à monter.

Telle est la théorie classique de l'inflation par la demande. Mais il existe aussi une inflation par les coûts. Elle seule rend compte du fait nouveau que partout les prix ont augmenté, malgré le freinage de la consommation et un taux de chômage élevé qui ont entraîné une stagnation du pouvoir d'achat global. En fait, l'inflation par les coûts n'est pas, dans son principe et malgré les apparences, différente de l'inflation par la demande. En effet, le prix de revient des produits a tendance à augmenter pour deux raisons. Lorsqu'il y a réduction de la demande et donc du marché, l'industriel dont les ventes fléchissent va réduire sa production. Or, les frais que celle-ci suppose ne sont pas compressibles et le plancher auquel se situent les frais fixes est d'autant

plus élevé que la mécanisation de la production est plus poussée. L'inflation par les coûts est donc un mal qui menace, de façon privilégiée, les économies les plus industrialisées. Mais le prix de revient peut s'élever aussi du fait du coût des matières premières entrant dans la fabrication d'un produit. Soit que la consommation qui en est faite au plan mondial augmente, soit que les gisements dont elles sont tirées s'épuisent. Dès lors, il faut ouvrir de nouvelles usines de traitement de minerai, procéder à de nouveaux forages. Pendant un certain temps du moins, les quantités extraites ne peuvent rentabiliser les travaux de recherche ou les appareils d'équipement mis en œuvre, qu'à la condition d'être vendues cher. Le prix d'un produit augmente à proportion de celui de l'équipement nécessaire à sa fabrication, extraction, distribution, etc. Il diminue lorsque cet équipement est amorti alors que la production se poursuit à un rythme élevé : c'est le cas d'un puits de pétrole en exploitation et d'une chaîne de fabrication d'un bien de consommation courant.

Ainsi l'inflation, issue d'un excès de la demande ou, à l'inverse, d'une montée des prix de revient, résulte toujours d'un même phénomène : la rupture de l'équilibre entre la valeur des facteurs qui entrent en jeu dans l'acte de produire et son résultat. Tout coûte, comme on dit, de plus en plus cher et la formule vaut aussi bien pour une automobile, l'enseignement, les soins de santé, les loisirs ou l'aide domestique.

RENTABILITE DES SERVICES ?

Mais c'est en matière de services qu'il est le plus difficile d'augmenter la production en réponse à la demande. Le service, en effet, traite d'une manière particulière, la matière humaine qui impose son rythme propre tant au producteur qu'à l'utilisateur : la coupe de cheveux, le traitement d'un malade, l'enseignement des connaissances ne peuvent pas être accélérés. Même si, comme dans la santé ou l'enseignement, on fait appel à un équipement qui multiplie l'efficacité du producteur, d'une part, la machine comme telle ne peut pas hâter le rythme d'évolution physique ou intellectuelle des bénéficiaires, de l'autre, le besoin de ces services augmente si rapidement qu'il devance en permanence l'accroissement de ces équipements. Or, ceux-ci sont spécialement coûteux. Comme, de plus, la demande est intense et en augmentation quasi indéfinie, l'inflation se produit à la fois par la demande et par les coûts. Elle est à la fois accélérée et irrépressible.

On dira que la formation des jeunes, l'entretien ou la protection de la santé d'une population constituent les investissements hautement rentables et que l'on retrouvera à terme et bien au-delà la mise initiale. Une seule découverte réalisée par un chercheur heureux ne compense-t-elle pas le coût de sa formation et celui de tous ses collègues moins heureux ? De même, une population active, nombreuse, compétente et saine est un capital aux intérêts incalculables. Sans doute. Encore ne faut-il pas négliger les phénomènes compensatoires que constituent le gaspillage qui résulte de l'abandon

tantôt de produits invendables, tantôt de leurs études par de nombreux étudiants ou encore de la prolongation de la vie qui provoque une augmentation considérable de la masse des improductifs. En fait, la généralisation des soins de santé dépasse de loin le souci de fournir à l'appareil de production des agents en bon état. Globalement, elle coûte certainement plus à la société qu'elle ne lui rapporte.

Ainsi, en stricte économie, la rentabilité de certains services est, soit hasardeuse, soit discutable. Mais surtout, en règle plus générale, c'est une rentabilité très différée. Ici réapparaît la notion d'un temps incompressible qui est bien, en effet, la notion la moins économique qui soit. La formation des hommes, le soin des malades, la recherche supposent des investissements dont le retour peut se faire attendre des années. Il peut aussi ne pas se produire. L'évolution du marché est parfois si rapide que le produit coûteusement élaboré perd sa valeur ; les connaissances sont dépassées ; les débouchés d'abord nombreux dans une branche industrielle peuvent diminuer brusquement. Il fêste que l'accumulation et la simultanéité de services dont la productivité est soit aléatoire, soit lointaine, crée une situation nouvelle : pendant tout le temps nécessaire à la retombée de l'investissement dont il est l'objet, l'homme reçoit et consomme plus qu'il ne rend.

Mais il y a plus grave encore. Dans une économie dominée par le service, la notion même de productivité perd une bonne part de son sens. Quand il s'agit de blé, de têtes de bétail, d'automobiles, produire c'est multiplier les biens. Or, soigner, enseigner, communiquer, conseiller, c'est en réalité beaucoup moins accroître que conserver. Pour être simplement maintenu en état de fonctionnement, l'homme moderne a besoin de l'assistance constante de services qui le protègent contre des menaces permanentes de régression. Son ancêtre exploitait, un temps d'ailleurs fort court, le capital physique dont l'avait doté la nature. Celui-ci était maigre : la maladie en avait souvent et très tôt raison. La survie était assurée par le jeu d'une sélection toute naturelle dont l'homme était bénéficiaire ou victime mais qui, en tout cas, ne coûtait rien. Son descendant, lui, a besoin d'être haussé et maintenu à un niveau professionnel et culturel élevé. Et cette fois, c'est la société, et non plus la nature, qui le porte. Le vieillissement psychologique ou intellectuel le menace plus encore que le vieillissement physique d'hier. Il n'est plus question ici, pour l'individu, de produire plus ou de s'enrichir, il s'agit de s'entretenir. Il se livre donc à de multiples exercices qui n'ont pas d'autre but que de le garder « en forme », comme si sa forme d'homme était sans cesse remise en question.

De même, il est vite apparu nécessaire de prendre en compte la charge représentée par le travail de la femme au foyer et les frais d'entretien des enfants. Des allocations ont été prévues à cet effet. Leur existence même témoigne que le maintien et le renouvellement de la force de travail ne pouvaient plus être assurés par la nature seule. Loin d'être tenu comme autrefois

pour un don du ciel, l'enfant est ressenti comme un fardeau que la société doit aider la famille à porter.

On dira que ces investissements ou services qui ont pour fonction de maintenir l'individu au niveau général où s'est haussée la collectivité, sont liés au fait que cette dernière reste dans un état de progrès et d'inven-

La « rentabilité » des services échappe aux calculs économiques.

tion, lui-même pourvoyeur de richesses. Et c'est vrai. Mais du moins doit-elle savoir ce qu'il lui en coûte et par-delà le bénéfice, voir le bilan. Or, ce dernier voit s'allonger la colonne du passif. La création quantitative de richesses entraîne en effet la destruction d'une certaine forme de richesse qualitative et la mise en place, coûteuse, de services qui ont pour fonction de pourvoir

à son rétablissement. Elle se retrouve donc en état d'inflation s'il est vrai que ce terme désigne le processus par lequel un être vivant se met soudain à consommer plus d'énergie qu'il n'en possède, à rendre moins qu'il n'a reçu.

LA CROISSANCE N'EST PAS UNE NOTION ECONOMIQUE

A l'appui de cette constatation, l'exemple du vivant dispense d'ailleurs un dernier enseignement. En effet, nous avons tenté de montrer au début de cet ouvrage l'impossibilité de confondre ce que nous avons appelé, après Bergson, l'« élan vital », ce pouvoir mystérieux qu'a la vie de créer des formes, et l'activité par laquelle tout vivant ainsi porté à l'existence entretient cette forme. L'énergie de *croissance* qui fait qu'un être se forme est, avons-nous dit, de caractère *ontologique* alors que l'énergie d'*entretien* est de caractère *économique*. Gratuite, la première échappe à tout calcul car elle est relation de la vie à elle-même. La seconde, au contraire, obéit à la loi rigoureuse du reçu et du donné ; elle est relation du vivant au milieu. Or la société en progrès économique accéléré réunit l'impératif de l'entretien et celui de la croissance que la vie avait séparés. Elle doit à la fois se conserver en vie et consacrer à sa mutation une forme très particulière d'énergie qu'on peut appeler ontologique dans la mesure où sa source n'est pas le milieu extérieur mais le monde intérieur de l'invention et des idées. Cette dernière échappe à tout calcul de rentabilité, car l'équation qui l'établirait devrait mettre en présence ces réalités qualitatives et incommensurables que sont le présent et le futur, ce qu'elle est et ce qu'elle sera. En outre, toute création d'une forme nouvelle se paie de la destruction de l'ancienne. Or comment apprécier le prix d'une forme qui meurt ? Ainsi la conjonction du technique et de l'ontologique, de l'entretien et de la croissance enlève, par l'irruption de la gratuité qui caractérise cette dernière, toute rationalité à la notion d'une société de développement.

Ce parallèle entre les systèmes énergétiques respectifs de l'organisme vivant et de la société humaine révèle encore deux différences fondamentales. Chez l'un et l'autre la croissance s'oppose bien à l'entretien, l'invention à l'adaptation. Seule la première est une véritable mutation : elle en a le caractère imprévisible, brutal, conquérant, exubérant. En ce sens, les grandes novations culturelles, les religions, les inventions scientifiques et techniques, les révolutions politiques ou sociales sont à l'histoire humaine ce que les mutations sont à l'évolution des espèces vivantes. Ce sont des jaillissements de formes qui se constituent ensuite en systèmes et doivent fonctionner, c'est-à-dire se maintenir identiques à eux-mêmes à travers le temps et résister à son usure. Cependant, tandis qu'une fois établie, la forme animale subsiste en quelque sorte toute seule, les systèmes nerveux, musculaire, digestif possédant en eux-mêmes leur ordre et leur régulation propre, les systèmes sociaux et économiques humains ne sont que des « mécanismes ».

Les circuits qui assurent la circulation des biens ou de l'argent, le transport des personnes, la transmission de l'information, l'exploitation de l'énergie, etc., n'ont pas cette autonomie admirable qui fait que le vivant sent, digère, réagit, servi par l'organisation qui unit dans la diversité et la division de leurs tâches les milliards de cellules de son corps. Comme toute machine, le système socio-économique humain doit être entretenu et contrôlé. Son unité reste artificielle. La fonction de surveillance et d'autorégulation assumée par les services tertiaires de la société moderne n'est donc pas gratuite comme dans la vie. Elle est coûteuse, elle consomme de l'énergie. Elle l'est encore plus lorsque le corps social « mute ». Le remplacement d'un mode d'exploitation d'énergie, de production, de circulation et de distribution des biens, de nourriture, d'habitat, de loisirs par un autre ne se fait pas tout seul. Il en coûte de l'argent, et plus que de l'argent. Car la quantité ici se change en qualité.

Autre différence plus frappante encore. A chaque étape nouvelle atteinte par la vie, celle-ci s'appuie sur les précédentes et conserve leur acquis. La filiation, l'héritage sont patents, par exemple, entre l'homme biologique et le mammifère : son cerveau est celui, plus complexe, du grand singe, l'oreille aérienne est l'aboutissement de l'oreille aquatique, l'œil qui perçoit formes et couleurs à distance celui de la sensibilité purement tactile des êtres inférieurs. C'est parce qu'elle tient compte du passé que la vie a pu le dépasser. Il en va autrement du progrès économique et social. Les fonctions nouvelles de transport rapide, d'information à distance, les modes nouveaux de nourriture n'apparaissent pas comme des ajouts purs et simples par rapport aux anciens : l'automobile, l'avion long-courrier, le téléphone, la radio ou la télévision, la consommation de protéines sont différents par nature de la locomotion à pied ou à cheval, de la parole, de la vue ou du cri, de la nourriture végétale. La société industrielle remanie sans cesse les bases mêmes sur lesquelles elle s'était établie. L'on pourrait dire qu'à mesure qu'il franchit un nouveau barreau de l'échelle du progrès, l'homme brise ceux qui l'ont précédé. Dès lors, impossible pour lui de redescendre. Alors que la vie avait procédé de la façon la plus économique et par accumulation, l'homme, lui, progresse de façon fatalement dispendieuse, c'est-à-dire par sauts et rupture. Son évolution est une série de révolutions. La nature, disait Leibniz, « ne fait pas de sauts ». A l'inverse, l'histoire humaine est une succession de bonds qualitatifs.

SERVICE ET SALUT

Ce qu'il est convenu d'appeler le progrès ne se présente donc pas sous la forme d'une accumulation quantitative des revenus et des biens qu'ils permettent d'acquérir comme si l'homme, restant inchangé, voyait s'accroître automatiquement son pouvoir d'acheter et de consommer. En réalité, la croissance ne concerne pas seulement ce qu'il a mais ce qu'il est. C'est moins

L'être vivant emprunte au milieu l'énergie qui lui est indispensable pour se maintenir en vie, mais la forme originale qui distingue chaque espèce des autres ne doit, elle, rien au milieu. Elle est le fruit de la spontanéité mystérieuse de la vie. Il en va de même des sociétés humaines.

son niveau que son *mode* de vie qui se trouve modifié. L'augmentation quantitative des biens cache une mutation qualitative de l'être.

Avec sa sagacité coutumière, Bertrand de Jouvenel a mis en lumière ce fait qu'une vision traditionnellement mécaniste de l'économie ne parvient pas à intégrer. Il a montré que la revendication de salaires toujours plus élevés reposait sur la nécessité où se trouve le travailleur de la société moderne de consacrer une part croissante de ses revenus non pas à consommer davantage de biens mais à utiliser davantage de ces services que la vie moderne lui *propose*, mieux, lui *impose*. Car c'est en tant que producteur et non pas comme consommateur qu'ils lui sont indispensables. Le ménage quittant la campagne pour la banlieue d'une ville paie un loyer plus élevé qu'auparavant. La distance entre le domicile et le lieu de travail le contraint à des frais de transports nouveaux et des pertes de temps. C'est autant de loisir en moins qu'il aurait consacré autrefois à de menus travaux d'entretien et qu'il devra sous-traiter et payer. La séparation des générations entraîne, si la femme travaille, des frais de crèche ou de gardiennage jusqu'alors gratuits. L'habitat souvent exigü, la vie dans la « foule solitaire » de la grande ville développent un besoin impératif de congés qui suppose l'automobile avec ses frais fixes et son budget spécial. Enfin la qualification croissante attendue de l'enfant pour son entrée dans la vie professionnelle exige un enseignement pro-

longé. Celui-ci reste donc plus longtemps à la charge de ses parents. Toutes ces dépenses ne sont pas facultatives. Elles ne s'ajoutent pas à la vie. Elles sont la vie même. Ce ne sont pas des dépenses de consommation ou de *subsistance*. Ce sont, dans notre langage, des dépenses de *survivance*. Il convient donc de se défier de l'euphorie qu'inspire aux laudateurs inconditionnels de la croissance l'irrésistible montée du pouvoir d'achat (2).

La dépendance étroite de tout vivant à l'égard de la *nature* qui lui a conféré sa forme se trouve ainsi redoublée par la dépendance de l'individu humain à l'égard de la *culture*, c'est-à-dire des multiples services sur lesquels il doit s'appuyer. La culture est aussi essentielle à l'homme d'aujourd'hui que l'héritage naturel à l'animal. En se spiritualisant, la dépendance du premier à l'égard de la société s'accroît.

Cette dialectique subtile et contraignante qui unit la liberté à la dépendance n'est pas, comme Marx l'a cru, un accident de l'histoire. Elle est inscrite au plus profond de tout être vivant et la société industrielle, en substituant la culture à la nature, la renforce.

Maurice BLIN ■

(2) Cf. Les Informations, numéro du 18 janvier 1971 : « L'escalier roulant de la consommation ».

Les idées politiques et sociales d'Alexis de Tocqueville

par Jacques Nantet

LA publication de la correspondance entre Alexis de Tocqueville et Gustave de Beaumont éclaire bien des aspects restés jusqu'ici obscurs de la pensée politique et sociale du premier. Les deux hommes se rencontrent en 1827 à Versailles, où ils sont, tous les deux, de jeunes magistrats. Rapidement, ils se lient d'une amitié qui durera jusqu'à la mort de Tocqueville en 1859. Les origines sociales les rapprochent : l'un et l'autre sont issus de familles légitimistes de l'aristocratie. Les Tocqueville ont eu des ancêtres à la bataille d'Hastings, et ils sont restés prépondérants dans la Manche, aux environs de Valognes. Là s'élève le château de Tocqueville, qu'Alexis décrit avec un mélange d'humour et d'attendrissement :

« Une vieille maison flanquée de deux lourdes tours où rien ne semble fait pour la commodité... des chambres obscures, de vastes cheminées qui donnent plus de froid

que de chaud, des fauteuils où l'on tiendrait trois à l'aise... et une longue prairie que la mer termine à l'horizon. »

Tocqueville ne cèle pas à son correspondant que tout cela chatouille son cœur d'orgueilleuse faiblesse. Pourtant, une lettre de 1828 nous apprend les secrets penchants de ce fonctionnaire de Charles X. Parlant, à propos de l'Angleterre, de la Grande Charte, il y voit un élément positif de l'histoire de ce pays, et même du reste de l'Europe :

« La Grande Charte, assez insignifiante sous quelques rapports, produisit cependant des fruits immenses. Elle concluait, elle précisait et donnait une forme à l'opposition. C'est tout en révolution. La Grande Charte devint l'étendard sous lequel marchèrent dès lors une foule d'hommes... »

Il prévoit, à travers la progression économique qui se fait jour aux Etats-Unis, le prodigieux développement à venir de la civilisation pécuniaire. Et déjà il imagine quelle transformation va apporter aux structures de la société, et quels problèmes va poser, la concentration industrielle :

« L'industrie agglomère d'ordinaire une multitude d'hommes dans les mêmes lieux... établit entre eux des rapports nouveaux et compliqués... les expose à de grandes et subites alternatives d'abondance et de misère. »

Les institutions, qui organisent de bas en haut la participation des citoyens à l'administration des cités et à la politique du gouvernement, frappent vivement Tocqueville. Il perçoit que les Américains tirent toutes ces conséquences de la souveraineté populaire :

« Les Américains, en admettant parmi eux le dogme de la souveraineté du peuple, en ont fait l'application sincère. Ils n'ont point eu l'idée de fonder, avec des éléments qui changent tous les jours, des constitutions dont la durée fût éternelle. Attaquer les lois existantes n'est donc pas criminel, pourvu qu'on ne veuille point s'y soustraire par la violence. »

Tocqueville a toujours redouté que l'égalitarisme mène à la perte des libertés réelles.

Le jeune aristocrate, retenu par les sentiments familiaux, est, on le voit, déjà tenté par les idées libérales. Quand vient la révolution de 1830 et qu'il doit, en tant que magistrat, prêter serment aux Orléans, il écrit à sa fiancée :

« J'ai fait ce que je devais à ma patrie... mais ai-je fait tout ce que je devais à ma famille ? »

L'AMERIQUE ET LA DEMOCRATIE

Une façon de sortir de ces embarras est de prendre du champ, et en 1831 Tocqueville et Beaumont partent pour les Etats-Unis en mission officielle afin d'étudier le système pénitentiaire qui se pratique là-bas. La vérité est que Tocqueville est attiré par les aspects nouveaux, extraordinaires, de la démocratie américaine. Dès son arrivée il est fasciné, marqué pour la vie, et son grand livre, *La démocratie en Amérique*, publié quelques années plus tard en 1835, nous rend compte de ses impressions et de ses réflexions. Il découvre, dans la séparation de l'Eglise et de l'Etat, une inspiration chrétienne encore à l'époque méconnue en Europe :

« Le christianisme est une religion d'hommes libres, dont l'objet est de garantir à chacun un droit égal à la liberté. »

Mais surtout, Tocqueville est frappé par les mœurs démocratiques partout répandues. Quelle simplicité de rapports entre les classes sociales, quelle mobilité de l'une à l'autre ! Voilà la notion de l'égalité, qui fait partie intégrante de la démocratie au même titre que la liberté. Pourtant, ici, Tocqueville hésite. Non qu'il soit opposé à l'égalité, ou choqué, lui aristocrate, par quelques-unes de ses conséquences sociales. Mais — et ceci restera une idée centrale qui va animer sa vie politique et tout le reste de son œuvre — Tocqueville redoute que l'égalité ne tourne à ce qu'il appelle l'égalitarisme, et que les conséquences ultimes en soient dangereuses. Il ne le redoute pas tant dans un pays neuf, comme les Etats-Unis, qu'au sein des vieilles civilisations de l'Europe, elles aussi travaillées par la poussée égalitaire :

« Quand l'égalité vient à se développer chez un peuple qui n'a jamais connu ou qui ne connaît plus depuis longtemps la liberté, ainsi que cela se voit sur le continent de l'Europe, les anciennes habitudes de la nation arrivant à se combiner subtilement et par une sorte d'attraction naturelle avec les habitudes et les doctrines nouvelles que fait naître l'état social, tous les pouvoirs semblent accourir d'eux-mêmes vers le centre ; ils s'y accumulent avec une rapidité surprenante, et l'Etat atteint tout d'un coup les extrêmes limites de sa force, tandis que les particuliers se laissent tomber en un moment jusqu'au dernier degré de la faiblesse. »

Telles sont les idées — les aspirations généreuses et la mise en garde — qu'Alexis de Tocqueville rapporte

de son séjour aux Etats-Unis. Il en rapporte aussi le goût de s'intégrer, par l'action politique, à la vie nationale. Justement, le régime de Louis-Philippe éveille à son début les jeunes ambitions, et les circonstances paraissent favorables. A la première occasion, aux élections de 1837, Tocqueville veut tenter sa chance. Il hésite entre Versailles, où il a laissé des amis, le dixième arrondissement de Paris, où il en a d'autres, et Valognes, siège de la famille. Mais l'arme est à double tranchant ; le jeune libéral est confondu avec sa famille légitimiste, et même ultra. Il est battu, et le commente dans une lettre à Beaumont :

« Ce n'est pas que tous mes adversaires ne reconnaissent que je n'ai ni les opinions ni les préjugés de la noblesse. Mais il y avait dans la tête de ces hommes grossiers quelque chose de semblable à la répugnance instinctive que les Américains ont pour les hommes de couleur. »

TOCQUEVILLE ET LA MONARCHIE

Quoi qu'il en soit, cet échec est vite effacé. Les élections n'ont donné au comte Molé qu'une majorité incertaine, le pays retourne aux urnes, et en 1839 Alexis de Tocqueville est élu député de la Manche. Il y sera dorénavant réélu régulièrement, avec des majorités de plus en plus fortes, en 1839 et en 1842. Sa situation locale se maintiendra même en 1848, après le passage au suffrage universel. Ainsi s'affirme, chez l'écrivain, l'homme politique. Comme il l'expliquera en 1853 devant l'Académie des Sciences morales et politiques, son thème est que la connaissance des affaires publiques est composée de deux parts. L'une est fixe, basée sur la nature même de l'homme, et c'est la science. L'autre est mobile. C'est la politique pratique et militante, l'art du gouvernement. Quelles en sont les vues générales ? Toujours impressionné par son expérience américaine, Tocqueville rapporte de là-bas une conception très ouverte en matière religieuse. On pourrait presque dire qu'avant la lettre et l'appel du pape Léon XIII, c'est déjà un rallié. Cela apparaît clairement dans *l'Ancien régime et la Révolution* :

« La Révolution française a attaqué la religion, bien moins comme doctrine religieuse que comme institution politique... non parce que les prêtres prétendaient régler les choses de l'autre monde, mais parce qu'ils étaient propriétaires, seigneurs, décimateurs... dans celui-ci ; non parce que l'Eglise ne pouvait prendre place dans la société nouvelle qu'on allait fonder, mais parce qu'elle occupait alors la place la plus privilégiée et la plus forte dans cette vieille société qu'il s'agissait de réduire en poudre. »

Par ailleurs, Tocqueville s'intéresse aux problèmes sociaux. Il tâchera longtemps d'améliorer le sort, d'augmenter les droits, des enfants naturels, assez nombreux dans la région de Cherbourg. Il est conscient que les crises économiques menacent de devenir de plus en plus

des crises politiques. Ainsi, la dialectique du politique au penseur lui permet d'échapper à l'esprit de système — à l'idéologie qu'il aura toujours en horreur — et l'amène, somme toute, à transmettre à la seconde moitié du XIX^e siècle l'héritage de Montesquieu. Son expérience américaine, et ses voyages en Grande-Bretagne, alertent encore Tocqueville sur la dégradation de la situation ouvrière, qui va s'accélérer en France au fur et à mesure de son industrialisation. Il redoute la dureté de la nouvelle aristocratie en formation, qu'il appelle aristocratie manufacturière, et sa description de Manchester, métropole de cette nouvelle société, source de progrès mais aussi de misère, est célèbre :

« Sur ce terrain aquatique, que la nature et l'art ont contribué à arroser, sont jetés comme au hasard des palais et des chaumières... Trente ou quarante manufactures s'élèvent au sommet des collines... Leurs six étages montent dans les airs, leur immense enceinte annonce au loin la centralisation de l'industrie. Autour d'elles ont été semées comme au gré des volontés les chétives demeures du pauvre. Entre elles s'étendent des terrains incultes, qui n'ont plus les charmes de la nature champêtre, sans présenter encore les ornements des villes. La terre y est déjà remuée, déchirée, entrouverte en mille endroits, mais elle n'est point encore couverte des demeures de l'homme. Ce sont les landes de l'industrie... Qui pourrait décrire l'intérieur de ces quartiers placés à l'écart, réceptacles du vice et de la misère, et qui enveloppent et serrent de leurs hideux replis les vastes palais de l'industrie?... Cependant les êtres infortunés qui occupent ces réduits excitent encore l'envie de quelques-uns de leurs semblables. Au-dessous de leur misérable demeure, se trouve une rangée de caves à laquelle conduit un corridor demi-souterrain. Dans chacun de ces lieux humides et repoussants sont entassés pêle-mêle douze ou quinze créatures humaines. ... Ici est l'esclave, là le maître ; là les richesses de quelques-uns ; ici, la misère du plus grand nombre ; là les forces organisées d'une multitude produisent, au profit d'un seul, ce que la société n'avait pas encore su donner ; ici, la faiblesse individuelle se montre plus débile et plus dépourvue encore qu'au milieu des déserts... Une multitude parcourt sans cesse dans tous les sens Manchester, mais ses pas sont brusques, ses regards distraits, son aspect sombre et rude... C'est au milieu de ce cloaque infect que le plus grand fleuve de l'industrie humaine prend sa source et va féconder l'univers. De cet égout immonde l'or pur s'écoule. C'est là que l'esprit humain se perfectionne et s'abrutit ; que la civilisation produit ses merveilles et que l'homme civilisé redevient presque sauvage... »

Ainsi orienté, inspiré, Alexis de Tocqueville ne tiendra jamais pour autant, sous la monarchie de Juillet, la première place dans le jeu parlementaire. Il sera longtemps, et efficacement, rapporteur de la commission chargée d'étudier l'émancipation des noirs dans les possessions françaises aux Antilles. Il préconise à ce sujet des mesures radicales, qui ne seront d'ailleurs adoptées qu'après la révolution de 1848. En attendant, Tocqueville anime un petit groupe, exigeant et distingué, qui se

rapproche, peu à peu, de l'opposition dynastique. Ce groupe accepte le régime, mais conteste la politique que fait le roi :

« Louis-Philippe prend uniquement son point d'appui sur les intérêts exclusifs et les passions égoïstes d'une seule classe... ».

En effet, au fur et à mesure que les années passent, les personnalités ministérielles sont de plus en plus attaquées. Cela avait commencé, dès 1837, par le grand débat entre Guizot et Thiers, que Tocqueville conte, dans ces termes, à Beaumont :

« Monsieur Guizot a un immense succès à la tribune, amis et ennemis l'avouent. La porte du ministère lui était ouverte, mais le lendemain Thiers la lui a fermée sur le nez par le discours le plus froid, le plus anti-oratoire, mais le plus profondément habile qu'il ait jamais fait. Il s'est emparé de la position intermédiaire que les ministres avaient l'imbécillité de laisser vacante entre Monsieur Guizot et Odilon Barrot. Il a établi là tranquillement sa tente et son drapeau et il s'est montré de là à la Chambre et au pays comme le seul homme qui, sans vouloir amener une révolution nouvelle par des concessions excessives comme l'extrême-gauche ou par une réaction comme les doctrinaires, pouvait consolider ce gouvernement-ci. »

Tocqueville et son groupe se lient finalement à l'opposition de gauche que font Odilon Barrot, Thiers et Guizot, au comte Molé. Mais, au terme de la monarchie de Juillet, quand la crise orientale aura porté Guizot au pouvoir, Tocqueville tient ferme sur les positions de Dufaure. Il refuse, à la veille de 1848, de s'associer à la fameuse campagne des banquets, qui sera l'agent propagateur le plus immédiat de la révolution.

TOCQUEVILLE ET LA REPUBLIQUE

Est-ce à dire qu'il refuse la République ? Certainement pas. D'abord, parce que ces événements-là, comme nous le voyons dans les *Souvenirs*, Tocqueville les a, de loin, prédits et vu venir :

« La révolution industrielle qui, depuis trente ans, avait fait de Paris la première ville manufacturière de France, et attiré dans ses murs tout un nouveau peuple d'ouvriers auquel les travaux des fortifications avaient ajouté un autre peuple de cultivateurs maintenant sans ouvrage ; l'ardeur des jouissances matérielles qui, sous l'aiguillon du gouvernement lui-même, enflammait de plus en plus cette multitude ; le malaise démocratique de l'envie qui la travaillait sourdement ; les théories économiques et politiques, qui commençaient à y pénétrer et qui tendaient à lui faire croire que les misères humaines étaient l'œuvre des lois et non de la Providence, et qu'on pouvait supprimer la pauvreté en changeant la société d'assiette ; le mépris dans lequel était

tombée la classe qui gouvernait et surtout les hommes qui marchaient à sa tête, mépris si général et si profond qu'il paralysait la résistance de ceux même qui avaient le plus d'intérêt au maintien du pouvoir qu'on renversait ; la centralisation qui réduisit toute l'opération révolutionnaire à se rendre maître de Paris et à mettre la main sur la machine toute montée du gouvernement ; la mobilité enfin de toutes choses, institutions, idées, mœurs et hommes dans une société mouvante, qui a été remuée par sept grandes révolutions en moins de 60 ans, sans compter une multitude de petits ébranlements secondaires, telles furent les causes générales sans lesquelles la révolution de février eût été impossible. »

A-t-il assez mis en garde Louis-Philippe ! Alors, devant l'inévitable, il faut s'incliner. Aux élections, Alexis de Tocqueville prend une position dénuée d'artifices :

« J'ai été fidèle jusqu'au bout au serment que j'ai prêté à la monarchie, mais... la République, venue sans mon secours, aura mon appui énergique. »

C'est dans ces conditions qu'il est réélu triomphalement par 110.000 voix sur 120.000 votants ! Au demeurant, Tocqueville, dès son grand livre sur les Etats-Unis, et encore dans la préface de l'édition de 1848, affirme qu'il ne saurait prendre position sur tel ou tel régime en général. Ses critères sont ailleurs, et dans l'immédiat, pour des raisons tactiques, comme nous voyons encore dans les *Souvenirs*, il joue la République :

« Je voulais sincèrement maintenir la République, parce que je ne voyais rien de prêt, ni rien de bon à mettre à sa place... l'ancienne dynastie était profondément antipathique à la majorité du pays... quant à la dynastie d'Orléans — elle ne pouvait manquer de rejeter de nouveau dans l'opposition toutes les classes supérieures et le clergé, et de se séparer du peuple, laissant le soin et les profits du gouvernement à ces mêmes classes moyennes que j'avais vues pendant 18 ans si insuffisantes à bien gouverner la France. »

Cela dit, Alexis de Tocqueville ne s'en inquiète pas moins de la situation révolutionnaire qui règne en 1848. Que devient cette liberté régulière, modérée, contenue par les mœurs et les croyances, dont il a toujours rêvé ? En revanche, mille scènes à Paris le jettent dans le trouble au lendemain du 24 février :

« Durant cette journée, je n'aperçus pas dans Paris un seul des anciens agents de la force publique, pas un soldat, pas un gendarme, pas un agent de police ; la garde nationale elle-même avait disparu. Le peuple seul portait les armes, gardait les lieux publics, veillait, commandait, punissait ; c'était une chose extraordinaire et terrible de voir dans les seules mains qui ne possédaient rien, toute cette immense ville, pleine de tant de richesses... »

Il rapporte, toujours dans les *Souvenirs*, ces faits racontés par Blanqui. Celui-ci avait chez lui, comme

domestique, venu de la campagne, le fils d'un pauvre homme dont la misère l'avait touché. Le soir de l'insurrection, on entend cet enfant dire : « Demain, c'est nous qui mangerons les ailes du poulet », ce à quoi répond une petite fille qui travaille dans la maison : « Et c'est nous qui porterons les belles robes de soie ». Ces rêveries, pense Tocqueville, eussent été sans importance en d'autres temps, mais elles deviennent alors dangereuses. N'est-ce pas là cet égalitarisme, dont il redoute qu'il ne mène, finalement, à la perte des libertés réelles, à la dictature ? Voilà une raison de plus de soutenir la République, tandis que l'inquiétant Louis-Napoléon se profile à l'horizon.

TOCQUEVILLE ET LOUIS-NAPOLÉON

Envers le futur Napoléon III, Tocqueville prend, successivement, deux attitudes. D'abord, une sorte de coopération pour essayer de résister à son ascension. A ce titre, il accepte, avec quelques amis républicains modérés, d'apporter sa caution au gouvernement Odilon Barrot. Alexis de Tocqueville prend dans ce gouvernement les Affaires étrangères, Dufaure étant à l'Intérieur et Falloux à l'Instruction publique. L'expérience ne durera que quelques mois. Mais c'est l'occasion, que nous rapportent les *Souvenirs*, de mieux connaître le Prince-Président :

« Il était très supérieur à ce que sa vie antérieure et ses folles entreprises avaient pu faire penser à bon droit de lui. Ce fut ma première impression en le pratiquant. Il déçut sur ce point ses adversaires et peut-être plus encore ses amis, si l'on peut donner ce nom aux hommes politiques qui patronnèrent sa candidature. La plupart de ceux-ci choisirent, en effet, non à cause de sa valeur, mais à cause de sa médiocrité présumée. Ils crurent trouver en lui un instrument dont ils pourraient user à discrétion, et qu'il leur serait toujours loisible de briser à volonté. En quoi ils se trompèrent fort lourdement... Sa dissimulation, qui était profonde comme celle d'un homme qui a passé sa vie dans les complots, s'aidait singulièrement de l'immobilité de ses traits et de l'insignifiance de son regard : car ses yeux étaient ternes et opaques, comme ces verres épais destinés à éclairer la chambre des vaisseaux qui laissent passer la lumière mais à travers lesquels on ne voit rien. Très insouciant du danger, il avait un beau et froid courage dans les jours de crise, et en même temps, chose assez commune, il était fort vacillant dans ses desseins. On le vit souvent changer de route, avancer, hésiter, reculer à son grand dommage : car la nation l'avait choisi pour tout oser, et ce qu'elle attendait de lui, c'était de l'audace et non de la prudence... Son intelligence était incohérente, confuse, remplie de grandes pensées mal appareillées, qu'il empruntait tantôt aux exemples de Napoléon, tantôt aux théories socialistes, quelquefois au souvenir de l'Angleterre où il avait vécu ; sources très différentes et souvent fort contraires... En général, il était difficile de l'approcher longtemps et de très près sans découvrir une petite veine de folie, courant ainsi au milieu de son bon sens, et dont la vue, rappelant

sans cesse des escapades de sa jeunesse, servait à les expliquer. On peut dire, au demeurant, que ce fut sa folie plus que sa raison qui, grâce aux circonstances, fit son succès et sa force : car le monde est un étrange théâtre. »

Alexis de Tocqueville doit traiter, pendant cette période, de la crise romaine, des affaires allemandes en plein mouvement, et il éprouve à quel point la situation de la France est alors affaiblie, et combien il est difficile de lui faire jouer, fût-ce seulement en Europe, un rôle honorable. Tout le monde s'attend à de nouveaux changements, qui permettront, seuls, de situer notre pays. Quoi qu'il en soit, le Prince-Président renvoie ses ministres en octobre 1849, et c'est un pas de plus vers le dénouement, ainsi que l'explique Tocqueville à Beaumont :

« La cause profonde et permanente de la crise, c'est la conviction que le Président avait acquise que nous ne l'aiderions pas dans le coup d'Etat final... (et aussi)... le désir de gouverner et surtout de paraître gouverner. »

Après cela, toujours dans le désir de freiner le Prince-Président, Alexis de Tocqueville accepte pourtant, en tant que président du Conseil général de la Manche, de le recevoir à Cherbourg. Il est intéressant de faire le parallèle entre l'allocation que Tocqueville prononce alors, et la lettre qu'il adresse à Beaumont pour commenter l'événement. Tocqueville note, avec inquiétude, que le ton impérial monte. Cependant, il accepte de faire un dernier effort pour sauver la République, et, contre l'avis de beaucoup de ses amis, rapporte devant la Chambre une proposition de loi qui autoriserait Louis-Napoléon à se porter à nouveau candidat à la Présidence de la République.

Cet amendement constitutionnel n'est pas reçu, et le sort en est jeté. Un discours de Victor Hugo met le feu aux poudres, et le 2 décembre 1851, 300 députés, dont Tocqueville, sont un moment arrêtés. Dès lors, en dépit des sollicitations, Alexis de Tocqueville se retire totalement de la vie politique. Il entreprend la rédaction de ses *Souvenirs*, puis de son dernier grand ouvrage, *L'Ancien régime et la Révolution*. Ce qu'il avait prévu est arrivé. Son meilleur agent électoral à Valognes, Clamorgan lui-même, est passé fougueux bonapartiste. Le système démocratique a été détraqué, et de l'excès d'égalitarisme est né l'empire autoritaire. Retiré dans son domaine, Tocqueville considère avec amertume la suite des événements. Il se console en pensant à l'Angleterre, où une liberté, modérée, régulière, contenue par les mœurs, continue de régner. Et il attend, après le succès de son dernier ouvrage, que l'écho de sa pensée se propage et se concrétise. Proudhon, Taine, Fustel de Coulanges, et bien d'autres, subiront alors, directement ou indirectement, son influence, et sans doute la génération de penseurs politiques qui concevra la Constitution de 1875 devra beaucoup au plus brillant descendant de Montesquieu.

Jacques NANTET ■

Pour le dialogue des cultures

par Jean Salles

L'AUTHENTICITE culturelle est devenue un thème de revendication de notre temps. Des voix s'élèvent de toutes parts pour dénoncer les menaces qui semblent peser sur des valeurs de culture dont l'importance tiendrait à leur particularité. Le conflit idéologique entre l'Ouest et l'Est, les séquelles de la décolonisation offrent à cette revendication un terrain privilégié, mais elle se dresse aussi à l'intérieur d'une même nation, face au centralisme étatique que les techniques modernes rendent de plus en plus contraignant. Dénonçant les tendances à l'uniformisation de ce « monde fini » dont Paul Valéry décelait la naissance, elle souligne, parfois avec bonheur, le prix des entités nationales ou régionales, l'importance pour l'individu d'un environnement culturel dont il se sente proche. Elle conteste les ensembles trop vastes où l'homme se perd dans le tumulte de l'information omniprésente et dans l'anonymat des grandes communautés. Son invitation à retrouver des sources primitives se pare alors curieusement par endroits de lointaines couleurs rousseauistes.

Quelles que soient les formes dans lesquelles s'exprime une telle revendication, elle revêt généralement un caractère passionnel et conflictuel. Tel gouvernement

d'une démocratie populaire cherche à freiner la diffusion dans son pays de formes d'expression musicale ou plastique venues de l'Occident, et il les dénonce pour ce faire comme les produits décadents du monde capitaliste. Tel chef d'Etat africain se fait une gloire d'étendre à l'ensemble de sa population l'usage généralisé d'une des langues que le colonisateur répudié qualifiait de vernaculaires, et il exalte avec des accents d'épopée le retour à des sources culturelles impolluées. Tel mouvement régionaliste accuse véhémentement le pouvoir central d'avoir dépersonnalisé sa province en la privant de son langage et en rabaissant ses traditions au rang d'un folklore, dont il repousse même l'appellation. Ainsi se mobilise une agressivité dont il serait trop facile, sous quelque latitude qu'elle se manifeste, de railler certaines outrances verbales ; les prendrait-on au sérieux que des autodafés seraient au bout de telles rhétoriques.

Un courant aussi puissant charrie avec lui bien des paradoxes et des contradictions. On peut entendre les mêmes voix prôner l'abaissement des frontières ou l'ouverture des nations les unes aux autres, et professer simultanément une méfiance inquiète à l'égard des cultures importées. Plus étonnantes encore sont les

convergences entre un nationalisme vindicatif, dont les écrivains maurrassiens se firent naguère les porte-parole, et un progressisme qui va chercher dans les écrits de Lénine de quoi étayer son refus de formes culturelles venues de l'étranger. Sans doute conviendrait-il de nuancer, afin d'examiner de plus près les propos de ceux-là mêmes qu'inquiètent de telles convergences. Mais le danger demeure, plus menaçant dès lors qu'interviennent des ferments passionnels : en se radicalisant, la défense de valeurs culturelles originales fait courir un risque à la culture elle-même.

Et pourtant la cause est, à l'origine, d'une noblesse incontestable. Il est bien vrai que la littérature de son passé, les œuvres d'art laissées par les générations qui l'ont précédé, la langue qu'ont élaborée ses ancêtres constituent pour un individu comme pour un peuple l'héritage où, consciemment ou non, il puise à la fois sa connaissance de lui-même et son inspiration pour l'action, même dans un contexte de civilisation profondément renouvelé. Encore faut-il se demander quel est le contenu de cet héritage.

LA DIVERSITE DES APPORTS CULTURELS

Toute culture est composite : elle s'édifie dans le temps à partir d'éléments disparates, d'inégale importance certes et d'origines diverses, mais qui s'harmonisent et que leur diversité même enrichit. Est-il besoin de rappeler ce que la culture française doit, à partir de son vieux fonds celte, aux colons grecs et phéniciens, aux envahisseurs romains et à leurs lointains descendants italiens ou espagnols, à ces « ennemis héréditaires » que furent successivement dans notre histoire les Arabes, les Anglais, les Allemands, et aux chrétiens porteurs, avec l'Evangile, de traditions juives et orientales, et, plus près de nous, au monde négro-africain ? Des analyses du même ordre ne rendraient-elles pas compte de la culture de toute nation qui, au moins à un moment de son histoire, a noué avec d'autres des rapports durables et profonds ? Quelle étonnante prétention que de vouloir filtrer ces eaux mêlées afin de séparer celles qui sont issues de sources autochtones et celles qu'ont apportées des affluents venus d'ailleurs !

C'est trop peu d'affirmer que la culture transcende les frontières. Elle ne mérite ce nom que si elle est capable d'assimiler des apports d'au-delà toutes les frontières, non en les adaptant ou en les transcrivant dans son propre langage, mais, comme l'écrivait Montaigne, en les transformant et les confondant « pour en faire un ouvrage tout sien », de même que « les abeilles pillotent deçà delà les fleurs, mais elles en font après le miel, qui est tout leur, ce n'est plus thym ni marjolaine ». L'originalité d'une culture tient à la qualité même de cet ensemble composite, à la manière dont se sont fondus en elle les différents courants qui lui ont donné naissance.

Et elle ne demeure vivante que dans la mesure où elle se nourrit sans cesse de nouveaux apports. Aucun écrivain, aucun artiste ne crée à partir de son seul moi ; sa vision est riche de tout ce que lui offre le monde

qui l'entoure, et les moyens dont il use lui sont donnés sans doute par son propre génie mais, tout autant, par ses rencontres avec l'expérience des autres. Plus nombreux et plus variés sont ces apports extérieurs, plus s'enrichit et se développe le monde culturel dans lequel il crée. Les refuser c'est risquer l'appauvrissement et la sclérose.

L'image du métissage culturel, chère à Léopold Sedar Senghor, n'est pas la rhétorique habile d'un homme partagé entre ses sources africaines et les apports de l'Université française. Elle est, beaucoup plus profondément, la transposition au niveau de la culture de cette réalité que méconnaît le racisme : tout être humain est, plus ou moins, de sang mêlé et il n'existe pas plus de race absolument pure que de culture absolument authentique au sens où veulent l'entendre les intégristes d'une tradition exclusive. « Je suis un homme de culture », déclarait Pasolini, ce qui veut dire qu'en moi les mélanges se sont faits. »

La culture est donc fondée sur la communication. Elle naît et grandit dans le dialogue que nouent entre eux des hommes qui, s'étant reconnus différents, cherchent à déterminer ce qui les distingue, à se l'expliquer mutuellement et à comprendre les cheminements différents de leur émotion et de leur pensée.

La communication suppose pourtant deux conditions.

LES CONDITIONS DU DIALOGUE

La première est que le dialogue s'établisse dans l'égalité. Que l'un des interlocuteurs cherche à exercer sur l'autre la moindre contrainte et l'affrontement se substitue au dialogue, suscitant un mouvement de refus et de repli sur soi. Il n'y a plus communication dès qu'apparaît la prétention d'une culture à être supérieure à une autre. Nul ne peut se prévaloir de l'ancienneté de sa culture, de sa richesse, de son rayonnement pour l'imposer à quiconque, et l'impérialisme culturel ne vaut pas mieux que l'impérialisme tout court. Chaque homme, chaque peuple a ses dimensions spirituelles qui lui appartiennent en propre ; ce qui compte, c'est qu'elles expriment sa réalité profonde, non pas qu'elles soient ou non comparables à d'autres. Une culture se propose sans avoir besoin de références ou de diplômes ; et cette proposition suppose en retour la disponibilité, car le dialogue exige que les deux interlocuteurs soient disposés à s'écouter l'un l'autre.

La seconde condition est l'existence d'un langage commun. Certes point n'est besoin d'user des mêmes mots pour comprendre et pour aimer la musique, la danse, les arts plastiques d'un autre pays. L'œil et l'oreille passent outre à la diversité des langues. Si celle des Etrusques nous demeure encore fermée, les peintures des tombes de Cerveteri nous les rendent aussi présents, peut-être même plus, que les chroniques que nous déchiffrerons un jour. Mais le domaine de la culture est plus vaste, et il est bien vrai que ni la littérature ni la philosophie ne sont séparables de la langue dans laquelle elles ont été écrites. Sommes-nous

donc condamnés à subir éternellement la malédiction qui dressa, dit-on, les uns contre les autres les constructeurs de la tour de Babel ? S'y résigner serait méconnaître l'irrépressible aspiration des hommes à l'unité. Il n'en reste pas moins que la réalité est conflictuelle : nul ne peut sans un déchirement essentiel se priver de sa langue maternelle, mais nul ne peut, sans se mutiler, renoncer à communiquer avec le plus grand nombre possible de ses semblables.

Chercher le dépassement d'un tel conflit c'est aller vers le plurilinguisme. Il convient toutefois d'en reconnaître honnêtement les limites : une langue commune est apte à faciliter les relations entre les hommes, mais elle ne saurait se substituer à la langue maternelle dès lors qu'il s'agit d'exprimer des valeurs culturelles propres. Les relations peuvent être banales et utilitaires, et la langue commune est alors comparable à un outil dont le maniement permet à tous ceux qui le connaissent d'obtenir des résultats analogues. Mais faire communiquer deux mondes culturels exige un approfondissement et une étendue de connaissances qui restent nécessairement l'apanage de quelques-uns. Du moins lorsque la communication s'établit à ce niveau-là sa qualité est-elle sans commune mesure avec le nombre de ceux qui la pratiquent, car c'est à partir d'elle que peut s'instaurer dans sa plénitude le véritable dialogue des cultures, où chacun est assuré de ses propres richesses et respecte celles de l'autre. Alors se découvre, comme le déclarait Jacques Rigaud à propos de son admirable livre (1), « au-delà des frontières nationales ou idéologiques, une patrie supérieure dont tous les hommes peuvent devenir citoyens ».

Est-il possible de conclure en ébauchant à partir de telles réflexions quelques orientations d'une politique de diffusion culturelle qui voudrait faire du dialogue des cultures une réalité vivante ?

Elle suppose que soit clairement défini le concept de francophonie (2). Des hommes de cultures différentes utilisent couramment notre langue ; hors des frontières de notre pays et de notre continent de larges communautés de peuples ou d'individus ont choisi d'exprimer en français leurs émotions et leurs idées. Nous en réjouissons et cherchons les moyens de resserrer les liens des francophones entre eux n'est pas seulement une attitude légitime ; c'est un devoir dès lors qu'il s'agit de répondre à l'attente de tous ceux qui veulent enrichir par ce moyen leurs valeurs culturelles propres. Mais un devoir tout aussi exigeant s'impose alors à nous : celui de respecter leurs cultures originales, de mieux les connaître et de participer à leur expansion. Alors par exemple que le monde arabophone a été, pour une large part, étroitement lié au nôtre, que tant d'Africains restent profondément imprégnés de nos valeurs culturelles, les études et les recherches qui touchent en France à l'Islam, aux langues et aux civilisations de l'Afrique se limitent à une élite trop

restreinte. Il est bon que le provençal ou le breton fassent officiellement leur entrée dans l'enseignement français ; il serait tout aussi souhaitable qu'un plus grand nombre n'ignore pas ce qui fait la beauté d'une mosquée, la signification d'une danse malienne ou ce que contient la tradition littéraire des poètes arabes ou des conteurs africains.

Une telle politique suppose aussi que nos Centres culturels à l'étranger ne se contentent pas de jouer le rôle de vitrines, si bien achalandées soient-elles, de nos œuvres littéraires et artistiques, voire même de nos sciences et de nos techniques. Ils constituent des lieux de rencontre privilégiés où le dialogue peut s'établir et se développer entre notre propre culture et celle des pays où ils sont installés. Que leurs animateurs soient donc ces hommes de dialogue, préoccupés quotidiennement de découvrir toute la richesse culturelle des autres, de comprendre ce qui fait son originalité, de faciliter les convergences et le dépassement des formes immédiates d'expression et de pensée. Encore faut-il qu'ils y soient préparés et que les échanges culturels ne soient pas pour eux une sorte de raison sociale, mais cette réalité de tous les jours qui demande un minimum de connaissances, beaucoup d'intelligence et une large ouverture du cœur.

Elle suppose enfin que la culture que nous présentons et à partir de laquelle nous souhaitons nouer ou approfondir le dialogue ne se limite pas à des représentations du passé, si brillant qu'il ait pu être. Sans doute notre théâtre classique peut-il, à condition d'apparaître dans des mises en scène résolument modernes, offrir matière à émotion et à réflexion pour d'autres que nous-mêmes. Mais nous avons d'autres richesses à proposer ; pourquoi hésiter quelquefois à exporter des œuvres littéraires, musicales ou plastiques qui traduisent plus véritablement la manière dont nos écrivains ou nos artistes répondent aux questions du monde d'aujourd'hui ? Et une belle réalisation d'urbanisme, les résultats d'une recherche scientifique ou technique ne sont pas moins significatifs, ne suscitent pas moins largement le dialogue que le théâtre ou la littérature, même d'avant-garde. Ne renions ni Pascal, ni Racine : ils sont un moment de notre culture. Mais Boulez et Picasso en sont un autre moment, et Le Corbusier, Jacob et Monod aussi. Nous nous appauvririons en ignorant les uns au profit des autres et nous décevriions ceux qui, au-delà de nos frontières, nous interrogent sur ce que nous sommes.

Diffuser une culture, ce n'est pas présenter un ensemble parfaitement cohérent, une image idéale à laquelle les autres seraient plus ou moins explicitement invités à ressembler. Le dialogue appelle l'interrogation ; il provoque l'explication ; il confronte des représentations différentes de l'homme et du monde pour tenter de dépasser ce qui relève du contingent et d'atteindre ainsi à l'universel. Peut-être l'essentiel du témoignage culturel est-il là : offrir à chaque homme une occasion de mieux comprendre, à travers toutes les différences, ce qu'il est réellement, ce qui fait en définitive son authenticité.

Jean SALLES ■

(1) « La culture pour vivre » - Gallimard, 1975.

(2) Le discours prononcé par le Premier Ministre, M. Jacques Chirac, le 7 février 1975, devant la section française de l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française est à cet égard d'un très grand intérêt.

Ordre économique international : l'impossible réforme

par Yves Laulan

Lors du Colloque « France-Forum » de l'année dernière, Thierry de Montbrial a présenté une thèse remarquée sur l'ordre économique international. Il nous a paru intéressant de permettre à l'un de nos collaborateurs de s'exprimer sur cette question en donnant un éclairage quelque peu différent à l'analyse des données en présence.

LE vocabulaire économique s'est, depuis peu, enrichi d'une nouvelle expression, celle d'ordre économique international. De simple notion de réflexion économique, cette formule est maintenant tombée dans le domaine courant, puisque aussi bien elle est sous-jacente aux diverses rencontres internationales en cours ou en préparation. La rapidité même de son succès ne peut qu'éveiller le doute.

N'y a-t-il pas effectivement quelque illusion à parler d'un ordre nouveau à instaurer ou, a contrario, d'un désordre actuel à éliminer ? Cela semble impliquer qu'il existait précédemment un ordre économique international, comme il existe un ordre architectural, un ordre ecclésiastique ou un ordre médical. Or, pas plus qu'aujourd'hui, il n'y a d'ordre économique, si l'on doit entendre par là un ensemble de règles ou de lois applicables aux rapports monétaires ou commerciaux entre les nations. Ce que le monde a connu à diverses époques est simplement une succession de rapports d'équilibres précaires ou plus précisément de rapports de force provisoires entre nations, les unes dominantes, les autres dominées. Rien de plus et rien de moins. François Perroux s'était, en son temps, remarquablement expliqué à ce sujet. Ce concept d'ordre économique est donc trompeur, dans la mesure où il implique un système stable, sinon immuable, alors qu'il s'agit en réalité d'une situation dynamique, en mouvance perpétuelle.

A partir de cette constatation de bon sens, si on devait à toute force caractériser « un ordre ancien », on observerait, dans un premier temps, un affrontement

bipolaire entre les Etats-Unis d'un côté, l'Europe industrielle et le Japon de l'autre (1).

Le système qui a prévalu depuis la guerre était stable dans la mesure où il était marqué par une forte domination, celle des Etats-Unis, dont la remise en cause n'est intervenue que très tardivement. La rupture est apparue dans les années 60 par la remise en question de l'hégémonie de la nation dominante, les Etats-Unis, principalement par le partenaire européen (le partenaire japonais observant une prudente réserve inspirée notamment par ses préoccupations de sécurité).

De 1960 à 1970, une série d'affrontements, d'abord dissimulés, puis de plus en plus ouverts, s'est déroulée qui avait pour objet d'ébranler la tutelle économico-politique américaine. Ces assauts ont successivement porté sur le domaine commercial, puis monétaire.

Mais l'on se condamne à une large incompréhension des événements si on ne réintroduit pas dans le schéma explicatif les éléments non économiques, et au premier chef, militaires. Ce que les économistes oublient trop souvent, c'est que les dépenses militaires font partie intégrante du monde économique, que ce soit au plan national ou international. Il est donc dérisoire d'ignorer superbement le nombre de milliards de dollars dépensés chaque année, dans chaque pays, pour l'effort de défense, surtout lorsque ce pourcentage atteint, comme cela a été longtemps le cas aux Etats-Unis, plus de 10 % du P.N.B. Au surplus, les rapports de force ne se décrivent pas simplement en termes de taux de change, de taux d'intérêt ou d'eurodollars, mais aussi de sécurité. Car la sécurité est un service qui a son prix, politique bien sûr, mais également financier. Les rapports entre nations sont donc dominés par ces facteurs de la façon la plus directe et étroite.

(1) En effet, on peut considérer que l'U.R.S.S. et les pays de l'Est, Chine y compris, se sont mis hors jeu depuis le dernier conflit mondial et ne sont guère intervenus, en conséquence, dans les rapports de force économiques internationaux, si ce n'est de façon très épisodique et marginale.

Dans une deuxième période, au couple Etats-Unis-Europe est venu s'associer depuis décembre 1973 un deuxième couple. Il s'agit des rapports entre pays producteurs et pays consommateurs de pétrole, ou pour schématiser, du conflit qui oppose l'O.P.E.P. aux pays industrialisés.

Enfin, voici qu'un troisième couple, longtemps ignoré, vient de faire irruption sur la scène économique internationale. C'est ce qu'on appelle les rapports Nord-Sud qui dressent les nantis contre les déshérités, ou encore le Tiers-Monde contre le reste du monde.

On voit instantanément que le schéma tout d'abord bipolaire s'est singulièrement compliqué avec l'apparition de nouveaux pôles antagonistes dont les affrontements s'enchevêtrent en fonction de leurs intérêts et de leurs allégeances économique-politiques. On conçoit sans peine que ce système, stable à l'origine, soit devenu éminemment instable. C'est donc à partir de cette situation complexe qui met en cause des partenaires multiples qu'il convient de démêler l'écheveau des événements dont les différents épisodes monétaires et commerciaux ne sont que les phénomènes apparents.

I. — LE TRIPLE AFFRONTMENT

Bien que cet exercice descriptif ait été souvent tenté, il ne paraît pas inutile de le reprendre pour essayer d'y voir clair dans ce qui s'est passé au cours des trente dernières années. Il faut, en effet, remonter très haut dans l'histoire contemporaine pour parvenir à en distinguer les grandes lignes. Curieusement d'ailleurs, on assiste à une espèce d'accélération du processus. Et si l'on voulait se contenter d'évaluer en termes quantitatifs la richesse de l'histoire économique en nombre de conférences ou en tonnes de documents officiels ou en voyages-kilomètres de chefs d'Etats, il ne ferait guère de doute que les cinq dernières années, et même les deux dernières, seraient incomparablement plus denses que les précédentes.

A) LA SEQUENCE DES EVENEMENTS

1° *Un quart de siècle de déficit extérieur américain.*

Une première période s'étend de la fin de la guerre de 1945 jusqu'à 1971. Cette période qui couvre, qu'on y réfléchisse, vingt-six ans, s'est placée sous le sceau des fameux accords de Bretton Woods, si souvent cités.

Heureux mortels, ceux qui eurent ainsi le privilège de participer, sans le savoir sans doute, à une rencontre aussi célèbre. Ces accords, en réalité, conçus à l'origine comme un simple règlement de commodité, établissaient plus que comme une charte internationale, établissaient évidemment la puissance américaine sur des assises solides dans la mesure où ils assuraient l'institution d'un déséquilibre fondamental dans les rapports entre les nations (2). Ce trait est le seul qui mérite d'être souligné mais il est essentiel : en cas de déficit de la balance des paiements, alors que tous les pays payent

en or, les Etats-Unis payent en dollars. Ce qui veut dire qu'ils ne payent rien du tout. Ils ne sont pas contraints de revenir à l'équilibre extérieur.

Les conséquences de ces dispositions sont évidemment incalculables, car elles placent bien entendu les Etats-Unis hors du sort commun. Elles leur permettent de réaliser ce rêve inaccessible au commun des nations, la dissociation complète de leurs politiques économiques internes et externes. En effet, et on est confus de devoir le répéter, une nation qui vit, comme on dit, au-dessus de ses moyens, que ce soit parce qu'elle dépense trop pour sa croissance ou pour son bien-être ou pour sa défense, se cogne très vite la tête au plafond sévère et intransigeant de la balance des paiements. C'est ce qu'on a appelé la loi d'airain du déficit extérieur.

Mais grâce à ces accords miraculeux de Bretton Woods les Etats-Unis pouvaient, eux, s'y soustraire, ce qui leur fournissait une latitude politique extraordinaire. Ils pouvaient donc à la fois forcer la consommation privée et les investissements chez eux, investir largement à l'étranger et coloniser des positions économiques à l'étranger, tout en portant la défense nationale et les dépenses de souveraineté externes à un niveau inconnu jusqu'alors en temps de paix.

Bien évidemment, au moment même de la signature des accords de Bretton Woods, cette caractéristique était passée quasi inaperçue aux yeux des signataires et des observateurs, et pour cause. Car, à cette époque, c'était exactement l'inverse qui se produisait. Tout le monde occidental était, en effet, tributaire des Etats-Unis, de sa monnaie, de ses subventions, de ses programmes d'aide. C'était l'époque du Plan Marshall et du dollar gap et par conséquent, l'hypothèse d'un renversement radical de situation avec un monde industrialisé accablé sous le fardeau du dollar devait sembler aussi chimérique qu'un débarquement sur Mars.

Or, en fait, si l'on considère les événements, on constate que dès 1949 la balance des paiements américaine est en déficit. Elle redeviendra excédentaire de façon très passagère en 1951 ; puis à partir de 1952, année après année, pendant plus de vingt-cinq ans, elle sera déficitaire. Il faudra toute l'ingéniosité intellectuelle des experts américains du F.M.I. pour trouver d'une année sur l'autre des explications fortuites à un phénomène constant et justifier par des coïncidences des événements aussi régulièrement répétitifs. Mais il faut souligner à nouveau que jusqu'à une période relativement récente, disons jusqu'en 1960, ce déficit n'a pas été ressenti, bien au contraire. Il permettait, en effet, d'irriguer en ressources les marchés financiers internationaux, de financer la reconstruction industrielle européenne et de reconstituer les réserves de change des partenaires commerciaux des Etats-Unis.

Cet état de choses a duré grosso modo jusqu'en 1965. Pendant cette période, les déficits extérieurs américains n'excédèrent pas 2 à 3 milliards de dollars par an.

Cette situation a radicalement changé à partir du moment où, avec le début de la grande inflation amé-

(2) Ce que le professeur Perroux, toujours lui, appelait joliment les rapports asymétriques.

ricaine liée à la guerre du Vietnam, une sorte d'explosion monétaire se produit. Le montant des déficits passe à deux chiffres. La digue extérieure va céder. Après avoir alimenté l'inflation interne, les excès de liquidités américaines se déversent sur le système monétaire international qu'ils vont rapidement faire sauter.

2° Le système saute avec la dévaluation du dollar le 15 août 1971.

Dès lors, la notion du dollar « as good as gold » (aussi bon que l'or) est jetée aux oubliettes de l'histoire. Il n'est plus possible de faire autrement. Le déficit de la balance des paiements (3) a, en effet, atteint 2 milliards en 1971 et 18 milliards en 1974. Bien plus, la balance commerciale traditionnellement excédentaire, devient déficitaire en 1971. La cote d'alarme est atteinte.

Par la suite, les événements se succèdent à un rythme accéléré : création des D.T.S. en 1970, suspension de la convertibilité-or du dollar du 15 août 1971, accords du Smithsonian Institute du 18 décembre de la même année et première dévaluation du dollar, création du « Serpent » européen, deuxième dévaluation du dollar le 3 février 1973, puis flottement généralisé des monnaies. L'or grimpe en flèche et frôle 200 dollars l'once d'or fin. Le marché de l'eurodollar se gonfle et atteint 200 milliards de dollars.

De mois en mois, de crise en crise, les accords se font et se défont. Ces diverses péripéties de l'agonie du système ne présentent guère d'intérêt sauf, peut-être, pour les historiens de l'économie.

3° La crise pétrolière de 1973.

Dans l'ordre chronologique, c'est l'événement qui a le plus d'importance car il marque l'avènement d'un deuxième affrontement qui vient se superposer au premier : c'est la décision prise par les pays producteurs de multiplier par quatre le prix du baril de pétrole en décembre 1973.

Les signes avant-coureurs n'avaient pourtant pas manqué. Un sourd remue-ménage se faisait entendre depuis des années du côté du Golfe Persique : négociations sur le prix réel du baril de pétrole, réaménagement des redevances fiscales, augmentation des royalties. Il y avait eu les accords de Téhéran, aussitôt caducs que signés. Puis la guerre du Kippour déclenchera la crise et les pays occidentaux absorbés dans leurs dissensions internes découvrirent avec stupeur qu'un troisième larron était intervenu dans le jeu.

La hausse du prix du pétrole une fois acquise, restera le problème du recyclage des capitaux et du maintien de la valeur des nouveaux actifs obtenus par les pays producteurs. Pour lutter contre l'érosion monétaire, une première étape est l'utilisation des D.T.S. qui permettent de réduire de deux tiers le glissement de la valeur du dollar. Puis, le 4 septembre dernier, c'est à nouveau une augmentation de 10 % du prix du pétrole.

(3) Sur la base des liquidités nettes, seul mode de calcul qui ait un sens.

Entre temps, le monde industrialisé est entré dans une récession, la plus grave depuis la deuxième guerre mondiale, dont il ne parvient pas à émerger, en dépit de programmes de relance de plus en plus vigoureux, tous ces événements se déroulant sur la toile de fond de la grande inflation mondiale de la deuxième moitié du XX^e siècle.

4° La Conférence sur les Droits de la Mer du 17 mars 1975.

Si on devait dater l'apparition du troisième conflit opposant cette fois le Sud contre le Nord, c'est sans doute cette Conférence que les futurs historiens choisiront. Elle marque, en effet, la première conférence internationale sur le partage des ressources de la planète dont les péripéties se poursuivront, cela fait peu de doute, dans le dernier quart du siècle. Avec l'intervention de ce dernier couple, Tiers-Monde contre pays développés, tous les protagonistes du drame contemporain sont en scène.

B) UN CONFLIT POUR LA CROISSANCE A TRIPLE NIVEAU

La crise profonde qui traverse les rapports économiques mondiaux s'explique en termes de croissance. Il faut y voir le souci qu'ont les pays techniquement les plus avancés, Etats-Unis vis-à-vis de l'Europe, pays consommateurs contre pays producteurs, pays riches contre Tiers-Monde, de maintenir leur avance économique. Cette rivalité est particulièrement nette en ce qui concerne les rapports Etats-Unis-Europe, dans la mesure où les premiers se sentent directement concernés par le processus de rattrapage amorcé depuis la guerre par la seconde.

En effet, en dépit du débat récent sur les vertus d'une croissance zéro, les politiques économiques des puissances petites ou grandes restent plus que jamais fondées sur la recherche d'une croissance aussi rapide que possible. Les raisons en sont évidentes. La croissance économique demeure la condition permissive de la puissance, c'est-à-dire de l'exercice de la souveraineté nationale, que ce soit dans le domaine économique, politique ou militaire. Aucune nation n'échappe à cet impératif.

C'est sous cet éclairage qu'il convient de placer les épisodes des différents conflits économiques qui ont été si souvent décrits mais rarement expliqués.

On ne peut, évidemment, borner son examen aux seuls aspects monétaires ou commerciaux. Pour embrasser l'ensemble du problème, il importe de procéder à un véritable décloisonnement des différentes composantes des politiques des pays en cause qui sont traditionnellement étudiées séparément, qu'il s'agisse de la politique monétaire, du commerce extérieur, des investissements à l'étranger, sans oublier la politique de défense (4).

(4) C'est ici que ressort l'insuffisance des analyses classiques en termes purement économiques. La théorie économique peut bien rendre compte des moyens, mais nullement des fins auxquelles ils sont appliqués.

1° Une politique aux ambitions excessives.

Les rapports entre les principaux pays industrialisés peuvent s'analyser comme une rivalité entre une puissance dominante, les Etats-Unis, et des puissances secondaires, Japon et Europe, qui tentent de se soustraire à son influence.

Crises monétaires et conflits commerciaux ne sont dès lors que la manifestation d'un affrontement plus profond de nature politico-économique entre les Etats-Unis et le reste des pays industrialisés de l'Ouest portant sur des objectifs de croissance à long terme.

Les Etats-Unis représentent une puissance aux dimensions inégalées, laquelle, depuis un quart de siècle, n'a cessé de dominer la scène mondiale dans les domaines les plus divers, notamment par une utilisation judicieuse des facilités du système monétaire, le dollar Exchange Standard, et l'édification d'un système de défense planétaire.

Un effort aussi prolongé et diversifié a entraîné une consommation excessive des ressources de la puissance dominante qui s'est traduite par l'amenuisement de son avance sur ses rivaux, Japon et Europe, à croissance plus rapide.

Toute sa stratégie actuelle, qui s'inspire du souci de relever leur défi, repose sur l'utilisation combinée de divers moyens tactiques relevant de la politique commerciale ou de défense, en vue de mettre un terme au processus de rattrapage amorcé dans l'après-guerre et de rétablir sa suprématie économique menacée.

En effet, l'économie américaine émerge de la deuxième guerre mondiale pratiquement sans rivale dans le monde. Les économies européennes ravagées par les destructions ne constituent encore en 1950 qu'à peu près la moitié du potentiel économique américain. A cette même date, l'économie nipponne représente à peine 5 % du Produit National Brut des Etats-Unis.

C'est sur la base de cette domination sans partage que s'est échafaudée toute la politique extérieure des Etats-Unis, laquelle représente une combinaison à peu près unique d'authenticité, de générosité et de volonté de puissance, qu'il s'agisse du Plan Marshall, de la mise en place d'un système économique international fondé sur le dollar ou d'un système défensif basé sur la supériorité nucléaire américaine.

La poursuite simultanée d'objectifs économiques, politiques et militaires se traduisant à la fois par des sorties importantes de devises et par une utilisation intensive des ressources internes à des fins non productives était précisément rendue possible par l'écrasante supériorité de l'économie américaine disposant de ressources apparemment illimitées.

2° Le rattrapage des Etats-Unis par le Japon et l'Europe.

Vingt ans plus tard, le rapport de forces s'est radicalement modifié avec l'apparition de deux nouveaux

pôles de développement vigoureux et dynamiques. Le simple rapprochement des chiffres est saisissant. Le Japon est ainsi passé en moins de vingt ans de 5 % à 20 % du P.N.B. américain, et l'Europe de 55 % à 80 % (5).

Tous les indices convergent dans le même sens. Ainsi, entre 1959 et 1970, le taux de croissance annuel moyen des Etats-Unis oscille autour de 3,5 %, mais celui de l'Europe a presque atteint 5 % et celui du Japon 10 %. On notera incidemment qu'au cours des dix dernières années, la progression du Japon s'est encore accélérée avec un taux supérieur à 11 %. Les améliorations de la productivité par tête ont atteint, sur dix ans, 150 % au Japon et 65 % en Europe, mais 32 % seulement aux Etats-Unis.

En ce qui concerne le commerce mondial, si pendant la même période la part relative du Japon double en passant de 3,2 % à 6,2 % et celle de l'Europe progresse de 40 % à 44 %, les Etats-Unis voient leur position relative rétrograder de 16 % à 13,7 %.

On ne mentionnera que pour mémoire le fait qu'en 1972 les réserves de change japonaises dépassent de 50 % celles des Etats-Unis, alors que celles de l'Europe sont cinq fois plus élevées.

Devant une telle situation, il est apparu qu'il n'était plus possible de servir simultanément la même gamme d'objectifs que vingt ans plus tôt dans le domaine économique, financier et militaire. En d'autres termes, la simple étude des différents postes de la balance des paiements a montré que, sous peine de se résigner à une érosion constante de la position américaine, on ne pouvait plus assurer à la fois le financement d'investissements importants à l'étranger, celui du maintien d'une importante présence militaire à l'extérieur ou un accès libéral au marché américain, sans parler de l'effort requis par la recherche spatiale ou le conflit vietnamien. Les responsables américains se sont donc trouvés confrontés à un problème de choix.

3° Les sources de l'expansion nippo-européenne.

L'expansion européenne et japonaise s'est alimentée essentiellement à deux sources.

La première a incontestablement été les facilités de vente dont le Japon et l'Europe ont largement bénéficié sur le marché américain. Keynes a de longue date montré que l'exportation était un des facteurs essentiels de la croissance. Cette analyse s'applique parfaitement au cas japonais. Les exportations de ce pays vers les Etats-Unis ont, en effet, augmenté de 533 % entre 1960 et 1971 ; par contre, les ventes américaines au Japon n'ont progressé, pendant la même période, que de 220 %. La part du Japon sur le marché américain a ainsi doublé, passant de 7,6 % à 16 % en 1971.

(5) Depuis le flottement des monnaies, les fluctuations des parités enlèvent beaucoup de leur intérêt aux comparaisons internationales postérieures à 1970.

En ce qui concerne la C.E.E., le tableau serait plus nuancé. En effet, les ventes européennes vers les Etats-Unis ont, en dix ans, fortement augmenté de 226 %, mais il est vrai que, jusqu'en 1965, le solde des échanges est resté largement en faveur des Etats-Unis. Au-delà de cette date, le solde excédentaire américain est allé en s'amenuisant, pour disparaître en 1972.

Ainsi, bien qu'encore fortement protégé dans certains secteurs, le marché américain s'est néanmoins largement ouvert aux ventes de l'Europe et du Japon, nourrissant ainsi chez ces derniers une croissance sans précédent.

La naissance de courants protectionnistes aux Etats-Unis résulte de la prise de conscience plus ou moins nette de ce phénomène et du souci, sinon de soustraire, tout au moins de mesurer plus étroitement cet avantage considérable à des puissances économiques désormais rivales.

La deuxième source d'expansion occidentale réside dans le fait que la protection américaine accordée à l'Europe et au Japon leur a permis d'utiliser pour des investissements générateurs de croissance, des ressources qu'ils auraient dû, dans d'autres circonstances, consacrer à leur propre défense.

Ces pays ont pu ainsi bénéficier pendant un quart de siècle d'une défense à moindre coût. Il s'agit là d'un facteur très important quand on sait que le Japon consacre 1 % de son P.N.B. à sa défense, que les pourcentages européens oscillent entre 2 et 5 %, contre 8 à 9 % pour les Etats-Unis. Selon une publication récente du Département d'Etat, les Etats-Unis auraient consacré depuis la seconde guerre mondiale, environ 1.300 milliards de dollars à leur défense, et l'Union Soviétique presque autant, soit 1.000 milliards (6). De leur côté, pendant la même période, les dépenses militaires de l'Europe n'auraient pas dépassé 300 à 350 milliards de dollars.

Or, s'il est exact que certains types de dépenses militaires exercent des effets d'entraînement sur des secteurs civils particuliers — aéronautiques ou électroniques — il n'en reste pas moins que dans leur ensemble, les dépenses militaires absorbent des fonds qui ne sont pas utilisables pour des investissements productifs. Indirectement, le « parapluie » américain a ainsi autorisé des économies de ressources en Europe et au Japon qui se chiffrent non pas en milliards de dollars, mais en centaines de milliards de dollars. C'est d'ailleurs ce qui est implicitement reconnu quand on souligne qu'une Europe vraiment autonome devrait consacrer à sa défense des pourcentages proches de ceux des Etats-Unis.

Il faut donc voir dans cette situation un des handicaps que les Etats-Unis ont dû supporter et un des éléments — et non des moindres — qui ont favorisé l'expansion en Europe, et notamment le spectaculaire envoi de l'économie japonaise au cours des dernières années.

Applicable aux rapports Etats-Unis-Europe, ce même schéma explicatif le serait sans doute à la crise du

pétrole qui a vu la tentative, réussie, d'un groupe de pays producteurs de s'approprier une partie plus grande de la plus-value dérivée de l'exploitation du pétrole aux fins d'accélérer leur croissance et d'accroître leur puissance. Les ambitions déclarées de pays comme l'Iran, ou dans une moindre mesure l'Algérie, ne laissent guère de doute à ce sujet.

Nul doute également que le sursaut actuel des pays sous-développés ne traduise également une aspiration profonde à une croissance plus forte et à un poids accru sur la scène mondiale.

II. — VERS UN SYSTEME ECONOMIQUE INSTABLE ET EXPLOSIF

Il serait sans doute vain d'espérer d'un accord solennellement paraphé le règlement d'un affrontement dont l'issue dépend en fin de compte d'un rapport de force entre les partenaires en présence. Il est encore plus vain d'espérer une solution globale pour une série de conflits dont on vient de souligner l'enchevêtrement et la complexité.

Il est vrai que le temps fait beaucoup à l'affaire dans la mesure où un conflit en chasse un autre. Les problèmes ne se règlent pas ; ils s'effacent mutuellement.

Ainsi, on ne peut prétendre que le conflit Etats-Unis-Europe ait trouvé une solution. Il a simplement perdu une grande partie de son actualité.

On pourrait même avancer que l'affrontement producteurs-non producteurs de pétrole n'a pas gardé lui-même le caractère prioritaire qu'il semblait encore revêtir en début d'année. En peu de temps, en effet, l'arme du pétrole, sous la pression des circonstances, s'est singulièrement émoussée.

Il est significatif, à cet égard, que les regards se tournent aujourd'hui vers un conflit d'actualité beaucoup plus immédiate et qui pourrait bien, dans les années à venir, prendre le pas sur tous les autres, celui qui oppose les « having » et les « having not », comme disent les Britanniques, à savoir les nantis et les déshérités. D'où l'importance justement accordée à la Conférence de Paris.

A) LA RIVALITE ETATS-UNIS-EUROPE

Il ne fait guère de doute qu'elle est en voie d'apaisement, dans la mesure où les combattants tendent à se retirer de l'arène sur la pointe des pieds.

En effet, avec l'avènement du néo-gaullisme, ce sont les derniers partisans de la manière forte envers les Etats-Unis qui ont quitté le premier plan de la scène. L'heure est beaucoup plus propice aux accommodements de circonstance qu'aux affrontements de principe. D'autant plus que c'est le sentiment d'être exposé à un danger commun qui prévaut aujourd'hui.

Le rêve français de faire face à l'hégémonie américaine, soit seul, soit au sein d'un bloc européen, s'estompe. Le poids français ne pèse plus lourd dans la balance

(6) Il s'agit bien entendu de dollars 1970.

des événements. C'est l'enseignement des vingt-quatre derniers mois. De surcroît, qui doutait encore de l'inefficacité de la C.E.E. en tant qu'instrument d'action politique a dû en être convaincu à l'occasion de la Conférence sur l'énergie qui a vu les partenaires européens de la France prendre parti contre elle.

Un épisode qui a beaucoup joué dans le retour à la raison est la chute presque continue du dollar au cours des derniers mois.

Français et Américains ont redécouvert à cette occasion une loi élémentaire de l'économie, à savoir que la dévaluation peut être une arme efficace dans le domaine des changes internationaux. Après avoir si longtemps refusé, avec une obstination remarquable, de détrôner leur monnaie où ils voyaient le symbole de leur force, les Américains ont découvert les vertus de la dévaluation continue que leur offre le système de changes flottants. A l'inverse, après avoir, pendant des années, et sur quel ton !, réclamé la dévaluation du dollar, les Français réalisent à présent quel instrument redoutable une telle mesure pouvait représenter entre les mains d'un adversaire.

Abattue, la statue du dollar est plus menaçante encore que dressée sur son piédestal. Car le dollar à 4 F entraîne la ruine des efforts d'exportation français ou européens.

Or, en période de récession, l'exportation c'est l'emploi, et l'emploi, c'est l'essentiel. Devant un tel impératif, les considérations doctrinales ou de fierté nationale, attachées à une monnaie forte, ou à l'existence de réserves de change abondantes, perdent de leur intérêt. Il faut créer du travail à tout prix, et on ne peut le faire que dans le cadre de rapports de change raisonnables.

Dès lors, si l'on se penche sur les principaux points d'affrontement, on voit qu'une position commune pourrait ainsi se dégager.

1° L'or.

Les Etats-Unis souhaitent détrôner l'or et en faire une marchandise comme les autres. C'est désormais chose faite. En fait, il s'agissait simplement de faire en sorte que les cours de l'or puissent varier en fonction de l'offre et de la demande, et que, par-dessus tout, le métal précieux n'entre pas en conflit avec le dollar.

Jusqu'ici, cela avait été le cas. Quand l'or montait, le dollar descendait et vice-versa. Puis, au début de l'année, on s'est rendu compte que le dollar et l'or pouvaient évoluer en parallèle et qu'une désaffection pouvait toucher à la fois la monnaie américaine et l'or.

Cela a été une première découverte.

On a constaté également que le public américain ne partageait nullement la confiance viscérale des Européens dans le métal précieux, et qu'attaché à des investissements rapportant intérêt, il n'était guère incliné à procéder à des achats d'or.

Cela a été une deuxième découverte.

Une troisième a été que les pays du Golfe Persique non plus ne cultivaient pas le fétichisme de l'or. Ce n'était donc qu'une fraction très marginale de leurs ressources qu'ils étaient disposés à investir en or. En effet, les quelques transactions qui ont pris place ont été effectuées de façon quasi clandestine et conclues hors marché. Ce en quoi les responsables de ce pays ont fait preuve de bon sens, préférant être payés en biens d'équipement, matériels militaires, bons du Trésor américains, qu'en un métal dont ils n'ont aucun usage.

L'action de ces différents facteurs, jointe à un ralentissement de l'inflation mondiale et à la récession, a entraîné la chute des cours de l'or de 180 \$ l'once d'or fin à 128 voici quelques semaines.

Un tel développement a constitué une surprise de taille, que ce soit pour les spéculateurs, mais aussi pour les banques centrales qui ont découvert que l'or, et donc la valeur de leurs encaisses, n'étaient pas à l'abri de violentes fluctuations.

Dès lors, les termes d'un compromis entre les Etats-Unis et l'Europe se dégagent. En effet, ni les Etats-Unis, ni les Européens n'ont intérêt à ce que l'or tombe à des cours trop bas. Après tout, les Etats-Unis sont les premiers détenteurs d'or du monde. Leur intérêt n'est nullement que ces avoirs se dévalorisent à l'excès.

Ayant obtenu ce qu'ils souhaitent, à savoir que l'or n'intervienne plus comme moyen de paiement international obligatoire, ce qui les autorise comme par le passé à échapper aux contraintes de la balance des paiements, les Etats-Unis sont vraisemblablement disposés à accepter un compromis qui permettra de stabiliser l'or, pour quelques années tout au moins, à des cours compris, par exemple, entre 150 et 170 dollars l'once d'or fin.

2° Les changes flottants.

Les Etats-Unis ont apporté la preuve que les taux de changes flottants représentaient une arme efficace contre les économies des pays grands exportateurs : on l'a vu, à 4 F pour un dollar, le commerce français est sinistré. En ce qui les concerne, ils sont pratiquement indemnes, car la part du commerce extérieur dans leur P.N.B. est relativement faible. De surcroît, ils ont réussi à rétablir, en un temps record, leur équilibre commercial extérieur.

Il apparaît donc évident que, sauf à s'aliéner leurs alliés, les Etats-Unis devront accepter, sinon un retour aux taux de changes fixes, du moins à des taux de change modérément fluctuants (7).

Il est, en effet, évident que 1976 sera une année de reprise aux Etats-Unis, mais encore une mauvaise année économique en Europe et au Japon. Ces derniers, à l'exception peut-être de la France, ne peuvent guère attendre une amélioration de leur situation que d'une reprise de leurs exportations. Cela est notamment vrai pour l'Allemagne, mais aussi pour la Grande-Bretagne

(7) Les accords de Rambouillet de fin 1975, confirmés à la Jamaïque (janvier 1976), s'inscrivent à l'appui de ce jugement.

et l'Italie. Un tel développement est impossible avec un dollar exagérément sous-évalué. Si l'on estime que le taux central de 4,60 F pour un dollar représente un point d'équilibre, c'est autour de cette valeur que devront s'établir les marges de variation de la monnaie américaine. En tout état de cause, il paraît douteux que le commerce mondial puisse supporter longtemps encore des fluctuations de la valeur des monnaies de l'importance des six derniers mois, sans qu'une rupture grave et peut-être irréversible du réseau des échanges mondiaux ne se produise.

3° *Le dossier commercial.*

Cela fait des lustres que l'Europe et les Etats-Unis mènent une guerre à fleurets mouchetés. Les épisodes sont nombreux, « guerre du poulet », controverses sur les préférences consenties aux pays méditerranéens et africains, etc.

Les menaces de protectionnisme ont toujours été au premier plan des négociations monétaires. Elles sont aujourd'hui passées à l'arrière-plan et pour cause. A quoi bon réduire de 10 % les droits de douane si, simultanément, la variation des rapports de change annule, et au-delà, l'effet bénéfique obtenu par la réduction tarifaire. Or, on a vu que les fluctuations des monnaies dépassent très largement en ampleur les variations des tarifs. Le règlement du contentieux commercial est donc subordonné au règlement préalable du problème monétaire.

Le risque majeur est qu'en cas de non règlement, dans le contexte de sous-emploi généralisé que connaissent les économies industrialisées, un retour offensif du protectionnisme, sous sa forme la plus virulente, le recours au contingentement, n'est nullement à écarter.

4° *La controverse sur la sécurité.*

Sur ce point aussi, le débat a perdu de son acuité dans la mesure où il n'a jamais porté que sur des éléments de forme beaucoup plus que de fonds.

En effet, il s'agissait avant tout de troquer un degré de sécurité jugé satisfaisant contre une cotisation financière d'un montant, somme toute, modique.

C'est la raison pour laquelle les Allemands, les plus directement concernés du fait de leurs frontières communes avec les pays de l'Est, n'ont jamais rechigné à la contribution qui leur a été demandée dans le cadre atlantique.

C'est aussi pourquoi le désir du partage du fardeau de la défense qui a, quelque temps, défrayé la chronique outre-Atlantique, n'a jamais en réalité été autre chose qu'un épisode sans lendemain.

Tout d'abord, il était clair que la dimension économique du problème était tout à fait secondaire : la fraction du déficit de la balance des paiements américaine imputable aux dépenses militaires effectuées par les Etats-Unis en Allemagne a toujours été peu significative, entre 300 millions et un milliard de dollars. Par

ailleurs, il était évident que les pays européens alliés ne se laisseraient pas rebuter par des considérations financières à tout prendre secondaires à leurs yeux en regard des impératifs de sécurité extérieure.

Et c'est d'ailleurs bien ce qui s'est produit.

En fin de compte, les antagonismes que l'on a retracés revêtaient surtout l'aspect d'une affaire de famille dont l'importance a été promptement reléguée au second plan dès lors qu'à la faveur de la crise du pétrole les pays atlantiques ont redécouvert la solidarité de leurs intérêts.

B) LES INTERDEPENDANCES ENERGETIQUES

Il est singulier de constater que, considéré comme primordial il y a encore quelques mois, le problème des approvisionnements pétroliers a, semble-t-il, beaucoup perdu de son actualité. A telle enseigne que la dernière hausse du pétrole de 10 % qui, il y a quelques mois, aurait provoqué une levée de boucliers, est presque passée inaperçue par l'opinion politique. Cela tient sans doute à ce que le problème de la récession préoccupe plus les esprits que celui de l'inflation. Cela tient également au sentiment de soulagement résultant de ce que la hausse a été moins importante qu'annoncée.

Mais derrière ces péripéties se cache le fait que le conflit qui revêtait il y a quelque temps encore un caractère quasi inexpiable est en train de changer de nature à vive allure. L'antagonisme des pays producteurs de pétrole-pays consommateurs est en train de s'estomper devant la découverte d'un antagonisme beaucoup plus profond : pays pauvres contre pays riches.

Comme pour le problème précédent, un conflit en chasse un autre.

En effet, les pays arabes sont en train de redécouvrir la loi profonde de la solidarité des nantis qui leur démontre que leur sort présent, et à venir, est lié à la prospérité des pays industrialisés sans lesquels ils ne sont rien. Il existe, en effet, un état d'osmose entre producteurs et consommateurs. La rupture de ces réseaux d'échanges affecterait les uns et les autres. Les dirigeants arabes se sont rendus compte que rien ne servait de tuer ou d'affaiblir la poule aux œufs d'or si l'on voulait continuer à bénéficier de ses œuvres. A cet égard, la présente récession a été un avertissement salutaire.

De surcroît, les dirigeants arabes ont pris une conscience plus nette de la précarité politique et militaire de leur situation qui tient à leur relatif isolement au sein d'un environnement hostile aux convoitises qu'éveillent leurs richesses actuelles et potentielles, à leur faiblesse démographique, d'où les efforts intensifs d'armement qui ont pris place au cours des derniers mois dans la plupart de ces pays.

Enfin, après avoir rêvé d'acquérir en un temps record une autonomie économique et la puissance industrielle, les pays arabes ont réalisé que cet objectif présent était encore, et pour longtemps, inaccessible.

Accumuler des équipements n'est pas une fin en soi. Encore faut-il pouvoir les utiliser à des fins productives. Acquérir des milliers de bulldozers est insuffisant. Il faut également disposer de conducteurs pour les mener et derrière eux, les contremaîtres, et plus encore en remontant la chaîne productive, les chefs d'entreprises, les comptables, les cadres moyens dont l'ensemble constitue les structures humaines indispensables à l'établissement d'une nation industrialisée.

Or, tout cela fait défaut. Le matériel humain ne sera pas formé avant plusieurs décennies. Et en conséquence, sauf à s'affirmer à l'étranger comme le fait par exemple le Koweït, les nouveaux riches du Golfe Persique resteront encore des économies dominées.

Il est donc fort probable que les pays producteurs seront amenés à sacrifier la rentabilité à la sécurité et à accepter la lente et inévitable érosion de leur pouvoir d'achat qui se poursuit depuis deux ans. Un hiver plus rude, une reprise mondiale s'accompagneraient bien entendu d'une nouvelle fermeté des cours du pétrole. Mais le processus de grignotage qui ramène les cours moyens du baril autour de 8 dollars (valeur 1973) pourrait être appelé à se maintenir.

C) LE CONFLIT NORD-SUD

De tous ceux qui déchirent la planète, le conflit Nord-Sud est celui qui revêt le caractère le plus fondamental. C'est donc celui pour lequel un règlement est le plus difficilement concevable. Car on ne voit guère comment un compromis pourrait se dégager à partir de positions si profondément antagonistes (8).

En effet, dans les couples précédents, il y avait, en filigrane des oppositions, une situation d'interdépendance objective. Au-delà d'un certain point, et on l'a bien vu pour ce qui concerne les rapports producteurs-non producteurs, l'affrontement ne se traduit plus par des gains relatifs des uns par rapport aux autres, mais par des pertes combinées pour les deux antagonistes. Il y a donc, en fin de compte, convergence ultime d'intérêts.

Dans le cas présent, il n'y a rien de tel, car les intérêts fondamentaux ne sont pas, par nature, solidaires mais concurrents.

★★

Le conflit du Tiers-Monde et du reste du monde ne date pas d'aujourd'hui. Mais c'est à compter d'aujourd'hui qu'il entre dans une phase critique sous le double impact du rapport du Club de Rome sur le plan des idées, de la crise de l'énergie sur le plan des faits.

Bien qu'ancien — son acte de naissance date en fait de la révolution industrielle — le problème de son développement n'est véritablement entré dans la cons-

(8) Le premier round de la Conférence Nord-Sud de décembre 1975 semble bien aller dans ce sens.

science universelle qu'à l'issue de la deuxième guerre mondiale. C'est l'époque où se développent le concept de croissance économique, à l'usage des pays industrialisés, et celui du développement économique, applicable aux pays non industrialisés.

Il va de soi qu'un schéma de développement mondial n'était viable que dans la mesure où il y avait réduction progressive des écarts entre les deux groupes et que le peloton de queue rattrapait progressivement celui de tête.

Or, loin d'y avoir rattrapage, c'est un décalage croissant des niveaux de développement économiques que l'on devait observer au fil des années. Et cela, pour deux raisons.

La première est l'extraordinaire accélération démographique, fille du progrès médical et des améliorations alimentaires, qui devait embrasser les trois quarts de l'humanité. La deuxième raison a été le fait que la notion de développement économique s'est révélée être un échec (9). En effet, conçus en termes purement techniques et financiers, les programmes de développement se sont heurtés à la barrière inexorable des facteurs humains.

On a, en effet, largement sous-estimé l'obstacle que représente l'homme lui-même au développement économique (10).

Le développement représente le passage d'une culture donnée à un autre mode culturel, passage qui ne peut s'effectuer que dans le temps et dans des conditions de contrainte socio-politique très intense. La conséquence est que la transposition des schémas de développement économique conçue dans le cadre des économies libérales ne s'est pas réalisée, ou de façon très imparfaite.

La troisième constatation, dont l'illustration est le rapport du Club de Rome, est qu'il n'y a pas de place pour tout le monde dans les mêmes conditions sur la planète.

Ce rapport, d'inspiration profondément malthusienne, apporte cependant la démonstration quasi involontaire qu'« au banquet de la nature, tout le monde ne peut pas être convié ». Et c'est pourquoi le conflit Nord-Sud revêt un caractère inexpiable, car aucun schéma de développement, aussi audacieux qu'il soit, ne permettra à 7 milliards d'individus de s'asseoir autour de la même table.

Une telle égalisation des conditions ne pourrait se produire qu'à la suite de convulsions et de déchirements d'une ampleur jamais égalée dans le passé.

★★

(9) Voir pour plus de détails mon propre ouvrage : « Tiers Monde et environnement ». P.U.F., 1974.

(10) Sauf quelques penseurs hétérodoxes comme Austruy : « Le scandale du développement ».

Jusqu'à présent, le problème a été largement ignoré dans la mesure où, en dépit des prédictions apocalyptiques de certains auteurs, comme Josué de Castro ou René Dumont, la prospérité des pays nantis n'a jamais été sérieusement menacée. Quelle menace pouvait représenter une multitude désarmée ?

La diffusion de l'arme atomique à un grand nombre de nations sous-développées est appelée à briser cet équilibre délicat, dans la mesure où à partir d'armements relativement peu sophistiqués, les destructions susceptibles d'être infligées par des nations déshéritées à des sociétés riches et sensibilisées peuvent être largement supérieures, en termes relatifs, aux dommages qu'elles peuvent subir elles-mêmes. Ce serait, en quelque sorte, la transposition à l'échelle internationale de la théorie des otages.

Ce à quoi on a assisté jusqu'à présent ne représente que les premières escarmouches d'un conflit qui est vraisemblablement appelé à se poursuivre sur le dernier quart du XX^e siècle. Il s'agit du grand débat sur le partage et l'appropriation des richesses naturelles du globe.

Une première illustration en a été les trois conférences sur les Droits de la Mer dont la dernière, qui a pris place le 17 mars dernier à Genève, s'est terminée, comme on pouvait s'y attendre, sur un échec.

Au-delà de cela, l'accès à l'énergie et son coût est le deuxième point chaud.

On sait que l'augmentation du prix du pétrole a frappé avec plus de force les pays pauvres que les pays riches. En 1975, les pays pétroliers ont réalisé un nouvel excédent commercial considérable, qui a été supporté intégralement par les pays sous-développés, les pays industrialisés ayant réussi à rétablir leur équilibre commercial.

Pour 1976, les pays du Tiers-Monde auront collectivement à faire face à un déficit global de 35 milliards de dollars qu'il leur est impossible de financer. De ce fait, leurs espoirs de développement sont cassés net. Bien plus, c'est la survie physique de certains d'entre eux qui est remise en cause.

La prochaine Conférence Nord-Sud va s'efforcer de dégager les grandes lignes d'un accord. Mais on ne peut guère nourrir d'illusions quant à la portée réelle de cette rencontre qui ne peut aboutir qu'à un compromis précaire et provisoire.

♦♦

L'ordre du jour de la Conférence des Vingt-Sept portera sur le coût de l'énergie, la stabilisation du cours des matières premières, l'accès aux marchés développés, les transferts de technologie, la lutte contre la pénurie alimentaire, ainsi que l'accroissement de l'aide financière.

Ces têtes de chapitres sont loin d'être originales. En fait, elles formaient déjà le canevas de toutes les rencontres internationales qui se sont succédé depuis

vingt ans. Ce qui se cache derrière est plus important. C'est un état d'esprit nouveau : la volonté de renverser au profit des pays pauvres les règles du jeu international actuellement envisagé.

Il s'agit de créer une situation asymétrique dans le domaine financier, monétaire et commercial qui permette de retourner les rapports de force actuels qui jouent uniformément en faveur des pays développés en raison de leur taille et de leur niveau de développement. A l'échelon international, c'est la transposition des mécanismes institutionnels de sécurité sociale qui, au sein des communautés nationales développées, assurent une répartition des ressources différente de celle qui résulterait de l'effet des forces du marché.

L'obstacle majeur à ce processus de redistribution des richesses dans le marché est évidemment le fait que la transformation des rapports économiques internationaux suppose nécessairement, à terme, la modification des rapports de puissance, et par voie de conséquence, l'établissement de rapport de dépendance des pays riches par rapport aux pays sous-développés, lesquels demeurent, pour l'instant, inexistants.

La deuxième difficulté, la plus significative, est que le changement des règles du jeu économique international doit forcément provoquer de profonds bouleversements internes dans les pays avancés, qu'il s'agisse des structures industrielles, des modes de production, de l'emploi, de la répartition des richesses et des revenus entre les différents groupes sociaux. Que ces transformations ne puissent s'accomplir sans de profondes mutations de nature politique cette fois, saute également aux yeux. Aucun groupe social n'ayant de vocation particulière pour le suicide, il semble probable que cette révolution, au-delà d'un certain seuil, se heurtera à de vives résistances, sinon à une opposition formelle, dès lors que les premières conséquences concrètes se feront sentir sur les modes de vie des groupes sociaux intéressés.

La transformation de l'ordre économique international passe donc nécessairement par la transformation interne des sociétés occidentales libérales et industrialisées. Elles impliquent donc un changement des comportements au niveau des nations, mais également au niveau des individus.

Ce n'est pas faire preuve de méfiance exagérée en l'homme que de croire que dans l'état actuel des choses, un tel changement n'est guère envisageable à brève échéance.

Yves LAULAN ■

N.B. — *La récente attaque sur le franc, la chute de la livre et de la peseta illustrent bien la fragilité fondamentale de la succession d'accords internationaux — qu'il s'agisse de Rambouillet, de la Jamaïque, de la Conférence Nord-Sud — qui ne touchent pas en fait les problèmes de fond.*

Projets de réforme de l'entreprise

par Michel Prigent

LA crise que traverse aujourd'hui notre société réclame — personne ne saurait le contester — une réflexion approfondie sur le monde du travail et la nature des rapports sociaux. Il est donc opportun d'offrir à l'opinion les éléments d'une information objective et, en même temps, des perspectives réalistes de réforme. Tel est le pari que Daniel Dollfus, dans un ouvrage : « Changer l'entreprise par la promotion de l'homme » (1), vient de gagner. La méthode choisie par l'auteur est double : elle consiste, d'une part, à présenter les conclusions adoptées par les organisations syndicales et politiques, d'autre part, à proposer des orientations réformatrices qui évitent les écueils du capitalisme et de l'étatisme. Ce choix donne au livre les qualités complémentaires d'un tableau, d'une synthèse et d'une recherche prospective. Enfin, dans un domaine où la mauvaise foi et l'esprit partisan se

substituent souvent à l'analyse, le lecteur reconnaîtra une volonté d'honnêteté intellectuelle et politique à laquelle il convient de rendre hommage.

..

L'étude de Daniel Dollfus se place d'emblée au centre de l'actualité. L'heure n'est plus aux méditations historiques qui servent d'alibi à la passivité, mais à un examen des réalités. Le rapport du Comité d'Etude pour la Réforme de l'Entreprise, rédigé sous l'autorité du député centriste Pierre Sudreau, met en avant des idées intéressantes, mais il préfère, sans le cacher d'ailleurs, les améliorations fonctionnelles aux réformes structurelles. Celles-ci devraient pourtant s'orienter autour de six thèmes fondamentaux :

- une adaptation permanente de l'emploi au développement économique ;
- une promotion qui permette à chaque travailleur de trouver une situation propre à l'épanouissement de ses aptitudes ;

(1) Presses Universitaires de France. Collection « L'économiste ».

- une détermination objective des salaires ;
- une information réellement démocratique ;
- une participation des travailleurs à la vie de l'entreprise ;
- une répartition équitable et substantielle de l'intéressement financier.

Seule la mise en œuvre effective de ces propositions écartera le danger d'étatisation, le maintien des privilèges capitalistes et la fuite dans un romantisme autogestionnaire.

Le premier chapitre présente quelques constatations. La réforme de l'entreprise n'a et ne peut avoir de sens que si elle s'accompagne d'une réforme des structures et des mentalités sociales : le travailleur doit être un citoyen de l'entreprise. Aussi, les propositions de Daniel Dollfus correspondent-elles à une réforme politique qui tend à séparer la propriété et la gestion du capital. Dans cette perspective, il faut combattre le carcan des idées préconçues qui sont néfastes et qui condamnent la réflexion à sombrer dans la routine. Ce projet est d'ailleurs exprimé clairement par Pierre Sudreau : « Il ne me paraît pas inadmissible que le capital humain ait parfois des droits supérieurs au capital financier » (2). Si l'ambition, affirmée à maintes reprises par le gouvernement, est d'éviter que les structures sociales ne reproduisent indéfiniment les inégalités de la naissance, il faut accorder à la promotion des travailleurs dans l'entreprise une attention particulière. Daniel Dollfus évoque ici le cas d'entreprises qui, à côté du bilan classique, dressent un second bilan où figure un poste exprimant en monnaie du pays la valeur des actifs humains employés.

**

Le second chapitre offre un panorama des régimes actuellement en vigueur. Il convient, en premier lieu, de dresser un bilan du système capitaliste. Celui-ci a garanti un développement considérable de la production, une généralisation du bien-être, la stimulation par la concurrence et le progrès technique. Toutefois, il n'a pas su éviter les crises économiques et monétaires, l'alternance des périodes d'inflation, de récession ou de « stagflation », le chômage, la fluctuation du cours des matières premières, les conflits sociaux et la sclérose des institutions sociales, la rupture des liens entre les moyens de production et le pouvoir de décision, l'imprécision des responsabilités... Le capitalisme a, par la logique même de son développement, engendré des injustices économiques et sociales qui ont porté atteinte aux libertés fondamentales. Le moment n'est donc pas

venu de lui assurer une vie artificielle mais de promouvoir une réforme profonde des rapports dans l'entreprise.

Le collectivisme d'inspiration marxiste ne répond pas davantage aux exigences de notre temps. « Jusqu'à présent, tous les régimes socialistes, sauf les régimes sociaux-démocrates de l'Europe du Nord, n'ont pas concilié socialisme et haut niveau de vie. De plus, ils ont été renversés par des dictatures, ou bien ils sont eux-mêmes devenus des dictatures. C'est là un constat historique. Faut-il le taire ou le méditer ? » Cette remarque de Jean-François Revel (3) souligne les faiblesses du collectivisme et son incapacité à établir une société sans classes. Au double point de vue de l'efficacité économique et de l'amélioration des conditions de vie, le communisme reste donc inférieur au capitalisme. Parallèlement, le socialisme étatique s'accompagne d'un maintien des structures socio-politiques. On pense au propos de Pierre Mendès-France : « Le népotisme n'est pas le propre d'un régime... Il y a une dizaine d'années, alors que Khrouchtchev était à la tête de l'U.R.S.S., il se plaignait, dans un discours aux étudiants de Kiev, je crois, que 70 % d'entre eux fussent là parce qu'ils étaient des « fils de » secrétaires du Parti, d'officiers, d'ingénieurs, de fonctionnaires, des fils qui avaient profité de la situation de leurs parents ; ainsi tendait à se dégager une nouvelle société des classes, avec la transmissibilité des avantages. C'est ce que Khrouchtchev voulait éviter ; autant qu'on puisse savoir, le problème subsiste » (4). Cependant, le communisme a facilité le développement de certains pays en difficulté et il serait hasardeux de le condamner sans appel.

Pour Daniel Dollfus, l'analyse est fort simple : « Capitalisme et collectivisme, après avoir l'un et l'autre apporté à l'humanité des facteurs positifs, sont en crise car ils ne répondent plus ni à l'évolution économique ni aux aspirations humaines qui ne se contentent plus de ces doctrines uniquement matérialistes. En effet, loin d'être les manifestations de deux principes opposés, « libéralisme » capitaliste et « collectivisme » étatique constituent les deux faces d'un même matérialisme. Au matérialisme de l'argent-roi répond celui de la dictature du prolétariat ; à l'idéologie du profit, réservé à la minorité en grande partie héréditaire, celle de l'Etat totalitaire dirigé par un cénacle de familles privilégiées. »

Il existe une troisième figure, celle de l'autogestion, qui rassemble aujourd'hui des sympathies nombreuses. En France, dans la tradition de Fourier et de Proudhon, des pratiques autogestionnaires sont apparues : lors de la Commune de 1870-71, pendant les événements de Mai 1968, au cours de « l'affaire Lip ». La C.F.D.T. s'est prononcée en faveur de l'autogestion à son congrès d'Issy-les-Moulineaux en mai 1970. Edmond Maire et Alfred Krumnow décrivent la conception classique de cette autogestion : « Ce sont les travailleurs qui éliront les responsables de l'entreprise aux différents niveaux, ce

(2) Interview par Jacqueline Grapin, « Le Monde », 20-7-1974.

(3) « Faut-il se taire ? », « L'Express », 21-10-1974.

(4) « Choisir ». Ed. Stock, p. 316-317.

sont les travailleurs qui décideront collectivement de l'organisation du travail et des conditions de travail, ce sont les travailleurs qui détermineront, dans le cadre du plan démocratique, la politique de l'entreprise en matière de fabrication, de répartition des investissements, de rémunérations ; ils deviendront ainsi collectivement maîtres de leur travail, ils décideront de la répartition du produit du travail collectif » (5). Il reste à préciser les mécanismes d'une telle autogestion et, pour l'instant, les éclaircissements sont rares et le problème du pouvoir dans l'entreprise est mal posé. L'exemple de l'autogestion yougoslave pourrait sembler plus convaincant mais l'analyse des résultats obtenus depuis 1945 montre une adaptation difficile, une modernisation limitée et une influence étatique dangereuse. Albert Meister a pu écrire que « vingt ans d'autogestion ont fait de la Yougoslavie un cimetière de règles inappliquées » (6). Le bilan n'est sans doute pas aussi catastrophique mais la mise en œuvre des mécanismes autogestionnaires se heurte aux pressions du Parti. Il convient aujourd'hui de réfléchir sur les perspectives offertes par l'autogestion. Selon François Mitterrand, elle libère les travailleurs de l'oppression économique et leur permet de manifester une authentique responsabilité. Deux objections vont cependant surgir. La première est de savoir si le principe d'élection de chaque responsable ne fait pas sombrer l'entreprise dans l'inefficacité ou la démagogie. La seconde est liée au problème des investissements : en cas de succès, l'autofinancement est possible, sinon l'Etat interviendra et, par son intervention, ruinera le principe même de l'autogestion. Toutes ces remarques laissent deviner qu'une concertation organisée sera plus « opérationnelle » et en même temps plus humaine que l'autogestion.

Une quatrième hypothèse retient l'attention, celle du socialisme libéral dont les expériences ont une double caractéristique : « elles dérivent des thèses réformistes des partis ouvriers sociaux-démocrates et elles ne remettent en cause ni la libre entreprise ni l'économie de marché ». Au congrès de Bad-Godesberg, le 15 novembre 1969, le S.P.D. répudia, sous l'influence de Willy Brandt, le marxisme. Mais, dès 1951-1952, un gouvernement d'inspiration démocrate-chrétienne avait instauré la « cogestion qualifiée » et la « cogestion restreinte » que Daniel Dollfus présente avec minutie. La solution allemande, en particulier par la définition des missions du Directoire, comprend plusieurs inconvénients et ne saurait être applicable à la France. Le « modèle suédois » se caractérise par une meilleure répartition du confort matériel et par une politique sociale originale : les antagonismes de classe sont supprimés, le capitalisme est transformé dans un esprit keynesien tout en maintenant la libre entreprise, la lutte contre le chômage est activement menée par l'ensemble des partenaires sociaux, le nivellement des richesses par la fiscalité autorise une meilleure redistribution des revenus, la

participation et la promotion des travailleurs sont organisées à tous les échelons... Tous ces moyens démontrent à l'évidence que la Suède est un pays non socialiste mais social-démocrate. Ils soulignent la nécessité de garantir un développement économique constant et une politique sociale avancée.

Le troisième chapitre de l'ouvrage présente les tendances actuelles les mieux connues de l'opinion. Le programme commun de gouvernement mis au point par les partis de gauche propose des modifications considérables, mais souvent périlleuses. Sans suivre Georges Elgozy dans sa définition de la nationalisation — « système idéal où les ouvriers conservent les mêmes salaires, les mêmes machines, les mêmes contremaîtres que dans le système capitaliste, mais dont les déficits sont couverts par l'Etat » — il convient de réfléchir sur les implications de cette mesure : elle n'exclut pas les conflits du travail, elle pose le problème difficile de l'indemnisation, elle ne saurait donc constituer une solution miracle. Enfin, elle étatique la propriété sans socialiser la gestion et ne garantit pas une promotion réelle des travailleurs. En ce qui concerne la structure même du processus d'organisation de l'entreprise, le texte du programme commun fait apparaître une divergence entre les socialistes, fidèles à l'autogestion, et les communistes, partisans de la gestion démocratique. Cette divergence a été maintes fois soulignée par Georges Ségué qui condamne l'élection des agents de maîtrise par les travailleurs comme l'élection des officiers par les soldats ou celle des professeurs par les élèves. Pour conclure cette présentation, Daniel Dollfus expose les documents établis par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T.

Si les syndicats et les partis de gauche ont avancé l'idée de bouleversements importants, de nombreuses organisations ont préparé des textes non moins intéressants sur la réforme de l'entreprise. L'auteur passe ici en revue les thèses du Centre Français du Patronat Chrétien d'« Entreprise et Progrès ». D'autre part, certains partis politiques d'inspiration modérée ont apporté leur contribution à cette recherche. Ainsi, la société communautaire, telle qu'elle est définie par le Centre Démocrate, affirme-t-elle le droit des salariés à participer à l'élaboration des décisions concernant l'organisation du travail, la politique de l'entreprise et le contrôle de la gestion. Elle respecte aussi l'unité de commandement qu'elle équilibre par une large décentralisation des pouvoirs. Le Centre Démocrate entend donc maintenir les aspects positifs de l'économie de marché, notamment la liberté d'entreprise et l'exercice de la concurrence et le plan qui doit orienter l'activité économique en fonction des besoins sociaux. Le Centre Démocrate s'oriente vers une formule proche de la cogestion allemande mais ne sépare pas la propriété du capital de la gestion. Daniel Dollfus poursuit son exposé en présentant les thèses de MM. François Bloch-Lainé et Robert-Jean de

(5) « La C.F.M.T. et l'autogestion ». Les Editions du Cerf, p. 27.

(6) « Où va l'autogestion yougoslave ? ». Ed. Anthropos.

Vogüé, ainsi que les projets des clubs « Perspectives et Réalités » et du « Contrat Social » qui suggère une société de gestion participative.

Tous ces textes autorisent une meilleure approche des « réformes de fonctionnement », qui modifient sensiblement la vie de l'entreprise sans mettre en cause ses structures essentielles. Ainsi, la loi 66.537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales prévoit-elle de remplacer, dans les statuts, le Conseil d'administration des sociétés anonymes par un Conseil de surveillance et un Directoire : elle sépare donc, techniquement, la surveillance de la gestion, mais elle ne conduit pas à une réforme structurelle. Il en est de même de l'actionnariat des travailleurs qui laisse la gestion et le contrôle sous l'autorité des propriétaires du capital. Le « patronat français classique » — selon l'expression de Daniel Dollfus — souligne d'ailleurs les trois conditions nécessaires, quelles que soient les modifications envisagées, au bon fonctionnement de l'entreprise. Il s'agit de l'unité de direction, de la cohésion dans l'entreprise et de la liberté de gestion : seuls, ces trois éléments garantissent, selon M. Ceyrac, la bonne marche de l'entreprise. L'auteur conclut son analyse par la confrontation de tous ces projets dans un cadre européen et oriente la réflexion sur la recherche de solutions positives.

Le dernier moment de ce panorama — qui précède l'exposé des principes de la « révolution promotionnelle » — est consacré à l'action du gouvernement de Jacques Chirac et aux suggestions de Pierre Sudreau. Selon celui-ci, la réforme de l'entreprise ne saurait correspondre à un bouleversement des structures sociales. Dans cet esprit, Daniel Dollfus analyse les propositions du C.E.R.E. : réformes des structures (cosurveillance, unité de direction, processus de décision et décentralisation, négociation, objectivité des salaires, promotion), réformes juridiques (fonctionnement des sociétés, statut de l'actionnaire, nouveaux statuts de société), problèmes de la participation financière, mesures en faveur des travailleurs manuels, aide aux entreprises, arbitrage des conflits... L'ensemble de ces projets est soumis à la radioscopie des sondages qui révèlent les principales réactions de l'opinion, des syndicats et des partis politiques.

★★

Le quatrième et dernier chapitre présente les lignes directrices d'un changement qui doit, par la coopération promotionnelle, assurer le développement harmonieux de l'entreprise. La philosophie de ce changement est, pour Daniel Dollfus, très simple : « Donner à chacun la liberté de se développer, la liberté d'entreprendre, la liberté d'exercer les responsabilités dont il est capable, sans favoritisme d'argent, ni de naissance, ni de parti — en un mot, la liberté d'épanouir ses capacités ». Le point essentiel de cette doctrine est d'assurer un financement original des entreprises par le système des

groupes publics d'investissements. Les entreprises « loueront » les fonds dont elles ont besoin à ces G.P.I. Ceux-ci « recevront, pour constituer leurs propres fonds, des « prêts » particuliers et seront gérés par des spécialistes, mais — et c'est là un point capital — sans participation à la gestion des apporteurs de fonds ». On retrouve l'idée, chère à Daniel Dollfus, de séparer la propriété du capital de la gestion. L'auteur analyse, dans cet esprit, tous les moyens mis en œuvre pour que la révolution promotionnelle devienne une réalité : Groupes Publics d'Investissements, Groupements d'Action Economique... dont Daniel Dollfus présente les mécanismes. Les G.P.I. seraient gérés paritairement et comprendraient un Conseil de tutelle, un Directeur général, un Conseil de direction, des Conseils de gestion. Les G.A.E. auraient pour mission d'éviter des drames comme ceux de Lip, Titan-Codès ou Néogravure. Leurs statuts permettraient « à ceux qui veulent entreprendre une production ou prodiguer un service, sans disposer, par eux-mêmes, de capital, de se grouper, de définir les buts, le plan, le budget, et d'emprunter à un ou des G.P.I. les fonds nécessaires aux investissements et au fonctionnement ». Celui-ci est diversifié selon l'importance de chaque entreprise et chaque aspect est examiné avec attention, qu'il s'agisse de la participation, de l'orientation et de la formation permanente, de la promotion, des rémunérations... L'institution de ces G.A.E. doit permettre, selon Daniel Dollfus, d'éviter certaines erreurs actuelles, « de séparer la gestion de la propriété du capital, tout en contrôlant la bonne utilisation du capital prêté, de ne pas faire dépendre la gestion de votes aléatoires du personnel, d'assurer un contrôle rigoureux de la gestion », de laisser une responsabilité de décision au directeur général, d'organiser la participation à tous les échelons... Ainsi parviendra-t-on à un authentique système de coopération promotionnelle où les facteurs d'affrontement auront disparu.

Telles sont donc les ambitions de Daniel Dollfus. Il conviendrait ici de distinguer les qualités de l'ouvrage et les projets de l'auteur. Les premières autorisent sans nul doute une approche remarquable des problèmes : l'ampleur de la documentation, la richesse et l'honnêteté des analyses, la présence d'une importante bibliographie assurent à Daniel Dollfus un public nombreux. Il est nécessaire, pour traiter les questions propres à l'entreprise, de connaître et de méditer l'ouvrage. Qu'il soit permis toutefois de reprocher à Daniel Dollfus, à l'homme plus qu'à l'auteur, de témoigner d'un optimisme excessif. Les pesanteurs, qu'elles soient sociologiques, syndicales ou politiques, sont grandes et l'inspiration — généreuse — du livre méconnaît peut-être le conservatisme des « pouvoirs établis ». On aurait attendu une réflexion plus complète sur les problèmes politiques, sur les rapports de force dans l'entreprise, sur certains groupes de pression. Daniel Dollfus ouvre un large crédit à l'esprit de générosité et de coopération ; la solution à la crise actuelle réclame cet esprit. Les partenaires de l'entreprise risquent de l'oublier.

Michel PRIGENT ■

Culture, animation, nuisances

par Yvan Christ

Le succès croissant des festivals et festivités diverses ainsi que du tourisme de masse dans les hauts-lieux d'art et d'histoire marque l'intérêt que portent nos contemporains à ces nouvelles formes d'animation. Si celles-ci favorisent une plus large curiosité culturelle, elles offrent en contrepartie certains inconvénients que met en évidence Yvan Christ. Le problème est posé ; sans doute les avis divergeront-ils sur les moyens de concilier « animation » et respect des monuments, témoins incomparables du passé. Quant à la dénonciation vigoureuse des « nuisances » engendrées par la technologie, elle suscitera une plus totale unanimité.

NOTRE civilisation a peur d'elle-même. Il était temps. Puisse-t-il ne pas être trop tard ! De fait, elle est tenaillée d'un remords soudain. Elle commence à considérer ses réussites comme des échecs et elle est remplie d'effroi. Tout en procédant discrètement, le rouge au front, à sa timide autocritique, elle se sent et se sait prise à son propre piège. Qui ne serait disposé à l'aider ? Encore faudrait-il qu'elle consentit à faire amende honorable, sans restriction mentale, et qu'elle renonçât à poursuivre son œuvre néfaste. C'est beaucoup lui demander.

★★

Je ne suis pas le dernier à sursauter à l'écoute du vocabulaire de confection scientifique, qui nous est asséné chaque jour. Pour irritant qu'il soit, c'est la conséquence, pardon : la « retombée » de faits nouveaux dont on doit tenir compte. Ainsi en est-il des fameuses « nuisances », qui sont le fruit, né pourri, de notre civilisation. Ainsi en est-il également de l'« animation », nouveau concept culturel et autre terme de choix dudit vocabulaire. Or il est des « nuisances » qui procèdent directement de cette « animation »-là — exigeante déesse devant qui tous les genoux ploient et tous les fronts s'inclinent.

En annexant la culture à son programme, le tourisme à son plan, les loisirs à son tableau, le temps présent ne cesse de blesser paradoxalement la vieille poule aux œufs d'or qu'il se flatte, pour se donner bonne conscience, de caresser avec amour... Prêter vie à des monuments endormis ou moribonds ! Dans cette vue, les entrepreneurs de spectacles en tout genre, encouragés, subventionnés par les pouvoirs publics, jettent plus que jamais leur dévolu sur des châteaux ruinés ou non, sur des cours de palais ou d'hôtels plus ou moins délabrés, sur des églises en péril, frappées de désaffectation ou de désaffectation, sur des chapelles en détresse, vouées à tous les opprobres, sur des pierres herbues, que le vandalisme convoite et dont il s'apprête à ne faire qu'une bouchée, bref, sur les reliefs d'une civilisation disparue dont la civilisation actuelle s'efforce, vaille que vaille, de tirer parti.

Fier dessein culturel ! Astucieuse affaire commerciale ! Comme il en était, à la sainte fureur d'Henri Beyle, des platanes de M. de Rênal, les vieilles pierres doivent « rapporter du revenu ». Il leur faut travailler pour vivre, revivre ou survivre, condamnées qu'elles sont, sans attendre, à trouver des débouchés professionnels. Celles

qui renâclent en seront réduites à végéter — tristes chômeuses historiques que la « société de consommation » rejette et auxquelles elle ne consent à verser que les parcimonieuses allocations de secours qu'elle réserve aux personnes du troisième âge...

Cela étant, s'opposer, en vertu d'un purisme farouche, à leur confier, ces pauvres belles, tout rôle actif dans la vie spirituelle et matérielle de notre temps, serait, tête baissée, tomber dans le panneau de l'angélisme. Qui veut faire l'ange, etc. « Un peu de thé, un peu de conversation » : c'est, paraît-il, ce que promettaient les cartons d'invitation aux soirées mondaines de Saint-John Perse... Un peu de musique, un peu de théâtre, un peu de bavardage dans un cloître roman ou au pied d'un donjon gothique, quelques chaises volantes entre les parterres d'un jardin de la Renaissance ou sous les ors d'un salon régence : face à l'actuelle « mutation » des êtres et des choses, faire grise mine à ces menus plaisirs serait manquer du réalisme le plus élémentaire. Est-ce à dire qu'il faille, d'une manière systématique, mettre aveuglément ces témoins fragiles et inoffensifs à l'épreuve de nos modes et de nos manies, contraindre n'importe lesquels à proclamer n'importe quoi, n'importe comment ? Nous n'en sommes pas encore tout à fait là. Le gigantisme aidant, nous en prenons le chemin.

★★

Je retiens, tout d'abord, le cas de Paris capitale. C'est là que nous avons notre gouvernement et notre temps perdu dans l'environnement... Durant les plus beaux mois touristiques, depuis 1973, la cour Carrée du Louvre, convertie en théâtre, tient lieu d'« espace festif ». C'est en conclure que nul ne peut, sans bourse délier, considérer la cour admirable d'un des plus grands palais de l'univers. Aussi bien, les organisateurs d'une telle opération, *spectaculaire* au sens propre du terme, ne craignent pas d'y monter de monstrueuses tribunes métalliques qui en masquent partiellement l'ordonnance et qui l'altèrent de façon très insensée. Les spectacles, assure-t-on, y sont parfois sublimes. Permettent-ils à ceux des spectateurs, français ou étrangers, qui ne le connaissent pas, de découvrir le Louvre lui-même — un Louvre violé qui fait peine à voir, si tant est qu'on le voit et qu'on cherche à le voir ?

Culture + animation = nuisances. La culture, affirmaient gravement nos murailles soixante-huitardes, est

la fête », ce n'est pas sur les injonctions de la puissance publique et des autorités constituées.

★★

L'admettra-t-on une bonne fois ? Partout, ou presque, où s'implantent les organisateurs de spectacles réputés culturels, ce sont les mêmes problèmes, malaisément solubles, qui se posent. Ce fut le cas, il y a quelques années, à l'occasion du festival du Marais, lorsque la cour de l'hôtel de Soubise était submergée par des gradins qui occupaient toute son aire et qui l'anéantissaient à l'heure précise où l'on en célébrait, sur le mode lyrique, le charme et les vertus. Pareillement, et durant plus d'un an, la grande salle des Thermes de Cluny fut interdite aux visiteurs habituels du musée : zébrée d'éléments métalliques, n'était-elle pas vouée à l'audition du *Polytope* imaginé par M. Xénakis ?

A Aix-en-Provence, hors saison touristique et musicale, j'ai vu, avec désolation, la cour de l'ancien palais archi-épiscopal encombrée par tous les reliefs du dispositif scénique en usage durant le festival d'été. D'Avignon, de son palais des Papes, de ses églises, de ses cloîtres, de ses places, de ses rues, je préfère ne pas trop parler pour ne pas avoir à décrire, à grand courroux, la folle occupation saisonnière. Ainsi la salle pontificale de la Grande Audience abrite des banquets ou des loges d'artistes et de danseurs, comme il en serait de n'importe lequel local préfabriqué, au grand dam de ce qui reste des fresques de Giovannetti. « *Il est essentiel*, notait M. François Enaud, inspecteur principal des Monuments historiques, *d'y interdire les condensations, les brusques changements de température et les variations hygrométriques qui sont de nature à compromettre l'effort de sauvegarde accompli* » (1). Vœu pieux ! Et l'on couvre d'injures les militaires de l'autre siècle qui, comme ils l'eussent fait d'une place forte conquise, occupaient l'infortuné palais ! L'occupation actuelle, pour culturelle qu'elle soit, ne vaut guère mieux.

Oui, c'est dans la France entière et dans le monde entier que les ensembles monumentaux les plus touchants ou les plus prestigieux sont livrés aux poisons et aux délices de l'« animation » culturelle. Le Forum romain et les pentes du Palatin ne sont-ils pas, eux aussi, défigurés par des gradins de fortune, par des accessoires lumineux et sonores qui offensent à la majesté de ces lieux incomparables ? Et n'en va-t-il pas de même dans les ruines des Thermes de Caracalla où, fougueusement, les ténors italiens se prodiguent ? Plus loin encore, au creuset même de l'ancienne civilisation européenne, il n'est pas jusqu'au Parthénon qui ne souffre du surcroît de calories, né des spectacles « Son et Lumière » que la Grèce importe de France : n'est-il pas exposé à la formidable chaleur électrique qui est, ici, dispensée contre toute raison ? Le gouvernement d'Athènes envisage de mettre fin à ces jeux de bateleurs, qui ajoutent aux menaces que la civilisation des loisirs

(1) Les Fresques du palais des Papes d'Avignon, in les Monuments historiques de la France, nos 2-3, avril-septembre 1971.

L'ordonnance de l'admirable Cour Carrée du Louvre est masquée par les décors des festivités, pendant les mois touristiques.

l'« inversion de l'art ». Ma foi ! si elles bafouillaient beaucoup, elles ne mentaient pas à tout coup...

Vieilles pierres ! Vieilles vedettes essoufflées et hors d'âge, fardées et maquillées à outrance, retapées, replâtrées, restaurées, rajeunies suivant les derniers canons de la mode et les plus miraculeuses recettes de la chirurgie esthétique ! On préfère ne pas les exhiber à la trop franche lumière du jour — vieux oiseaux de nuit à la voix éraillée qu'arrivent seuls à éclaircir les sacrés microphones, et dont les rides s'estompent sous les feux croisés de la rampe. A la réalité, ce temps préfère l'illusion. C'est, par le canal de l'audio-visuel, la métamorphose des dieux.

L'affaire ne date pas de l'année écoulée. Se souvient-on de l'himalaya de gradins que l'on osait dresser sur la quasi-totalité du parvis Notre-Dame, face à la cathédrale, au pied de laquelle se déroulait le *Vray mystère de la Passion* du bon Arnould Gréban ? Le réaménagement partiel du parvis et l'établissement d'une crypte archéologique (encore inaccessible au public...), qui voisine avec un parc à voitures souterrain, ont mis fin à cette aberration. Au désolant océan de bitume qui nous avait été légué par le baron Haussmann, a succédé une place plus humaine, dotée de discrets emmarchements, accompagnés d'un peu de verdure : tout naturellement, cette fois, et sans faconde socio-culturelle, elle devient un « espace festif », voire « ludique ». Qui songeait, naguère, à séjourner en ces lieux inhospitaliers, à y rêver, à y gratter de la guitare, à y danser sur les pas de la belle Esméralda ? L'« animation » — quelque peu anarchique, corollaire attendu — est venue toute seule, sans le concours des lois et décrets de la culture transcendante et technologique. Si, bruyamment, on y « fait

fait peser sur un des trésors essentiels de l'autre civilisation. Voilà qui serait sagesse.

★★

Dramatisé-je à plaisir ? Rien de plus alarmant que la situation qui est désormais réservée, dans une totale confusion de valeurs, au patrimoine monumental qui nous a été légué par les siècles des siècles. Je viens de parler du Parthénon. Près de cinq millions de visiteurs assiègent chaque année l'Acropole. Aussi la décision vient-elle d'être prise d'interdire l'accès du temple aux touristes qui le foulaient et qui, ce faisant, l'altéraient. Mesure navrante, mesure indispensable. Sera-t-elle suffisante pour que lui soit laissée la vie ? Rien n'est moins sûr.

A Athènes comme dans le reste du monde, les experts s'interrogent. C'est que le Parthénon est non seulement malade du tourisme, mais de la technologie. Le temple vieillit — d'une façon que l'on peut dire naturelle, due

tous les périls possibles et imaginables — inimaginables et impossibles au siècle de Périclès et qui l'étaient encore avant-hier.

Du fait des progrès de l'aviation supersonique, le drame ne fait que commencer. On en observe les effets dans la France entière. Des dommages évidents — mille à deux mille chaque année — ont été recensés : éclatement ou « bombage » de vitraux aux cathédrales de Troyes, de Strasbourg et du Mans, effondrement d'une des tours du château de Fénélon, dégâts constatés dans les peintures murales du château d'Oiron et, surtout, dans trois des travées de la nef de la basilique de Vézelay, qui ont dû être étayées, confortées, restaurées. C'est ce que soulignait M. Michel Parent, inspecteur principal des Monuments historiques, au cours d'une étude qui ne peut pas ne pas faire trembler (2).

L'auteur citait l'effarante réflexion des ingénieurs et des militaires qui prient courtoisement MM. les architectes des Monuments historiques « d'adapter (leurs) édifices au bang » — « comme sont censés s'adapter les humains ». En foi de quoi, un super Viollet-le-Duc devrait remettre à l'état de neuf tous les grands et petits témoins de l'ancienne France, programme de restauration cosmique qui peut seul avoir germé dans le cerveau d'un ingénieur atomiste ou d'un militaire intersidéral...

L'outrecuidance des technologues est sans limites. Face aux dégâts qui sont constatés par le secrétariat d'Etat à la Culture, le ministère des Armées met tout bonnement en cause la vétusté des monuments. Jolie lapalissade ! C'est également à Monsieur de La Palisse que l'inspecteur Michel Parent, mué en instituteur pour classes enfantines, est contraint d'avoir recours de façon à tenter de se faire comprendre de ses naïfs et superbes adversaires : « Puisqu'il est classé, dit-il, le monument est ancien ; puisqu'il est ancien, il est vétuste ». Et il ajoute : « La durabilité de l'édifice est une incongruité dans le monde du changement et du provisoire ; sa subtilité formelle une autre incongruité dans ce royaume non moins passager de l'angle droit ». On ne peut mieux dénoncer ce que l'auteur se permet d'appeler « notre très éphémère civilisation industrielle » — réflexion qui, sacrilège majeur ! frise l'obscurantisme et le passéisme. « Quelques minutes gagnées sur un vol transatlantique, écrit-il encore, n'est qu'un gadget dont le prix est à fixer. (...) Se pourrait-il (...) que la culture devienne à son tour un gadget entre les gadgets, dont la caractéristique est qu'on s'en déprend aussi vite qu'on s'en est épris, et qu'on le brise avec la même désinvolture qu'on en use ? »

Le Louvre, Notre-Dame, Vézelay, le Forum romain, le Parthénon d'Athènes, sans oublier Venise : vieilles babioles, destinées à amuser un peu les foules...

★★

Capitale culturelle, métropole touristique, ville-musée entre toutes, Venise ne peut, ne veut pourtant plus vivre au seul crochet des musées. Aussi s'acharne-t-elle à s'intégrer à la civilisation technologique. Si Venise se meurt depuis longtemps déjà, c'est surtout le siècle

Le Parthénon est non seulement malade des spectacles « Son et Lumière » mais de la technologie.

à son âge comme aux conditions atmosphériques et à sa situation géographique au sommet d'un rocher qui se fissure en provoquant le lent affaissement des édifices qui le surmontent et le chargent. Ce n'est pas tout, on s'en doute. Il y a les fumées industrielles de la ville. Il y a celles du Pirée, qui recouvrent Athènes en la polluant. Il y a la trépidation permanente de la circulation automobile. Il y a le passage des avions à réaction. Il y a les mille et une « nuisances » fondamentales de l'univers contemporain, qui soumettent l'Acropole à

(2) Effets des vols supersoniques, in les Monuments historiques de la France, n° 1, janvier-mars 1968.

en langage officiel, recoupe et confirme les miens propos. Le démon des « nuisances » est le produit de la technologie. Il est éminemment prolifique. Un de ses enfants est né de la copulation contre nature de la culture et de la technique. C'est l'enfant du siècle et c'est un monstre.

Pour sauver Venise, faudrait-il donc la désertier ? Il est vrai que pour épargner les peintures pariétales de Lascaux, les autorités françaises ont été amenées à limiter prudemment la visite de la grotte à quelques rares privilégiés. Le « tourisme de masse » la tuait par sa seule présence. Nous tuons, de toutes les manières, Venise. On est allé jusqu'à envisager de confectionner, à l'usage du grand public, un faux Lascaux non loin du vrai. Dressera-t-on une fausse Venise, plus touristique que la première, sur quelques autres îlots de la lagune ? Et verra-t-on pousser, sur quelque colline grecque, un faux Parthénon, librement accessible aux touristes des deux mondes ?

Je n'ai pas envie de rire. Et durant les dernières vacances d'été, je n'ai pas ri du tout en apprenant qu'un archéologue italien avait été chargé, par le gouvernement irakien, de reconstruire Babylone... (3). Un produit de l'or noir. Un phénoménal *gadget*, dont on fera, bien sûr, un « centre d'animation culturelle » — en quelque sorte, le festival des festivals. De la fausse Babylone, remise, comme un beau jouet, en état de marche, procéderont peut-être un faux Parthénon, une fausse Venise. Sur ces trompe-l'œil, les « nuisances » seront, cette fois, sans conséquences. L'« animation » y régnera sans partage — et sans dommages pour l'art, qui sera le grand absent de ces opérations, conduites au nom des techniques de pointe de la restauration intégrale... Comme disent les bonnes gens, on croit rêver. Mais, cette fois, le rêve tourne au cauchemar.

On n'arrête pas le progrès : telle est la consigne des temps que nous sommes contraints de vivre. Chaque jour, un grand marchandage se livre entre la culture et la technologie. M. Michel Parent voudrait, pour sa part, que l'on intégrât l'une à l'autre, au plus grand bénéfice de l'une et de l'autre. Je voudrais bien, moi aussi, que ce dessein généreux fût réalisable. Jusqu'à présent, l'échec est à peu près total, en dépit des valeureux efforts de ceux qui, du côté de la culture, s'appliquent à tracer une telle voie après avoir aimablement flatté leurs adversaires impératifs et toujours triomphants. Le « dialogue » est inégal. Acceptons-le, certes, faute de mieux — à condition de ne pas partir, d'avance, vaincus et prêts à être convaincus par la partie adverse qui, devant nos armes toujours émoussées, n'a même pas à fourbir les siennes, qui sont toujours acérées.

« Rien n'arrêtera plus la machine à tuer, disait Bernanos, son pas fait déjà trembler la terre. Le monde ne nous comprend plus, voilà le malheur » (4). Arrêtons-nous à nous faire comprendre ? Arrêtons-nous la machine à ravager ? Voilà le drame.

Yvan CHRIST ■

Venise, menacée par les nuisances technologiques, est-elle condamnée à une mort lente ?

présent, par ses énormes aménagements industriels — la zone de Marghera et son port pétrolier — qui lui donnera le coup de grâce. *Italia farà da sé*. En l'occurrence, ce que la chère Italie fait pour Venise, elle le fait mal. Sur les ailes de l'Unesco, l'univers entier s'était mis à voler pour sauver Venise contre elle-même et contre ses légitimes tuteurs. En novembre 1974, son comité consultatif, présidé par M. René Huyghe, a, une fois de plus, renouvelé ses « recommandations » au gouvernement italien. Seront-elles écoutées ? Une nouvelle quête sera faite. Sera-ce encore un marché de dupes ? En serons-nous encore pour nos frais ?

En 1969, la bataille pour Venise atteignait son point culminant. Chacun d'entre nous, n'écoulant que son bon cœur et ne rêvant plus que lagunes, gondoles et barcarolles, se sacrifiait pour que la ville des noces ne mourût pas trop vite ou qu'elle eût une mort plus douce et moins ambiguë. Alors, à l'appel du Conseil de l'Europe se tenait, à Bruxelles, la conférence des ministres responsables du patrimoine immobilier. Le titulaire espagnol du portefeuille de l'Education et de la Science, tint, à cette occasion, des propos tout simples, aussi lucides que pessimistes. Ils sont restés sans écho ou ils ont été vite oubliés : « Dans le moment historique actuel (les) valeurs culturelles subissent une forte offensive, du fait du développement économique et de l'expansion démographique, y compris, paradoxalement, le développement du tourisme de masse ». Voilà qui,

(3) Cf. Rolf Lemoine, Babylone, comme la voyait Hérode..., in le Figaro, 9 juillet 1975.

(4) La Grande peur des Bien-Pensants, Grasset, Paris, 1931.

Une presse nouvelle

par Claude Bellanger

Nous présentons ci-dessous à nos lecteurs quelques pages extraites du cinquième volume de « l'Histoire générale de la Presse française » (1958 à nos jours), édité par les Presses Universitaires de France.

Cette « Histoire générale de la presse française », qui comporte cinq tomes, part des origines pour se termi-

SUR la lancée de Mai 1968. — Il me semble particulièrement intéressant de s'arrêter sur la soudaine abondance de périodiques au ton violent surgis sur la lancée de Mai 1968, car il y a là, à n'en pas douter, un phénomène très caractéristique de ce temps.

On peut parler effectivement d'une véritable floraison de feuilles nées à la suite de Mai 1968. *Le Monde* a employé le terme de « presse d'exaspération ». C'est une presse « libre », « marginale » et souvent « souterraine », ou, selon l'expression de J.-M. Geng, « des journaux pour lutter », dans lesquels, en tout cas, « l'événement n'est plus subi ». Le phénomène n'est d'ailleurs pas propre à notre pays et, pour ne citer que cet exemple, il a pris une ampleur assez grande aux Etats-Unis, soit sous le titre d'*underground press*, soit se développant, en allant jusqu'à apparaître comme une forme d'*alternative press*. Cette « autre presse » a pris ainsi sa place, sinon son visage définitif. Essentiellement, disons que cette « nouvelle presse », comme elle se présente elle-même, exprime, d'une façon générale, des courants révolutionnaires d'extrême-gauche, encore que ces courants se rattachent à des idéologies très diverses.

D'abord, des titres de 1968 ont subsisté, tels que *les Cahiers de Mai*, *Rouge* (1), ou *Action*. D'autres sont venus s'y ajouter : *l'Idiot international* et *Vive la Révolution* en novembre 1969. *Tout !* (manchette : *Ce que nous voulons : tout*), en septembre 1970, *l'Idiot Liberté*, en octobre 1970... Mais vouloir les nommer tous serait aussi difficile que d'entreprendre de les classer. Pour avoir cité quelques-uns des organes de cette « presse sauvage », *le Monde* s'est attiré une réplique signée conjointement par les responsables de : *Actuel*, *le Cri du Peuple*, *le Parapluie*, *l'Idiot international*, *la Veuve*

(1) *Rouge* changera simplement son sous-titre « hebdomadaire de la Ligue communiste » en « hebdomadaire d'action communiste » lorsque la Ligue communiste d'Alain Krivine sera dissoute en juin 1973. Et c'est sous cette même étiquette qu'il se transformera, un temps, en quotidien, lors de la campagne électorale présidentielle de mai 1974 à laquelle Alain Krivine participe comme candidat.

ner à la période contemporaine et s'inscrit donc dans l'histoire politique et sociale de la France. Elle est publiée sous la direction de Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Terrou.

Elle constitue une entreprise unique en son genre et un instrument de travail indispensable, si l'on veut comprendre les problèmes de la presse.

joyeuse ; nous en détachons au moins ces lignes : « *Le Monde* s'est obnubilé sur quelques supports ; il eût été préférable d'informer sur le bouillonnement social et la révolte qu'il révèle — et l'extraordinaire multiplication des feuilles libres... ». Et en conclusion : « La presse bourgeoise bave sur les pavés sauvages ».

De nombreux courants. — En fait, les tracts et les affiches de Mai 1968 ont été l'occasion d'une « prise de parole » qui ne s'est plus arrêtée. « A l'origine, écrit Jean-Pierre Barou (2), la presse révolutionnaire a été conçue et animée par de jeunes intellectuels, pour un bon nombre issus de l'Union des Etudiants communistes, du temps où ceux-ci introduisaient en France les thèses de Togliatti. » La rupture avec le P.C. est venue ensuite. « C'est devenu un cliché que d'attaquer le quotidien du Parti communiste français, écrit le même auteur. On le sait, ce journal est tenu par des révisionnistes, des bureaucrates, des dirigeants qui ont failli à leurs devoirs vis-à-vis de la classe ouvrière. » Des critiques parallèles s'adressent à l'égard de publications qui avaient été proches du P.S.U. : « La presse démocratique, l'ancienne, avec le *Nouvel Observateur* à sa tête, a renié ses origines. *L'Observateur* n'est plus nouveau. Il a trop fait la part des choses (...) puisqu'il a voulu conquérir un public qui lisait la presse bourgeoise. » Un des objectifs de cette presse, à travers toutes ses tendances, est ainsi la remise en cause de ce qui est l'ordre présent. La rupture se veut totale. On peut seulement distinguer entre les « gauchistes légaux » que sont, d'une façon générale, les trotskystes, et les « maos » de la gauche révolutionnaire, prêts à l'action violente sous le signe d'une « nouvelle résistance ». La classification retenue par *le Monde* distingue : 1. Le courant anarchiste, avec des publications comme *La Rue*, *Le Monde libertaire*, *La Révolution*

(2) Jean-Pierre Barou, *Luttes actuelles. De la liberté de la presse à la presse de la liberté*, Bruxelles, Editions La Taupe, 1970. Au dos de la couverture, on lit ces lignes : « Le pouvoir ne tolère plus que lui ou son ombre : les bureaucrates du Parti communiste français. Tant mieux. Puisque la liberté de la presse est un vain mot, choisissons la presse de la liberté ».

prolétarienne, *Internationale situationniste* ou *Spartacus*; 2. Le courant trotskyste, qui comporte traditionnellement, *La Vérité*, organe de l'Organisation trotskyste, ainsi que, notamment, *Rouge*, « hebdomadaire d'action communiste », édité par la Ligue communiste qu'anime Alain Krivine, *Lutte ouvrière*, *Lutte communiste*; 3. Le courant maoïste, avec *La Cause du Peuple*, éditée par la gauche prolétarienne d'Alain Geismar et Jean-Pierre Le Dantec, ou *Vive la Révolution*, « journal marxiste-léniniste-maoïste »; 4. Les groupes oppositionnels au P.C.F. avec, essentiellement, *Unir-Débat pour le socialisme* de Charles Tillon et du Prof. Marcel Prenant; 5. Autres mouvements et publications : *Les Cahiers de mai*, *Que faire*, « cahiers du Centre d'études et d'initiative révolutionnaire » créés en février 1970, *Barricades*, *Le Paria*, *L'Idiot international*.

Politique-Hebdo. — *Politique-Hebdo* tient une place à part. Nous avons noté que le Parti communiste devait combattre ses « rebelles » et cité *Politique aujourd'hui*. Paul Noirot, rédacteur en chef de cette publication, exclu du P.C. en mai 1969, allait, en octobre 1970, lancer *Politique-Hebdo* à partir de 4.000 souscripteurs qualifiés de « lecteurs-actionnaires ». Le tirage du premier numéro était de 160.000 exemplaires; la diffusion se stabilisera ensuite à 35.000. C'est une véritable revue de lecture politique. « Quelque chose change dans la presse », proclament des placards victorieux. « Ce qui est nouveau, répondent les communistes orthodoxes, c'est l'ampleur des moyens mis en œuvre, la conjonction des forces hostiles au Parti, le désir de profiter d'une situation complexe; mais l'expérience prouve que cette entreprise ne peut aller très loin. » Effectivement, quelques mois plus tard, une souscription est lancée pour sauver *Politique-Hebdo* et, événement rare, des confrères de la « grande presse » offrent gratuitement des pages de publicité pour populariser l'appel... Le résultat est la réputation en novembre 1971, avec l'espoir — « tandis que la presse de la Nouvelle Société s'effondre sans bruit » — d'« être différent » et de toucher « un nouveau public ». Il faudra recommencer les appels dans l'été 1973... Dans l'intervalle, pour défendre « la presse et la liberté », *Politique-Hebdo* s'était lancé dans une « incroyable bataille », en lançant un hebdomadaire — un brûlot — consacré aux problèmes de l'information, *Le Point*, qui n'en dura pas moins de février 1972 à septembre 1973. C'était une gageure. Tel qu'il est, *Politique-Hebdo* force assurément l'attention. Mais est-il couvert par la définition qu'entend en donner l'un de ses amis, « un contre-journal en voie d'inventer l'anti-journal » ? (3).

L'Idiot international. — *L'Idiot international* — sans insister sur son appellation volontairement provocante — requiert également l'attention. Lancé en décembre 1969 à la fois en France et en Angleterre par un jeune écrivain, Jean-Edern Hallier, il innovait dans le ton comme dans la forme. « Ce journal n'est pas un journal

de journalistes (...). Un autre temps se prépare, il a besoin d'une autre presse. Elle s'invente. Inventez-la avec nous. La marche se prouve en marchant. Dès le premier numéro, un encartage offrait de surcroît au lecteur un « livre-journal ». Des publicités de lancement attiraient en même temps l'attention... La diffusion fut de la sorte bientôt une des plus fortes de toute cette forme de presse : 50 à 60.000 exemplaires pour la France seule, selon les chiffres connus. C'est *L'Idiot international* qui, en décembre 1970, a fait paraître *L'Idiot Liberté*, afin de porter le combat révolutionnaire « sur le front culturel ». Bien entendu, les ripostes ne manquent pas. Elles ne sont pas seulement policières ou sous la forme d'amendes. « *L'Idiot international* n'est pas international », écrira *Rouge*, un jour de complet désaccord. Ou bien, à la suite d'une page d'annonce achetée par *L'Idiot international* dans le *Monde* (et qui fait quelque bruit !), c'est *l'Humanité* qui s'en prend au quotidien du soir en le qualifiant d'« agent publicitaire du gauchisme » au bénéfice d'un « idiot qui n'est pas fou ». Les formules de Jean-Edern Hallier sont de ce style : « On veut nous enchaîner, déchainons-nous ! ». « On veut interdire *L'Idiot*, interdisons *L'Aurore*, *Minute* et tous les journaux fascistes ». La menace s'accompagne d'un plan d'« investissement » des rédactions « bourgeoises » par de jeunes journalistes militants, ainsi que par la création d'une « carte de la nouvelle presse » et l'annonce de la création d'un « centre de contre-information » (4).

Succédant à *L'Idiot international*, qui demeure en sous-titre, *Tempêtes* va naître bientôt, en novembre 1972. Nous y relèverons l'insertion, en quatre pages grand format, d'une feuille intitulée *L'Insaisissable*, qui est une anthologie de la censure telle que la commentent ou la subissent divers organes de la presse écrite ou parlée, le cinéma ou l'édition.

Des fonds privés. — Il faut assurément des ressources pour une telle action. « ... Si nous avons trouvé un ou deux milliardaires se rendant compte qu'il n'est plus possible d'être bourgeois et heureux en même temps, tant mieux pour nous », avait-on lu dans le « manifeste de *L'Idiot international-Liberté* ». Et ceci faisait écho à ce commentaire du *Monde* : « Le fait est que certains journaux de la « nouvelle presse » — au moins *L'Idiot international*, *Tout* et, pour partie, *Actuel* — n'auraient pas vu le jour ou ne survivaient pas sans les fonds dus à la complaisance de parents fortunés, appartenant à la haute bourgeoisie. » Quelle que soit l'origine, l'argent n'empêche pas les équipes rédactionnelles de se proclamer indépendantes. Presque tous ces journaux affirment

(4) Des incidents témoignent de l'attaque menée par la « presse nouvelle » contre les journaux : violentes prises à partie du Dauphiné libéré, avec voies de fait contre des collaborateurs du journal, grève de la faim d'étudiants gauchistes à Poitiers pour obtenir la publication par Centre-Presse d'un communiqué. « Nous nous sommes battus pour que la presse soit libre; nous nous battons encore, s'il le faut, d'où que viennent les attaques, pour qu'elle le demeure », répond le Dauphiné libéré en mars 1971. Une association « Interpeller la presse » s'est depuis créée à Grenoble et cette initiative tendant à grouper « les usagers de l'information locale » trouve en 1972 son écho à Rouen, à l'occasion de la crise de Paris-Normandie, ainsi que dans le Nord, etc.

(3) J.M. Geng, La rubrique « P.H. en question », dans les numéros de *Politique Hebdo* même en mars-avril 1974 montre les problèmes posés, à l'égard du lecteur, par une telle formule. « Vos articles sont trop longs et sont tristes », écrit l'un, « P.H. est trop journalistique », écrit l'autre. Mais comment faire un journal « collectif » et « spontané » ?

qu'ils se veulent l'œuvre de tous. Par exemple, *Le Cri du Peuple* qui n'hésite pas à se référer à son « fondateur » : Jules Vallès, 1871 (nous avons déjà vu *La Rue* un peu plus haut !), s'il a un « Comité de fabrication », rappelle qu'il « n'appartient à personne : ni financier, ni rédacteur en chef ». *Le Point* va plus loin : « Cette équipe se compose de jeunes camarades (étudiants, anciens étudiants et jeunes travailleurs) qui, tous, ont décidé d'entreprendre ce journal en travail collectif. Ainsi chacun, en plus du travail rédactionnel, participe obligatoirement aux différentes tâches de production (administration, abonnements, vente, etc.), de manière à ne laisser se constituer aucun groupe de rédacteurs qui dirigerait le journal sans l'avis de ceux qui le réalisent techniquement et qui en sont les militants de base. »

J.-P. Sartre et Simone de Beauvoir. — Bien que, dans la plupart des cas, elle soit vendue dans les kiosques, saïsiées, interpellations de vendeurs, inculpations de directeurs de journaux ou d'imprimeurs, etc., jalonnent l'existence de cette presse. La revue *Tricontinentale*, de l'éditeur François Maspero, est un exemple de ces poursuites répétées. Ainsi a-t-on vu Jean-Paul Sartre devenir directeur de la publication — et le « rempart légal » — de *La Cause du Peuple*, puis, après la fusion de mai 1971, de *La Cause du Peuple* — *J'accuse*, de *Tout !*, voire de *Révolution* (« Jean-Paul Sartre devient peu à peu le lord Beaverbrook de la presse révolutionnaire », se moque André Frossard). Simone de Beauvoir n'est pas en reste et accepte, au moins durant quelques mois, avant qu'un enseignant, Etienne Bolo, prenne la relève, de couvrir de son nom *L'Idiot international* ; elle préside d'autre part l'Association des Amis de *La Cause du Peuple*. Jean-Paul Sartre et Maurice Clavel co-gèrent, enfin, l'« Agence de Presse Libération », constituée « à l'initiative d'un collectif de journalistes appartenant à la presse révolutionnaire comme à la presse traditionnelle ».

Libération. — Appuyé, précisément, sur cette Agence A.P.L. et, bientôt, sur une nouvelle agence photographique « Fotolib », un nouveau quotidien du matin va, en mai 1973, compléter l'action ainsi engagée. Jean-Paul Sartre et ses amis s'engagent, en effet, dans une bataille pour « un nouveau journalisme ». Interrogé à « Radioscopie » par Jacques Chancel sur le nouveau *Libération*, J.-P. Sartre répond qu'il s'agira d'un journal fait par le peuple et pour le peuple. « D'où viendra l'argent ? — Du peuple, répond Sartre. — D'où viendront les informations, les articles ? — Du peuple, à travers des « Comités Libération » qui collationneront les nouvelles. — Quel sera son nom, son style ? — Celui du peuple. » De fait, *Libération*, lorsqu'il prend effectivement un rythme de parution quotidienne, annonce : « La France d'en bas, celle des grands ensembles, des champs et des usines, celle du métro et des tramways, prend la parole. » Quelle que soit, au regard de l'ambition, la réussite, c'est un événement. C'est un événement aussi, dont la portée est loin d'être négligeable dans un public de « gauche », lorsque *Libération* — faisant écho au *Quotidien de Paris* qui, quelque temps auparavant avait ouvert ses colonnes à l'équipe socialiste de Paul Rego chassée à Lisbonne de son quotidien *Republica* — donne pour sa part la

parole, en août 1975, à « l'opposition socialiste tchécoslovaque » et au « *J'accuse* » d'Alexandre Dubcek, sous le titre du journal *Listy*.

L'exemple de *Libération*, en tout cas, suscite la naissance d'autres quotidiens. Ainsi, en septembre 1975 : *L'Humanité rouge*, où s'expriment des « communistes marxistes-léninistes », *Le Quotidien du Peuple*, « journal communiste révolutionnaire » qui, opposé au « révisionnisme du P.C.F. », est financé par une souscription de *Front rouge*. De même, l'hebdomadaire *Rouge* recueille alors des fonds pour le lancement d'un quotidien qui prendrait sa place : *Le Quotidien rouge*.

« Le pouvoir de la presse révolutionnaire est au bout de l'imagination », avait annoncé Jean-Edern Halier ; c'était faire immédiatement écho à la phrase publiée sous l'égide de Jean-Paul Sartre : « Le pouvoir est au bout du fusil. »

La « Freep ». — Le fusil n'est en tout cas pas la seule arme dans ce bouillonnement tantôt précheur ou vengeur (5), tantôt délirant ou puéril. La « Freep » (de *Free press*, la presse libre) ou la presse *underground*, s'est même réunie en une sorte de congrès dans un pavillon de Baltard, aux anciennes Halles de Paris, en juillet 1971. On y a entendu des phrases comme celles-ci, de la part de jeunes, voire de très jeunes, de 13 à 19 ans : « On se met à trois ou quatre, on fait un truc qui ne ressemble à rien avec des taches et des dessins, genre Wolinski ou Crumb. On tire à 500. Et puis, on améliore. Quand on a commencé, on n'a plus envie de s'arrêter. » Ou bien : « On y verra plus clair quand cinquante millions de Français feront cinquante millions de journaux. Ça les obligera à penser par eux-mêmes... ». Parmi les titres représentés cette année-là ou aux journées de l'année suivante organisées par l'Association Lab'Art : *Guili-Guili*, *L'Egout*, *Le Torchon brûle*, *La Botte*, *Le Béni oui-oui*, *Grève Salope*, *L'Antimerde*, *Le Partageux*, *Rien*, *Vroutsch*, *Geronanymy*, *Parapluie*, *Le Tamanoir*, *J'éjacule*, *La Cigarette verte*, *Trépan*...

Chez les lycéens... — C'est un tourbillon... (6). Il y a déjà de tels journaux chez les lycéens et l'on peut citer : *Cancrelas*, au lycée Saint-Louis ; *Ralbol*, à Saint-Maur ; *Le Troisième œil*, à Vannes, etc. Ici, le ton est nettement politique, ce qui n'a pas empêché la Jeunesse étudiante chrétienne d'adopter, au moins pour les illustrations, une formule un peu semblable pour son action, précisément, auprès des lycéens, avec un périodique intitulé : *Aristide*. Ailleurs, l'inspiration est « poétique, surréalo-fantastique, satirique, néo-anarchiste, antimilitariste, antisindicalis-

(5) Françoise Giroud écrit : « *La Cause du Peuple*, c'est quelque chose comme le journal de l'Armée du Salut, où la parole de Mao remplace celle du Seigneur et où on vous le dit en vérité ce sont les pauvres qui s'assièront à la place du patron dès qu'on aura crevé tous les bourgeois. Ce qui ne saurait tarder (...). Tout cela est écrit en 1970, à Paris, par des intellectuels qui croient à la mort de Dieu et qui s'expriment comme des moines de l'Inquisition dans un procès de sorcellerie... », *L'Express*, 1^{er} juin 1970.

(6) On lira avec intérêt *La presse sauvage*, par André Rimailho, in *La Presse et les sciences de l'information, Travaux de l'Université de Toulouse-Le Mirail*, t. I, 1973. On note que l'auteur, pour 300 titres recensés, évalue qu'il faut compter environ 600.000 lecteurs.

te », ainsi que la définit *Le Quetton*, « l'un des premiers du genre », né à Cherbourg en 1967. Il en surgit en tout cas de toutes parts : *Gertrude*, à Strasbourg ; *L'Intox*, à Nancy ; *Le Bol chaud*, à Amiens ; *Bof*, à Metz ; *Le Foutoir*, à Bordeaux ; *Chti qui bulle*, à Tourcoing ; *Héliotrope*, à Laon ; *Crampe*, à Joinville-le-Pont ; *La Gangrène*, à Limoges ; *J'en ai marre*, à Lyon, etc.

Dans l'armée. — Une certaine agitation dans les unités militaires est, par ailleurs, entretenue par des feuilles qu'éditent parfois des « comités de soutien » extérieurs, voire auprès des garnisons françaises en République fédérale allemande, des comités allemands dont on devine bien qu'ils n'agissent pas spontanément. *Arrête ton char* se présente comme « le journal du Comité de soldats de la garnison de Kaiserslautern », *Spirate-rouge* est édité à Spire, ou *Les Bœufs voient rouge*, à Landau, G.V.M. *Facher* à Tübingen. En France même : *Soldats en lutte*, à la base aérienne de Cazaux, *Le Sapeur majeur* à Versailles, parmi de nombreux autres.

Les fanzines. — Indépendamment de la *Presse Freak* — « le *Freak* a pris la relève du beatnik, du hippie et du gauchiste... termes usés et récupérés par la culture dominante » —, les « fanzines » ont pris de leur côté un développement extraordinaire. Issu de « fan » (fanatique) et de magazine, le mot couvre les périodiques d'amateurs, quels qu'ils soient. Les fanzines de science-fiction sont sans doute les plus anciens, et *Le Petit Silence illustré* ou *Cellules grises* ont commencé dès 1955, *Ailleurs* en 1956, *Le Marché aux puces fantastique*, *Canope* ou *Supernova* en 1969. Il existe également de très nombreux fanzines de bandes dessinées, comme *Falatoff*, *Goulvenn* (7) et bien d'autres, auprès de qui *L'Echo des Savanes*, trimestriel, est une véritable revue avec la collaboration de dessinateurs connus, tels Gotlib, Claire Bretécher, Mandryka.

Actuel et Zinc. — *Actuel*, avec des textes qui se veulent représentatifs d'une « nouvelle culture » et 48 pages de bandes dessinées, ou *Zinc*, qui est aussi un « mensuel de bandes dessinées » sous la devise : « Très beau pas cher », sont d'une autre nature ; politique et liberté sexuelle y voisinent volontiers (8).

On voit l'extrême diversité de ces journaux. Parfois, leur diffusion ne dépasse pas les frontières d'un cercle étroit. Parfois aussi, les Messageries de la Presse Parisienne les mettent en vente. Il est fréquent que des « revues de presse » ou des placards de publicité « confraternelle » y recommandent des publications amies. Un élément de leur rayonnement se trouve, souvent, dans les petites annonces assez particulières qu'elles recèlent, messages de caractère marginal ou appels au secours. Il existe également des librairies spécialisées qui permettent bien des découvertes. Quant aux procédés

techniques utilisés, ils vont de toutes les formes de la reprographie à l'offset, plus fréquemment employé que la typographie (9).

Saltimbanque. — Certaines publications ont, il est vrai, carrément débouché sur le grand public. La multiplication de ce qui est « en marge », dans le domaine du spectacle aussi a ainsi suscité la publication d'une revue hebdomadaire de programmes : *Saltimbanque*... Et puis, les problèmes de la pollution ont incité à la sortie de publications « écologiques », soit volontiers violentes comme *Le Courpatier*, soit d'inspiration humanitaire et généreuse, comme, à partir de novembre 1972, *La Gueule ouverte*, « le journal qui annonce la fin du monde » (10). Le fondateur de ce dernier périodique, Fournier, étant mort, ce sont les Editions du Square, dirigées par Georges Bernier, qui devaient reprendre le titre ; avec celles-ci nous en arrivons aux mensuels *Charlie* et *Hara-Kiri*, ainsi qu'à *Charlie Hebdo*, qui forment un « groupe de presse », pour le moins original.

Charlie Hebdo a pris la suite de *Hara-Kiri-Hebdo*, après les mesures d'interdiction édictées à l'encontre de ce titre qui se voulait « bête et méchant ». Et les chroniques de Cavanna, Delteil de Ton ou du Prof. Choron, désormais, y connaissent autant de succès que les dessins de Wolinski, Cabu, Gédé, Reiser ou Willen. Il y a maintenant un « ton » *Charlie Hebdo*, une nouvelle manière de bousculer les idées reçues.

L'arme du dessin. — Le dessin a toujours été l'une des armes politiques les plus efficaces. Il apparaît ici en particulier, ainsi que nous l'avons vu dans « la presse sauvage », comme l'une des armes essentielles de la contestation, qui est révolte ou désir de « changer la vie ». Auprès de Moisan ou de Jean Effel qui ont eux-mêmes, avec Jacques Faizant, Tim, Piem, Sempé ou Pinatell, succédé à H.-P. Gassier ou Sennep, la violence de Wolinski et de ceux que nous venons de citer auprès de lui éclate soudain. Et cela est aussi, en matière de presse, un trait de notre époque (11).

Claude BELLANGER ■

(9) André Rimalho n'hésite pas à évoquer, comme résultat de « l'expérience de la presse sauvage », les possibilités ouvertes par l'équipement léger qui suffit à cette forme de presse. Des éditions locales pourraient être tirées très rapidement, prenant avantage sur un concurrent « rédigé la veille, sinon l'avant-veille, imprimé à 9 heures du soir, et qu'ont déjà vieilli tous les bulletins de l'information radio-télévisée ».

(10) A son tour, Le Nouvel Observateur lancera en avril 1973 un mensuel d'écologie : *Le Sauvage*, ce qui fera écrire à Rouge : « Une pincée de retour à la nature, deux doigts de Ralph Nader (...), trois gouttes « d'utopie » bien sage, et le tour est joué : ça va faire un succès ! » (4 mars 1973). En octobre 1974, *Le Sauvage* devient trimestriel, tandis que *La Gueule ouverte* adopte la parution hebdomadaire.

(11) *Satirix*, qui porte en exergue « La revue que l'on ne jette pas », consacre chacun de ses numéros, sous la direction de L. Grand Jouan, à un dessinateur et présente, ainsi une remarquable et vivante anthologie du dessin d'actualité. Après Sennep, Jean Effel, Moisan, Sino, on y a trouvé Vasquez de Sola, Puig Rosado, Cardon, Pino Zac, C. Serre ou — dans le souvenir de L'Assiette au beurre — Longuet... Malheureusement, la saisie du n° 23, en septembre 1973, pour « outrage aux bonnes mœurs », a interrompu la publication de *Satirix*, alors même que la relance devait être obtenue en février 1975 !

(7) « Le modeste fanzine a pour but de permettre l'expression par la bande dessinée à de jeunes amateurs », *Goulvenn*, n° 4, mai 1973.

(8) Le caractère inhabituel d'une publication comme *Actuel* est souligné lorsque le n° 58, d'octobre 1975, paraît sous le titre : *Actuel, c'est fini !* Jean-François Bizot y explique que ses amis et lui ne sont pas « des professeurs en underground » et qu'ils repartent « à la pêche aux idées neuves ».

Entretien de François Fejtö avec Régis Debray à propos de «L'indésirable»

LE premier roman de Régis Debray, ancien compagnon de Che Guevara, auteur de « Révolution dans la Révolution », « La critique des Armes », etc., était attendu avec beaucoup de curiosité.

Comment le prophète de la « lutte armée » réussira-t-il le passage de l'action à la fiction ? S'agira-t-il d'évasion ou de confession ? Or, les critiques que vient de susciter « L'Indésirable », qui a manqué de peu le prix Fémina, sont très partagées. Certains crient au chef-d'œuvre, d'autres, déçus, parlent d'échec. J'avoue que, pour ma part, j'ai trouvé le roman captivant, attachant par sa sincérité, par l'intelligence de son écriture et la subtilité de ses analyses qui font oublier quelques maladresses techniques dues à l'inexpérience du romancier débutant. Si je suis allé voir Debray — que je connais depuis longtemps (c'est à La Havane, au début de 1966, à l'occasion de la Conférence Tricontinentale, que je l'ai rencontré pour la première fois) — c'est d'ailleurs moins pour parler d'esthétique que plutôt des problèmes philosophiques et psychologiques qu'il pose dans son œuvre.

F.F. — Je sais que vous n'avez pas voulu écrire un roman autobiographique proprement dit. Votre héros, Frank, n'est pas français, il est suisse. Vous le décrivez, politiquement, comme un trotskyste, alors que vous ne l'avez jamais été. Vous êtes passé directement du communisme orthodoxe au castrisme. Le visage que vous prêtez à Frank n'est pas le vôtre. Son destin — il finit par mourir en combattant, encore que son dernier combat ait un aspect suicidaire — n'est pas le vôtre non plus. Et pourtant, vous lui ressemblez comme un frère. On reconnaît vos traits derrière le déguisement romanesque. Car Frank, comme vous, est un intellectuel en révolte contre sa famille, sa classe, contre son pays et qui choisit d'être un missionnaire de la révolution, il va en Amérique latine, au Venezuela, se met au service du mouvement clandestin, en connaît toutes les vicissitudes, assiste à la scission entre le P.C. et le mouvement de guérilla, enfin il commence à douter et il note dans son journal — n'est-ce pas le vôtre ? — ceci : « Aujourd'hui, un communiste qui n'a pas de doutes sur le communisme est un dangereux imbécile. Mais un com-

muniste qui doute ne prendra pas d'assaut un nid de mitrailleuses... Tout sacrifice exige que sa valeur soit absolue. L'ère des absolus s'est évanouie, celle des sacrifices et des holocaustes revient en force. » Voici le dilemme de Frank. C'est un dilemme de croyant, un dilemme quasi théologique. Frank (ou vous ?) le résout par une espèce de « credo quia absurdum », un saut dans l'absurde ; il appelle de ses vœux une « nouvelle race de militants : zélés et mécréants. Corps mystique, tête sceptique ». J'aimerais que vous me l'expliquiez, car j'avoue que pour moi le révolutionnaire agnostique c'est une vue d'esprit, c'est comme si vous parliez d'un fanatique sceptique, d'un cercle carré..

R.D. — Je dois dire d'abord que j'ai voulu écrire un roman-roman, non un message-confession, ni un roman-message, donc je ne m'identifie pas à mes personnages. Je laisse à Frank, comme aussi à Armando, communiste intégral, ou à Manuel, vieil anarchiste, la responsabilité de leurs raisonnements. Ceci dit, s'il y a une leçon, un message qui se dégage du roman, des réflexions de Frank — et je pourrais ajouter, de mon expérience, — alors c'est la fin du révolutionnaire professionnel. La fin des hommes pour lesquels la révolution a été une patrie. Ce type d'hommes a existé pendant longtemps : pensez aux grands agents du Komintern, à Borodine, à Fritz Neuman, à Fried... Aujourd'hui, ce n'est plus possible. Ce problème-là est au cœur de mon roman. Je pourrais l'appeler aussi : la pesanteur de l'histoire. L'erreur de Frank c'est qu'il a pensé se choisir, choisir son destin, — donc pouvoir aller n'importe où pour combattre, se sacrifier, mourir pour ce qu'il croyait être sa cause. Or, chaque individu est le résultat d'un passé global, collectif, il relève d'une culture, d'une nation qui est l'histoire faite nature. La découverte de Frank, c'est que la lutte des classes, la solidarité prolétarienne, etc., ne sont pas des concepts suffisants pour réduire les différences culturelles. Il se découvre étranger parmi ses camarades. Il se découvre européen. Or, un Européen qui s'exile, c'est une bombe qui est désamorcée !

F.F. — C'est l'oraison funèbre de l'internationalisme. L'une des choses qui m'ont frappé dans votre roman,

c'est la discordance entre sa conclusion théorique et sa conclusion pratique. Sa conclusion théorique, nous venons d'en parler, c'est que vous postulez le surgissement d'un nouveau type de militant révolutionnaire, démystifié, démystificateur. La conclusion pratique, c'est le combat-suicide, la mort de Frank... Cela me rappelle Werther qui se suicide, mais Goethe survit à sa crise de jeunesse et devient un créateur prométhéen.

R.D. — Il y a toujours une autre voie que le suicide... Ce que le débat interne de Frank symbolise, c'est qu'il n'y a plus d'accord entre la théorie révolutionnaire simple et la pratique révolutionnaire simple. C'est sans doute de 1956 qu'on peut dater la coupure, la brisure, d'un monde par essence religieux, d'adhésion totale, sans restrictions. Jusqu'alors, c'est seulement la droite qui a professé le pluralisme. Pour la gauche, la vérité était une. Elle se trouve aujourd'hui confrontée à une réalité plurielle, sans centre ni périphérie, sans haut ni bas. Les anciennes métropoles de la vérité, de la « ligne juste » ont eu un « coup de vieux », en tout cas un sérieux coup de relativisme... Or, cela dit, toute action est faite d'engagement absolu pour ceux qui la font. On ne meurt pas pour un relatif...

F.F. — Ce que vos dernières paroles révèlent, c'est que malgré les doutes et le relativisme, qui tourmentent votre héros (et peut-être vous-même), son raisonnement continue à se mouvoir sur un arrière-plan théologique, mystique. Car, justement, je ne pense pas que l'action politique ne puisse être fondée que sur un engagement total... Votre héros continue à identifier action politique et révolution ; il pense à « mourir pour l'absolu » ; or il s'agit plutôt de *vivre*, de *laisser vivre*, en renonçant à l'absolu. Frank rejette a priori le réformisme. Pourquoi ? Ne pensez-vous pas que cette sorte de réflexion, c'est-à-dire le rejet des vérités et des actions relatives, demande à être élucidée, psychanalysée ?

R.D. — Vous avez raison. Mais n'oubliez pas que la problématique de mon livre est plus morale que politique, plus individuelle que collective... Certes, je ne suis pas dupe quant aux applications idéologiques qu'on pourrait tirer de mon roman. On l'a qualifié de « roman du désespoir », de « roman de l'impasse ». Je crois qu'il serait plus juste de parler de roman d'aventure. Frank et ses compagnons sont des volontaires, ils sont plus proches de l'aventurier que du militant qui fait son chemin avec sa classe, son mouvement. Leur échec ne saurait donc être généralisé. Je souligne : Frank n'est pas Debray. Ou plutôt, il est un des possibles Debray. Il y a plusieurs Debray, comme il y a plusieurs Fejtő...

F.F. — Revenons à Frank l'aventurier. Son aventure, me semble-t-il, est à un double niveau. D'abord, il est étranger au milieu où il se rend pour exporter la révolution. Mais il est aussi et surtout un intellectuel européen de gauche qui pense — conformément à la tradition léniniste — que le prolétariat, en lui-même, ne secrète qu'une idéologie revendicative, « trade-unioniste » et que l'idée et la pratique révolutionnaires lui doivent être apportées de l'extérieur. Dans ce sens, les intellectuels vénézuéliens (ou boliviens) qui se sont retirés dans les

montagnes pour faire la guérilla, pour « mobiliser » les paysans, étaient non moins étrangers aux paysans, aux ouvriers du pays que Frank l'européen. Dans votre roman, lorsqu'il s'agit de choisir la forme du combat, Frank choisit Andrès, le guérillero, comme vous avez choisi Guevara...

R.D. — Vous me coincez avec cette identification. Ceci dit, si Frank choisit Andrès, je ne sais pas s'il l'a fait pour de bonnes raisons. En tout cas, il a choisi la morale, contre la politique politicienne. Il préfère, disons, une morale sans politique à la politique sans morale. Andrès, vous le savez, a son modèle dans Douglas Bravo, qui a rompu avec le P.C. vénézuélien pour continuer sa lutte au maquis... Ce que j'ai essayé de faire, c'est une espèce de phénoménologie de la révolution, telle qu'elle est *vécue* dans le Tiers-Monde. Chacun de mes personnages répond à sa manière aux questions qui se posent. Moi, en tant que romancier, je n'y réponds pas.

F.F. — Précisément, ce qui m'a intéressé, voire passionné dans votre livre, qui fait sa valeur à mes yeux, c'est l'expérience, c'est le vécu, qui s'y reflète et se réfracte. C'est son authenticité. Il se situe dans la lignée de la « Condition humaine » de Malraux — et s'apparente au genre que les Allemands appellent « Entwicklungsroman », et les Français « éducation sentimentale ». C'est le roman d'un révolutionnaire, mais ce n'est pas un roman révolutionnaire.

R.D. — J'aime votre définition. En effet, s'il y a une « Bonne Nouvelle » que j'apporte à travers mes personnages et leurs drames, c'est qu'il n'y a pas de Bonne Nouvelle universelle. Nietzsche a justement prévu que le XX^e siècle sera le siècle des nations. Or, la compréhension du fait national, de son importance, est certainement le côté faible du marxisme. L'histoire montre que si la jonction n'est pas faite entre le « social » et le « national », les choses vont mal. Le tragique, dans le destin de Frank, c'est que l'Amérique latine n'a pas besoin de lui et qu'on peut penser que son sacrifice était inutile. J'indique par là même que le camp révolutionnaire a besoin d'une cure de désintoxication, en liquidant ses illusions, ses pieux mensonges.

F.F. — D'accord. Et sans doute, le premier des mensonges, des mythes à liquider, c'est que les révolutions se font par des révolutionnaires. Aucune des grandes révolutions — celle de la Russie y comprise — n'a été faite par des professionnels de la révolution. Ces derniers ont pu les exploiter, en profiter. La plus grande des erreurs du marxisme, cela a été sans doute de propager une sorte de mystique révolutionnaire, faire de la révolution un absolu, la seule voie du salut, un jugement dernier — alors que la révolution en réalité est une catastrophe, comme la guerre, l'ultima ratio des peuples opprimés, humiliés, exploités, mais que les hommes de bonne volonté et épris de progrès graduels, ordonnés, vers la liberté et la justice, doivent tout faire pour éviter. La « désintoxication », dont vous parlez, débouche nécessairement sur le réformisme.

R.D. — Ici, nos vues divergent. Mais nous en discuterons peut-être une autre fois...

Vers quelle union européenne ?

(Colloque A.F.E.U.R.)

DEUX ANS et quelques mois nous séparent de la date fixée en principe pour les premières élections du Parlement Européen au suffrage universel direct : mai-juin 1978. Cette décision du Conseil Européen de Rome en décembre 1975 a déjà abouti à un premier résultat : relancer le débat politique en France sur l'avenir de la construction européenne.

La publication en janvier 1976 du rapport Tindemans sur l'Union Européenne arrive à point pour alimenter la réflexion. Ce document est le fruit de travaux conduits par le Premier Ministre belge pendant l'année 1975, à travers toute la Communauté Européenne, pour répondre à la demande qui lui avait été faite par les chefs d'Etats et de gouvernements européens réunis à Paris en décembre 1974. Le rapport Tindemans doit être le thème central des discussions du prochain Conseil Européen de Luxembourg, les 1^{er} et 2 avril.

C'est pourquoi, il a paru opportun à l'Association Française d'Etudes pour l'Union Européenne (AFEUR) (1), d'organiser les 30 et 31 janvier au Palais du Luxembourg un premier débat public en France sur le rapport Tindemans, en posant la question « Vers quelle Union Européenne » ?

De nombreux praticiens ou universitaires spécialistes des questions européennes, ainsi que des représentants de mouvements politiques ou professionnels de diverses tendances, appartenant aussi bien à la majorité qu'à l'opposition, ont participé aux trois séances de travail et à la table ronde finale. Les proches collaborateurs de M. Tindemans ainsi que des délégations allemande, britannique et italienne, membres associés de l'AFEUR au sein de l'Association des Etudes Politiques Trans-européennes (ADEPT), sont également intervenus dans les débats.

LES OBJECTIFS ECONOMIQUES ET SOCIAUX

La première séance est ouverte par un rapport introductif de Michel Albert, Commissaire général adjoint au Plan. Elle porte sur les objectifs économiques et sociaux de l'Union Européenne.

Le rapporteur expose d'abord les causes de l'échec de l'Union Economique et Monétaire qui était cependant la grande ambition que s'était fixée la Communauté Européenne à la fin des années 1960. Il analyse ensuite la proposition de M. Tindemans d'une « Europe à deux vitesses » et du renforcement du serpent. « L'Europe à deux vitesses » suppose un objectif commun accepté par les Neuf, la participation de tous aux institutions communes, le contrôle par ces institutions des motifs valables que certains ont de ne pas progresser au même rythme que les autres, et enfin l'engagement de tous de donner aux Etats retardataires l'aide et l'assistance nécessaires pour leur permettre de rejoindre le peloton de tête. L'instrument principal du progrès de l'Union Economique et Monétaire est le renforcement du serpent de sorte que le noyau de stabilité monétaire qui existe aujourd'hui, devienne la base d'une véritable convergence des politiques économiques et monétaires. Michel Albert souligne combien l'Union Economique et Monétaire reste indispensable si l'on veut remédier à l'impuissance actuelle des gouvernements en matière de prévision économique. (« Tout le VII^e Plan est fondé sur différentes hypothèses concernant l'évolution de l'environnement international : le Produit Intérieur Brut de l'Etranger (PIBET), et si l'on veut orienter l'Europe vers une « nouvelle croissance ». Il conclut en demandant une réflexion sur le coût de « la Non-Europe », notamment dans le domaine monétaire.

Le débat qui suit se concentre sur les thèmes de « L'Europe à deux vitesses » et de la « Nouvelle Croissance ».

• Le principe des deux vitesses est critiqué par plusieurs intervenants, notamment Jean-Claude Morel, Directeur à la Commission des Communautés Européennes, François Clerc, Directeur général de la F.N.S.E.A., Adrien Zeller, Député du Bas-Rhin, et Richard Mayne, journaliste britannique. Ceux-ci craignent que cette proposition n'aboutisse à officialiser l'accroissement des écarts de développement dans la Communauté et ne conduise, à terme, à l'éclatement. Ils regrettent que le rapport ne propose pas de mesures spécifiques pour répondre aux problèmes de l'emploi, de l'agriculture et plus généralement aux difficultés des pays de « vaches maigres ». Pierre Uri, membre du Conseil Economique et Social, réclame l'édification d'une véritable politique sociale européenne dont l'objet devrait être de supprimer les inégalités et d'améliorer les conditions de vie et de travail des Européens. M. Varoquaux, Président de

(1) A.F.E.U.R., 4, rue Michelet, 75006 Paris.

la Fédération des chambres syndicales de l'Industrie du verre, exprime le point de vue des industriels. Pour lui, le maintien d'un large marché est indispensable à l'essor des entreprises. Il estime que « l'Europe à deux vitesses est un moindre mal ; cela vaut mieux, à tout prendre, qu'un recul généralisé ».

- Le docteur Jacques Robin, du « Groupe des Dix », est d'avis que la construction européenne n'a plus qu'une seule chance de se poursuivre : définir des finalités de « société différente », en respectant les notions de rythmes humains et d'espace vital, ce qui traduirait les souhaits encore confus de l'opinion publique.

M. Canonge, Président du Comité Economique et Social Européen, rappelle l'importance de la concertation avec les milieux socio-professionnels si l'on souhaite orienter l'Europe vers de nouveaux objectifs. De même, le Recteur Antoine souligne la carence actuelle de l'enseignement de l'Europe. Sur le plan de la mobilité des enseignants et des étudiants, l'Europe du Moyen Age était en avance sur la nôtre ; moins de 1 % des étudiants de chaque Etat de la Communauté étudient aujourd'hui dans un autre Etat membre.

Jean-François Deniau, ancien Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et ancien membre de la Commission Européenne, qui préside la séance, tire les conclusions du débat en constatant que le grand marché concurrentiel organisé par le Traité de Rome ne peut plus constituer un objectif mobilisateur. De plus en plus, la dimension significative pour les entreprises devient le marché mondial et non plus seulement européen. Dans l'ordre économique et social, le nouvel objectif ne peut être que la recherche d'un type de croissance, d'un modèle de société qui soit propre à l'Europe.

LES OBJECTIFS EXTERIEURS

Présidée par le Professeur J.-B. Duroselle, la deuxième séance porte sur les objectifs extérieurs de l'Union. Dans son rapport, M. Léo Tindemans considère que la nécessité pour les Etats européens de se présenter unis et actifs sur la scène du monde est l'une des motivations principales de la construction européenne. Elle est en tout cas largement ressentie ainsi, par l'opinion publique.

Dans son rapport introductif, Georges Berthoin commence par rappeler les principales propositions de M. Tindemans dans le domaine des relations extérieures.

- Un centre de décision unique traitant de tous les problèmes, qu'il s'agisse des domaines de la Communauté ou de la coopération politique.

- L'engagement des Etats de définir une politique commune, avec vote majoritaire sur les points d'application, dans quatre domaines jugés prioritaires : le dialogue Nord-Sud, les rapports Europe-U.S.A., la sécurité, les crises dans la région européenne.

Ce système de vote majoritaire au sein du Conseil des Ministres de la Communauté paraît difficilement praticable à Georges Berthoin. Celui-ci préconise plutôt un système reconnaissant à chaque Etat un droit de

veto, à condition qu'il en assume la responsabilité devant le Parlement européen. M. Berthoin souligne que : « la crédibilité et l'efficacité de notre présence dans les affaires du monde, dépendent de la vigueur institutionnelle interne de nos choix politiques. Chaque fois que ce fut le cas, nous avons conclu de bons et solides accords et gagné le respect de nos partenaires dans le Kennedy Round, à Yaoundé ou à Lomé par exemple. »

Ce point est repris par Claude Cheysson, membre de la Commission de Bruxelles, responsable de la politique du développement. Quant aux vingt-cinq ans à venir, Jacques Attali, professeur à l'Ecole Polytechnique, juge que seule une sérieuse remise en cause de ses modèles de développement peut permettre à l'Europe d'avoir quelque chose à dire face aux grands problèmes du monde : famine des pays du Tiers Monde, besoin de création de plus d'un milliard d'emplois, prééminence du dollar dans l'ordre monétaire.

Guy de Carmoy, professeur à l'I.N.S.E.A.D., montre qu'un des concepts clés du rapport Tindemans, celui d'une vision politique globale et cohérente s'applique parfaitement au domaine de l'énergie. La Communauté Européenne n'affirmera son identité dans ce domaine que si elle passe de l'étape de la coordination à celle d'une véritable politique commune, comprenant des mesures internes et une approche unie des négociations internationales.

Jean-Pierre Gouzy, président du Centre de Formation Internationale Européenne, précise le contenu que devrait être, à ses yeux, une politique extérieure commune. Mais pour M. Philippovitch, secrétaire général du Conseil des Communes d'Europe, les perspectives ouvertes par le rapport Tindemans ne sont pas d'application prochaine, car elles supposent par exemple sur la politique méditerranéenne, un consensus beaucoup plus large qu'il n'existe en réalité.

Une très large partie du débat se concentre sur les problèmes de défense, ce qui témoigne d'un nouvel intérêt de l'opinion pour ces questions. On peut notamment remarquer que le danger d'une domination politique des Etats-Unis sur l'Europe apparaît à beaucoup d'intervenants moins préoccupant que le désengagement militaire américain face à la montée en puissance de l'Union Soviétique. MM. Hassner et Gergorin suggèrent tous deux, que l'Europe en voie d'unité laisse ouverte la perspective d'une défense autonome, afin de pouvoir l'utiliser comme élément de négociation face aux super-puissances. Jacques Mialet, président des Groupes Rencontres, dénonce les risques graves que comporte l'affaiblissement de « l'esprit de défense ».

Marc Ullmann, rédacteur en chef adjoint de *L'Express*, est frappé par l'originalité du processus d'union graduelle que l'Europe expérimente et par la valeur d'exemple, pour le reste du monde, de cette tentative. Enfin, M. Merlini, président de l'Institut des Affaires Internationales de Rome, et M. Mac Farquhar, député travailliste, expriment l'avis qu'en matière de politique extérieure la notion d'« Europe à deux vitesses » serait très dangereuse.

LES INSTITUTIONS

La troisième séance sur les institutions de l'Union Européenne est présidée par le professeur Devèze, président de l'Université de Reims. Michel Gaudet, président de la Fédération des Assurances et ancien directeur général du service juridique des Communautés, souligne d'abord dans son rapport introductif l'approche fonctionnelle et essentiellement politique du rapport Tindemans, en matière institutionnelle.

L'aménagement proposé des institutions répond au double souci de dégager une impulsion politique au plus haut niveau, et d'assurer la mise en œuvre satisfaisante des décisions. La première tâche est de la responsabilité du Conseil Européen et du Parlement Européen qui doivent travailler en coopération, même si des tensions sont inévitables. L'efficacité dans la mise en œuvre des décisions suppose que soit élargi le recours aux instruments nationaux, et amélioré le fonctionnement des institutions. Le rapport Tindemans contient à cet égard d'intéressantes suggestions, notamment la désignation du Président de la Commission par le Conseil Européen, et la pratique croissante du vote majoritaire au Conseil des Ministres. Sur ce dernier point, Michel Gaudet présente une interprétation ingénieuse des propositions Tindemans : plutôt que tenter d'imposer à des Etats récalcitrants des décisions majoritaires, il vaudrait mieux s'efforcer d'obtenir (de manière graduelle) une attitude de ralliement ou d'abstention des minoritaires, afin d'éviter la double impasse de l'unanimité systématique ou de la crise communautaire.

Le président du Groupe Démocrate Chrétien du Parlement Européen, M. Bertrand, considère pour sa part que le rapport Tindemans ne constitue qu'une phase intermédiaire dans la construction européenne. Il conclut par ces mots : « L'Europe sera une démocratie parlementaire ou ne sera pas ».

Jean Flory, Délégué Général de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances, propose un éventail différencié et évolutif des modes de décision, en fonction de l'importance et du degré de maturité des sujets traités : intégration, coopération et concertation. Cette idée est partagée par Pierre-Henri Teitgen, professeur à l'Université de Paris I, qui propose une remise à jour périodique (trois ans) de cette répartition des niveaux de décision.

Intervenant dans le débat en cours dans notre pays, sur la compatibilité entre la Constitution française et l'élection du Parlement Européen, Paul Sabourin, professeur à l'Université de Nanterre, démontre qu'aucun des arguments juridiques habituellement avancés par les défenseurs de la thèse de l'incompatibilité n'échappe, en droit, à la réfutation. Il souligne notamment que « la procédure uniforme » d'élections prévue dans le Traité de Rome n'est pas synonyme de scrutin unique. Le mode de scrutin est du ressort de chaque Etat.

Robert Toulemon, président de l'A.F.E.U.R., fait valoir que l'apport original du rapport Tindemans est une tentative pour dépasser la querelle de la priorité aux objectifs ou aux institutions. M. Tindemans propose un

système institutionnel issu de l'expérience et fondé sur deux principes jugés souvent contradictoires, dans le passé : l'Europe des peuples et l'Europe des Etats. R. Toulemon regrette cependant que les domaines d'application de la règle majoritaire ne soient pas mieux précisés et délimités. L'occasion est saisie par M. Vandamme, collaborateur de M. Tindemans, pour expliciter certaines de ses propositions.

LES FORCES POLITIQUES ET SYNDICALES FRANÇAISES FACE A L'UNION EUROPEENNE

Ce colloque s'achève par une table ronde des partis politiques et organisations syndicales, présidée par Louis Leprince-Ringuet, Président de la Section française du Mouvement Européen. Jean Boissonnat, rédacteur en chef de *l'Expansion*, anime le débat.

Jean-Pierre Cot, député de la Savoie, confirme que le Parti Socialiste est favorable à l'élection du Parlement Européen au suffrage universel, mais adresse par contre des critiques de fond aux propositions Tindemans : leur orientation atlantiste, les lacunes dans le domaine social et du contrôle des sociétés multinationales. Il juge enfin que le passage du serpent monétaire actuel à un « serpent budgétaire » imposerait des contraintes inacceptables à un gouvernement de gauche, en matière économique et sociale.

René Foch et Jacques Mallet parlant, le premier au nom des Républicains Indépendants, le second au nom du Centre Démocrate, répondent en mettant en lumière l'impossibilité de progresser vers l'Union Européenne sans l'acceptation de certaines disciplines monétaires et budgétaires. P. Roussel, qui représente M. Michel Jobert, dresse une longue liste des préalables nécessaires, selon lui, à la poursuite de la construction européenne. M. Coutard, s'exprimant au nom du Parti radical-socialiste, rappelle le rôle des radicaux dans le développement de l'idée européenne en France. M. Pau, du Mouvement des Radicaux de Gauche, souhaite une Europe « humaniste ».

Les représentants des organisations professionnelles dont Yvan Charpentier, président de la C.G.C., Jean Rouzier, secrétaire confédéral de F.O., et Hubert Lynier, de la F.N.S.E.A., soulignent l'importance d'un forum qui permette aux syndicats de s'exprimer au niveau européen.

Tous les participants au colloque, quelle que soit leur opinion, se sont félicités que la perspective de l'élection directe du Parlement ait déjà contribué à ranimer le débat public sur les finalités de l'Union de l'Europe. Cette échéance doit conduire les gouvernements à engager sans tarder des actions concrètes en vue de sauvegarder la crédibilité des mécanismes communautaires actuels, et d'intéresser l'opinion la plus large au débat européen.

Gérard TARDY ■
Secrétaire Général de l'A.F.E.U.R.

« France-Forum » publiera prochainement un compte rendu complet de ce Colloque.

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe Sénart

AUTOUR DES PRIX

Patrick Modiano : *Villa triste*. — Jean Joubert : *L'homme de sable*. — Claude Faraggi : *Le Maître d'heure*. — Jean Fougère : *Les Passagers*. — Cavaliers seuls : Willy de Spens, *Luc Estang*.

LA distribution des prix littéraires est, chaque année, l'occasion d'une opération publicitaire qui n'a que peu de rapports avec la littérature. Il faudrait s'en désintéresser. Mais que lire ?

D'abord, les bons romans sont rares. Ils l'ont toujours été. Que subsiste-t-il de la production romanesque de la première moitié du XIX^e siècle ? Un massif : Balzac. Un archipel : Stendhal. Le reste est un immense naufrage dans lequel des rescapés, George Sand, Victor Hugo, Alexandre Dumas s'accrochent à des bouées. Pourtant, on publiait presque autant de romans en ce temps-là que de nos jours : six cents, bon an mal an, dont la moitié écrits par des femmes.

Ecouchard-Lebrun s'écriait à l'adresse de celles-ci : « Inspirez-nous, mais n'écrivez pas ! »

M. Patrick Modiano était, cette année, le grand favori du Prix Goncourt. A vingt ans, il obtenait pour son premier roman, *La Place de l'Étoile*, le prix Fénéon, une distinction qui a de la valeur aux yeux des *happy few*. L'année dernière, il a obtenu, avec *Les Boulevards de ceinture*, le Grand prix du roman de l'Académie française. C'est un prix qui se respecte. Il n'est pas attribué chaque année. M. Modiano n'a pas obtenu le Prix Goncourt. Il n'en avait nul besoin.

M. Modiano est, à vingt-cinq ans, le plus doué des romanciers de la nouvelle génération. Le héros de ses

romans est un jeune juif cosmopolite qui ressemble au Silbermann de M. Jacques de Lacretelle, mais qui sort plutôt du côté de chez Barnabooth. Il a le goût des palaces, des costumes d'O'Rossen et des cravates de Sulka. Cependant, il n'a qu'une ambition : se mêler au peuple français, s'enraciner dans le sol français. En Proust, il aime surtout l'enfant de Combray, le neveu de la tante Léonie, le côté *Orléans, Beaugency, Notre-Dame de Cléry*, plutôt que celui du boulevard Malesherbes. Il lit avec ferveur les romans d'Henry Bordeaux et les poèmes de Charles Le Goffic. Ainsi, le héros de *la Place de l'Etoile* aurait-il voulu être officier. Il n'est entré à l'Ecole Normale comme Léon Blum, que parce qu'il se croyait indigne de ressembler à Bournazel. Le héros de *La Ronde de Nuit*, le second roman de M. Modiano, tourne toute une nuit autour de la statue de Jeanne d'Arc, place des Pyramides, en discutant de la sainte de la patrie avec des étudiants royalistes. Le héros des *Boulevards de ceinture* rêvait d'être le fils d'un exploitant forestier en Auvergne. Tous sont des enfants perdus à la recherche d'une origine, des apatrides réclamant un certificat de naturalisation, des réprouvés aspirant à une petite place dans un album de famille, au milieu d'oncles chanoines ou colonels et de cousines mortes jeunes en robe de dentelle.

Le héros de *Villa Triste* (1), le dernier roman de M. Patrick Modiano, venu d'Egypte ou d'ailleurs, rêve, lui aussi, d'entrer dans une famille, de s'insérer dans une durée, de s'implanter dans un sol français. Mais pourquoi a-t-il choisi, au bord du lac Léman, cette ville d'eaux dépeuplée de la fin de l'été, qui ressemble à Thonon ou à Evian ? Est-ce à cause de la proximité de la Suisse, la Suisse *fuyante*, comme il dit ? Il y a toujours, chez les héros de M. Modiano, le souvenir des persécutions et l'on sent planer dans *Villa Triste*, en pleine guerre d'Algérie, d'imprécises menaces. Est-ce, au contraire, parce que le lecteur nostalgique des romans d'Henry Bordeaux a voulu se choisir savoyard, comme Barrès s'est choisi lorrain ? Il a rencontré dans cette petite ville, où il cherche à évoquer la province française, une jeune femme française. Il rêve d'incarner en elle son désir d'enracinement. Yvonne Jaquet est l'anti-Astiné Aravian de M. Modiano. Astiné Aravian, la fille d'Ionie des *Déracinés*, avait représenté, pour le lorrain Sturel, la tentation de l'Orient, du dépaysement, de l'exotisme. Yvonne Jaquet, pour le héros de *Villa triste*, représente, au contraire, un terroir, une maison, une ligne attachée à son sol. Pour cet oriental cosmopolite, elle est la figure d'un exotisme à rebours.

Mais il se trouve qu'Yvonne Jaquet a tourné avec des copains de bar un petit film et elle rêve de devenir une grande vedette internationale. Etrangère à son pays, détachée de ses parents qu'elle méprise, elle vit chez elle, comme en exil. C'est bien la chance du héros de M. Modiano. « Moi qui aurais aimé naître dans une petite ville française de province, dit-il, je ne comprenais pas qu'on pût renier le lieu de son enfance, les rues, les places, les maisons qui composent votre paysage originel. » Yvonne Jaquet n'est que le symbole dérisoire

de tout ce qu'il aimait et de tout ce qu'il cherchait. Elle le renvoie aux affres solitaires de sa quête inutile. Les petites villes françaises de province n'existent plus. Les Patries sont mortes. Rompus tous les attachements, bazarisés tous les héritages. Les seuls à en souffrir, ce sont ceux qui n'ont jamais eu ni patrie, ni amarres. M. Roger Ikor a décrit jadis dans *Les Fils d'Avrom* (2) le succès d'une greffe. *Villa triste*, c'est le rejet de la greffe, c'est la petite ville française n'offrant à celui qui vient lui demander un pignon sur rue et une concession au cimetière, que l'image d'un lieu anonyme où l'on n'est plus invité à rester, mais à passer. Dans *l'Occident désert*, quel devint mon ennui !...

M. Modiano a campé autour de son héros mélancolique, dans un papillotement de touches légères, tout un décor de grands hôtels désaffectés, de boîtes de nuit où tournent sans fin des disques que personne n'écoute plus, de rues vides bordées de murs sur lesquels s'écaillent des inscriptions politiques démodées. Les années 60, dans *Villa triste*, ont succédé aux années 30, les années lasses aux années folles, et c'est toujours le même paysage évanescant, c'est toujours le même romantisme dont on ne finit pas d'entendre expirer la rumeur. Mais la ville d'eaux cosmopolite qui était rappelée à son destin de ville française par un étranger exigeant, elle n'est plus au bord de son lac gelé précocement par le commencement d'un long hiver, que le symbole d'un monde englouti. Il s'y glisse des fantômes inconsolables. C'est de leur *lamento* que M. Modiano a tiré la musique éperdue de son livre.

★★

Le jury du Prix Théophraste Renaudot, plus sûr de ses choix, en général, que le Goncourt, a récompensé, cette année, un très beau roman. M. Jean Joubert, l'auteur de *L'homme de sable* (3), a déjà publié *La Forêt Blanche* et *Un bon sauvage*. Il faut suivre à travers ces trois livres, des bords du Rhin à la garrigue languedocienne et à la Camargue, le cheminement d'un homme vers la lumière et vers la paix.

Le héros de *La Forêt Blanche* est un frère cadet de Guillaume Francœur et il y a, entre ce roman et le roman de M. André Fraigneau, *Camp Volant* (4), qui a enchanté toute une génération, une ressemblance évidente. Deux garçons du même âge accomplissent leur service militaire en pays occupé, à vingt ans de distance. Ils y subissent tous les deux la même tentation du romantisme. On était pris, en lisant *La Forêt Blanche*, par l'engourdissement délicieux de l'irréversible hiver germanique où tous les sortilèges sont mis en œuvre pour entraîner la personnalité à sa perte. Mais, dans *Un bon sauvage*, M. Jean Joubert s'y arrachait et il nous ramenait au pays méditerranéen, non loin de cette ville de Montpellier où M. André Fraigneau a écrit son premier livre, *L'Irrésistible*, et c'était, sur des coteaux

(1) Gallimard.

(2) Albin Michel.

(3) Grasset.

(4) Plon.

ensoleillés, le dégel des fascinations, c'était, dans la lumière retrouvée, la dissipation des fantasmagories, le nettoyage de la nature, la remise en place de l'Homme. Il y avait seulement, au détour de ce roman où l'on avait peut-être un peu prématurément salué le terme du cheminement de M. Joubert, l'amorce d'un nouvel itinéraire de fuite. Le héros d'*Un bon sauvage* nous avait conduit, un jour, en excursion vers la côte du Languedoc, entre Palavas et Aigues-Mortes. Les jardins stériles de Bérénice y ont ignoblement fructifié et, là où Barrès sondait des marais à la recherche de ses racines, ne se dresse plus que le paysage industriel façonné par les successeurs de l'ingénieur Charles Martin. M. Joubert, scandalisé, était aussitôt remonté vers ses garrigues.

Il en descend à nouveau et c'est pour revenir dans *L'homme de sable* au pays de Bérénice, mais il ne le situe pas géographiquement et cette contrée dangereuse où se livre entre le Nord et le Sud une bataille dont dépend le sort de l'Homme, ressemble aux *terrae incognitae* du *Rivage des Syrtes*, le roman de M. Julien Gracq qui est, aussi, l'auteur d'*Un balcon dans la forêt*, avec lequel *La Forêt blanche* présentait quelques rapports. M. Joubert raconte, dans *L'Homme de sable*, la construction par un architecte parisien d'une cité pyramidale au-dessus des marais. Il s'agit évidemment de la Grande-Motte et la Camargue est proche. On peut l'ignorer. Les sables, la mer, le terrible chantier, les yeux luisants, dans la nuit, des bouviers qui le cernent et en épient les mouvements, toute une profondeur, à l'arrière-plan, de lances, de cornes, d'ailes d'oiseaux, de chevelures de sorcières composent le paysage envoûtant où M. Joubert s'offre une nouvelle fois, avec volupté, à toutes les fièvres sournoises qui assaillent la raison de l'homme. Mais s'agit-il seulement, sur cette terre incertaine, d'une guerre entre le Nord et le Sud, entre l'Industrie et la Nature ? Et les mirages qui s'élèvent des marais, les sortilèges que Marthe, cette prêtresse venue d'Orient dans les bagages de Marius, a éparpillés sur la plaine spongieuse, de l'Étang de Berre à l'Étang de Thau, est-ce qu'ils ne cachent pas à M. Joubert le véritable visage du Sud ?

Il faut lire *L'Homme de sable* avec toute l'attention qu'exige ce récit énigmatique, sans succomber à la fascination de fantasmagories ensorceleuses. Simon, l'architecte (un nom barrésien !), a voulu, pour la conjurer, ériger l'église de sa ville sur la tombe d'une princesse mérovingienne enfouie dans les sables. « Je crois le ciment plus solide, lorsqu'il est fait des vivants et des morts », proclame-t-il. Sur ce roc il bâtira Callages, qui ne s'en effondrera pas moins. Peu importe ! Ce qui compte, c'est le vœu pieux de Simon ; ce qui compte, c'est que Simon découvre qu'une œuvre, pour durer, ne doit pas être bonne ou utile, elle doit être belle. La victoire du Sud, la seule chance qu'il ait de survivre, est dans ce recours à la Beauté. C'est la leçon du livre de M. Joubert.

Mais le Beau ne peut être défini, soutenu, exalté que par la Raison. *Beauté, claire Raison de l'Ordre universel...* a chanté Maurras. Une autre Marthe que la prêtresse de Marius a terrassé les dragons que le Sud recèle toujours dans les marécages de ses profondeurs.

M. Joubert, s'il ne veut pas que ces dragons redressent la tête, doit répudier le romantisme qui véhicule les fièvres, pervertit les formes, trouble les consciences. Il le sait sans doute, lui qui a écrit aux premières pages de son livre, comme pour nous mettre en garde contre ses enchantements : « J'ai réglé ma vie... » *L'Homme de sable* a été rapporté d'une excursion dangereuse aux frontières mouvantes de l'Extrême-Sud. Il faut y voir un retour à la règle.

★★

Les dames du jury Fémina-Vie heureuse ont couronné un ouvrage qui ne devait pas passer inaperçu à cause de l'ambition que son auteur, M. Claude Faraggi, y a exprimée, celle d'une tentative de déchiffrement, à travers des signes inscrits sur la pierre, dans l'air, dans l'eau et dans le feu, de « la totalité du monde ». Mais cette entreprise aurait été vaine si elle n'avait conduit le héros du *Maître d'heure* (5), un ingénieur qui creuse un tunnel dans la montagne et qui est un peu trop rêveur pour un homme dont le métier est de subjuguier la nature, dans une anfractuosité de la terre, une sorte de sanctuaire où les essences éternelles qui composent la vie, sont conservées. « Dans ce lieu central, écrit M. Faraggi, rêver et voir se rejoignent, participent de la même extase et de la même forme de connaissance. » *Le Maître d'heure* est un cheminement initiatique à travers la matière, jusqu'en ce lieu qui a quelque ressemblance avec celui où Saint-Yves d'Alveydre, dans ses *Regards sur l'Inde*, nous introduisait, celui-là même que René Daumal, dans *le Mont Analogue*, a cherché désespérément. M. Faraggi l'a découvert. Il n'en est pas plus avancé. « Nous revenons d'une poche, dit son ingénieur, où tout un monde est retenu, mais qu'en faire ? »

M. Faraggi, en effet, dans *Le Maître d'heure*, n'a voulu mettre à jour que des structures. Le plus intéressant de ce livre est la révélation, non pas du mystère de l'univers, mais, à travers un réseau de correspondances compliquées, de son organisation. On n'y répond pas à un *Pourquoi ?*, mais à un *Comment ?* C'est ainsi que M. Faraggi a choisi très délibérément pour héros de son roman un ingénieur, et c'est ainsi que *Le Maître d'heure* apparaîtra, en définitive, comme un échafaudage autour d'un monument inexistant. Cet échafaudage, est-ce le monde ? Ou est-ce seulement le livre de M. Faraggi ? M. Faraggi, beaucoup plus qu'à Saint-Yves d'Alveydre, se rattache à Michel Butor qui voulait, comme Flaubert, écrire un livre qui se tiendrait debout, tout seul, par le seul moyen de techniques. Artifice ou art ? M. Faraggi n'est, peut-être, qu'un épigone de M. Butor.

M. Claude Faraggi attirera sur lui l'attention du grand public. Il risque d'être déçu par une œuvre où ce qui est le plus visible, c'est le labeur qu'elle a coûté.

★★

On a prononcé, à l'occasion de la distribution des prix, le nom de M. Jean Fougère. M. Fougère, qui n'a obtenu aucune récompense, mais qui est un ancien lauréat du

(5) *Mercur de France*.

Prix Fénéon, a écrit, avec *Les Passagers* (6), un livre très attachant. Si l'on est un peu rebuté par son épaisseur, il ne faut pas oublier que c'est le récit nonchalant d'une croisière de vacances. Ce roman au long cours, fait de la succession des journées et des menus événements d'une navigation oisive, se balance au gré de la houle sur un océan sans trop d'histoires, sinon celle qui met fin à la croisière du *Turpan*, mais sur laquelle M. Fougère n'a pas donné beaucoup d'explications. Ce qui l'intéresse, ce n'est pas la croisière, ce sont, comme le titre du roman l'indique, les passagers, tout cet échantillonnage d'humanité très complet et très varié embarqué pour une semaine sur une nouvelle arche de Noé. Les passagers de M. Fougère sont des hommes désœuvrés et déshabillés. Excellente position qui facilite l'observation critique ! Leurs défauts ne se voient que mieux. M. Fougère tire de caractères libérés des contraintes de la vie sociale, une histoire naturelle. Il est plus près de Buffon que de La Bruyère. N'oublions pas qu'il a écrit *Les Bovidés*. On retrouve, dans *Les Passagers*, l'acuité du regard, la sûreté de l'analyse, cette ironie quelque peu méchante qui l'ont fait remarquer. De la tendresse ? Il n'en manque pas pourtant, mais il la réserve aux passagers clandestins du *Turpan*, les cancrelats.

★★

Chose étrange ! Personne, ou presque, n'a soufflé mot du meilleur livre de l'année, le seul que l'on doive lire, si on n'en lit qu'un, *Derniers Étés* (7), de M. Willy de Spens. Il fait suite à *Printemps gris*. Un troisième et dernier volume paraîtra bientôt, qui mettra un terme à la vie de hobereau sans emploi dans une société qui n'a pas plus besoin de nobles que la République, ô Lavoisier ! n'avait besoin de savants, celle-là même que nous conte M. de Spens, la sienne. Des *Rochers de Kilmarnock à la Route de Varennes* et à *Un séjour sur la terre* (8). M. de Spens a écrit des romans désinvoltes et désespérés où il a toujours pris le parti des vaincus, des proscrits, des fusillés. Il a été avec les Vénètes contre les Romains, avec les jacobites contre les orangistes, avec les chouans contre les colonnes infernales, avec les sudistes contre les yankees. Aujourd'hui, on le classerait littérairement dans le parti des Hussards, victorieux, en 1950, de la lourde infanterie existentialiste. Mais il est venu après leur victoire, trop tard pour en profiter, et son meilleur ami, Roger Nimier, est mort.

M. de Spens a conté, dans *Printemps gris*, l'enfance landaise d'un bon petit diable. Il n'a épargné, dans ce livre rancunier, ni la Famille, ni la Noblesse, ni l'Eglise, mais, il ne faut pas s'y tromper, uniquement parce qu'il s'était fait d'elles une idée à laquelle elles ne répondaient plus. Quand il nous dit, par exemple, qu'il préfère un noble fainéant à un noble banquier, il s'agit de le comprendre. A la fin, il était militaire. Il n'épargnait pas davantage l'Armée. Les cent pages qu'il a écrites sur la vie de garnison à Saumur sont étincelantes : c'est Courteline récrit par Céline. *Derniers Étés* vient

après *Printemps gris*. C'est une chronique de l'Avant-Guerre, pleine de tumultes dérisoires et de visages falots. M. de Spens refuse tout enrôlement. Mais *Derniers Étés* est, bien plus que cette chronique, le récit des apprentissages d'un homme qui a mis toute sa vie sur la littérature. *Etre Chateaubriand ou rien !* s'écriait Victor Hugo à vingt ans. C'est à Claude Farrère que M. de Spens voulait ressembler. Du moins, il nous le dit. Le croira-t-on ? Ses maîtres, ce sont Stendhal, Céline, Bernanos. Il est dur, méprisant, cynique. Il pense, comme Stendhal, que « l'homme est une matière sale ». En réalité, cet homme de l'ancienne France, au sens bernanosien du terme, est fou d'honneur et il déborde de tendresse. Mais il la réserve, comme M. Jean Fougère, aux animaux, ou aux arbres de la forêt, ou à un petit camarade à face de porc. Il n'est pas si facile de lever le masque de M. Willy de Spens.

★★

Je ne voudrais pas terminer cette rapide revue sans signaler le très intéressant livre de M. Luc Estang : *Il était un p'tit homme* (9). C'est l'histoire de la Restauration de 1814 vue, vécue, écrite par un ancien chouan devenu agent secret des Princes. Guillaume Héroët nous entraîne à travers l'Europe sur les traces du Comte d'Artois. Il est à la fois La Rouërie, d'Antraigues, Vitrolles. Mais cet « ultra de principe » est un « libéral de fait » et, dans son opposition à l'Empire, il fait bon ménage avec les Républicains. Il est d'ailleurs anticlérical, persuadé que l'Eglise cause du tort à la Monarchie, ce qui le range plutôt aux côtés de Montlosier que de Polignac. M. Luc Estang a écrit de très brillantes et pertinentes pages sur l'entrée des Alliés à Paris, le rôle pacificateur d'Alexandre de Russie, l'intronisation de Louis XVIII par ce que Guizot a nommé « la force des choses », l'Europe rétablie dans la concorde, la conscience universelle soulagée, Madame de Staël, après vingt ans d'épreuves, enfin heureuse.

Il était un p'tit homme est un roman historique, mais c'est aussi, dans l'œuvre de M. Luc Estang, une étrange surprise. M. Luc Estang a été un romancier catholique déchiré entre le Bonheur et le Salut, et il avait fini par opter pour le Bonheur. Aujourd'hui, Guillaume Héroët, non seulement a fait un mariage d'amour, mais il restaure un Bourbon et il s'écrie : « L'amour comblé, la royauté restaurée, que demander de plus ? » Serait-ce le dernier mot de M. Luc Estang qui apparaît dans *Il était un p'tit homme*, lui qui n'a jamais écrit dans la joie, enfin détendu, apaisé, serein ? On dira qu'il s'est laissé entraîner, en écrivant ce livre cavalcadeur, dans une aventure historique et politique de droite. Est-ce seulement pour le plaisir d'une chevauchée sans lendemain ? Et ne serait-il pas un peu tard pour rallier le parti des Hussards ? Il y a, dans *Il était un p'tit homme*, un épanouissement tranquille qui semble indiquer que M. Luc Estang a longuement mûri ce qui peut être difficilement considéré comme une escapade de sous-lieutenant.

Philippe SENART ■

(6) Gallimard.

(7) La Table Ronde.

(8) Plon.

(9) Le Seuil.

Ingmar Bergman et "La Flûte enchantée"

par Anne-Marie Lavauden

DE LA VIE À LA MORT

En 1790, Mozart composait « La Flûte enchantée » et tandis qu'en Autriche, au « theater an der Wien », ses compatriotes se précipitaient en foule et applaudissaient à tout rompre aux facéties de Papageno et au tintement de ses clochettes argentines, suivant avec amour le cheminement des aventures de Tamino et de Pamina, enjeu toujours menacé de la grâce et de la jeunesse face aux intrigues de la Reine de la Nuit et à l'ésotérisme assez inquiétant de la quête de Sarastro, Mozart, malade et vivant dans le dénuement, préparait déjà « Le Requiem » qu'il laissera inachevé en mourant le 5 décembre 1791, emporté à sa dernière demeure par le corbillard des pauvres.

Si les œuvres des grandes civilisations expriment souvent la contradiction entre l'extrême raffinement de l'esprit dû aux progrès des cultures et le déchirement de la vie soumise aux luttes les plus brutales avant de se dissiper, mirage toujours renaissant, dans le silence de la mort, la meurtrissure et la décomposition humiliante de la chair retournant à la matière et à l'anonymat, comment ne pas voir dans le sourire et la limpidité des œuvres de Mozart un des grands moments de notre histoire musicale européenne, la délicatesse de l'âme ayant surmonté les affres de ses contradictions et se

consommant sans fracas inutiles dans l'élaboration d'un chant d'espérance où alternent, enfin réconciliées, la joie et la tristesse. Point d'orgue toujours fragile et menacé où Musique et Spiritualité se confondent sans ostentation dans la simplicité retrouvée, ou jamais quittée.

« Celui qui, comme moi, a écrit Bergman, est né dans une famille de pasteurs, apprend très tôt à regarder derrière les coulisses de la vie et de la mort », et également « Faire des films, c'est aussi replonger par ses plus profondes racines jusque dans le monde de l'enfance ».

Il n'y a rien de surprenant à ce qu'après avoir exploré avec tendresse les visages humains comme autant de paysages à la fois troubles et rassurants, jamais définitivement cerné ceux de la vie intérieure face à la multiplicité banale et pourtant si attachante, des situations de l'existence (en particulier devant l'amour, la souffrance ou l'ennui, la solitude et la mort), Ingmar Bergman cherche et retrouve à travers tous ses films le même symbole, une scène qui se trouve au commencement de la vie et à sa fin. Seul celui qui est un enfant, seul un regard naïf peut voir et aimer ; mais le moment de la certitude est aussi celui de la mort.

La grâce fragile et souriante de Mozart, le désenchantement ironique et l'humour de Bergman.

LE MIRAGE DE L'EMOTION ESTHETIQUE

Dans « La Flûte enchantée », c'est le visage de la petite fille assistant à la représentation de l'opéra de Mozart qui reflète dans l'innocence et parmi tant d'autres la progression de cet ébranlement profond, douceur, surprise et émerveillement mêlés qui entraînent peu à peu les spectateurs auditeurs dans cet univers éphémère de beauté et de tendresse que l'on s'est plu à nommer assez abstraitement émotion esthétique. Et là comme ailleurs, l'art de Bergman consiste à suivre à travers tous les autres visages laids ou grossiers, burinés ou charmants, orientaux ou occidentaux la lente montée et le flux de cet ensorcellement prolongeant dans la salle du théâtre celui qu'il a créé sur la scène chez les animaux de la forêt, les hommes et femmes bons ou méchants devant les accents triomphalement purs de la flûte de Tamino et la fraîcheur enfantine des clochettes magiques de Papageno.

Alors que dire de l'interprétation musicale ? Faut-il analyser la mise en scène de l'opéra ? Un soi-disant critique dans un journal féminin à grand tirage a affirmé catégoriquement que si on voulait écouter un opéra de Mozart, il ne fallait surtout pas perdre son

temps en allant voir le film d'Ingmar Bergman. On est en droit de se demander ce que le distingué mélomane appelle un opéra de Mozart.

AU-DELA DU THEATRE ET DU CINEMA

« Mon métier c'est le théâtre, a affirmé aussi Bergman. Je suis d'abord un metteur en scène de théâtre... Au théâtre, je traduis en chair, en sang, en matériaux visibles la vision d'un autre. C'est une des racines de ma création. »

N'y avait-il pas une gageure et en tout cas l'expression d'une grande ambition à vouloir mettre en scène cinématographiquement une des plus grandes œuvres du répertoire lyrique classique ? Peut-être, mais il est sans doute possible d'affirmer que Bergman n'a pas choisi au hasard l'œuvre qu'il souhaitait représenter et qu'après avoir ainsi tant de fois exploré les méandres de la nostalgie et de l'inquiétude humaine il ait tenu justement à traduire « en chair, en sang et en matériaux visibles » la vision du monde d'un très grand créateur parvenu à l'apogée de son génie dans la plus profonde détresse humaine ; un chant plein de bonté, d'humour et d'har-

monie, une quête poétique et malicieuse de la sagesse au pays du rêve, la découverte de l'affrontement manichéen entre la splendeur solaire de l'esprit en quête de certitude et l'énigme fascinante des puissances ténébreuses et des forces telluriques. Qu'il soit possible d'explicitier les étapes de cette quête à travers les enseignements maçonniques de l'époque de Mozart n'enlève rien à la fraîcheur exquise de cette succession d'aventures intervenant dans la naissance, la maturation et finalement l'apothéose d'un amour adolescent triomphant par sa force même de toutes les embûches du mensonge, de la cruauté et de la perversion infernale.

BATIR LA CATHEDRALE ET MIEUX COMMUNIQUER

Sans doute Bergman a-t-il remporté là une véritable victoire : Rendre accessible à tous les publics une œuvre réservée jusque-là aux seuls privilégiés de Salzbourg, Aix-en-Provence et autres hauts lieux du culte mozartien. Et ce seul résultat serait déjà, en cette époque de facilité et de vulgarité d'une bonne partie de la production cinématographique, un défi lancé à nos sociétés exploitées par une utilisation souvent servile et basement utilitaire des médias.

« A la question posée sur les buts de mes films, je pourrai répondre », explique Bergman (plaquette éditée par le *Svensk Film Industrie* 1956), « je veux être l'un des artistes de la cathédrale qui se dresse sur la plaine. Je veux m'occuper à faire d'une pierre une tête de dragon, un ange ou un démon, ou bien peut-être un saint, peu importe. J'éprouve la même jouissance dans tous les cas. Que je sois croyant ou incroyant, chrétien ou païen, je travaille à construire avec tout le monde la cathédrale, parce que je suis artiste et artisan et parce que j'ai appris à tirer de la pierre des visages, des membres et des corps. Je n'ai jamais à m'inquiéter du jugement de la postérité ou de ses contemporains. Mon nom et mon prénom ne sont gravés nulle part et ils disparaîtront avec moi. Mais une petite partie de moi-même survivra dans la totalité anonyme et triomphante. Un dragon, ou un démon, ou peut-être un saint, peu importe... »

Bergman est parvenu sans aucun doute ici à être réellement l'un des artisans de cette cathédrale en traduisant avec les moyens de son temps l'œuvre et le génie de Mozart. Et comme dans « Le Songe d'une nuit d'été », mais sur le mode féerique, on retrouve ici merveilleusement apprivoisés par la grâce d'un sourire, celui de Wolfgang Amadeus Mozart, le comique et le tragique de l'existence tels que les ressent et les exprime l'humour d'Ingmar Bergman.

LA PEAU DU SERPENT NOIR

« Je sais que de nos jours les hommes peuvent refuser le théâtre parce qu'ils vivent au sein d'un gigantesque

drame qui n'arrête pas d'éclater en tragédies locales. Ils n'ont nul besoin de la musique puisque à chaque instant les tympans sont agressés par de violents ouragans sonores qui atteignent et dépassent l'intensité tolérable. Ils n'ont nul besoin de la poésie puisque, à l'intérieur de la nouvelle configuration du monde, ils sont devenus des animaux aux fonctions déterminées, assujettis à des problèmes de métabolisme sans doute intéressants mais inexplicables d'un point de vue poétique (*Cahiers du Cinéma*, n° 188, mars 1967).

En décidant pourtant de réconcilier la technique moderne avec un des plus hauts sommets de la poésie musicale classique, Bergman n'a-t-il pas montré dans son interprétation de « La Flûte enchantée » qu'il était encore possible de retrouver dans l'art, non pas une fuite mais une meilleure compréhension — de cet enchevêtrement de faits, de signes et de phénomènes — mais aussi de tragédies, de chants, de rêves et d'espoir humain qui constituent le devenir historique ?

« Littérature - Peinture - Musique - Cinéma - et Théâtre s'engendrent et naissent d'eux-mêmes. » « De nouvelles mutations, de nouvelles combinaisons se forment et s'effacent, le mouvement paraît, vu de l'extérieur, doué d'une vie intense, acharnement grandiose que montrent les artistes à projeter pour eux-mêmes et un public toujours plus distrait les images d'un monde qui ne se soucie même plus de leur avis... Dans l'ensemble toutefois l'art est libre, insolent, irresponsable, et comme je le disais, le mouvement est intense, presque fébrile, il fait penser ce me semble à une peau de serpent pleine de fourmis. Le serpent même est mort depuis longtemps, dévoré, privé de son venin, mais la peau bouge, gonflée d'une ardeur vitale » (*Cahiers du Cinéma*, n° 188).

Retrouver ainsi Mozart et Bergman désormais indissolublement liés au hit-parade des productions à grand succès, n'est-ce pas une réalité plutôt rassurante dans la mesure où ces noces intemporelles ne cherchent pas à devenir — à travers une sérénité durement acquise — la conclusion étincelante du déclin de la civilisation européenne ; rencontre de deux génies si dissemblables mais pour une fois réconciliés au-delà de la grâce souvent fragile du premier et du désenchantement ironique du second.

Anne-Marie LAVAUDEN ■

N.B. — Le livre de Jacques Chaillay, « La Flûte enchantée, opéra maçonnique », vient d'être réédité aux Editions d'Aujourd'hui, dans la collection « Les introuvables ». Jacques Chaillay est directeur de la Schola Cantorum. Il fait, dans cet ouvrage, le point sur les traditions et malentendus concernant les origines du livret et il analyse avec subtilité les symboles typiquement maçonniques que l'on trouve dans le chef-d'œuvre de Mozart.

Depuis la monographie de Maurice Khufferath (1914-1919), c'est le seul livre français publié sur « La flûte enchantée ».

Anton Bruckner, le mal connu

par Denis Valfort

L'Orchestre de Paris interprète cette saison deux Symphonies d'Anton Bruckner ; événement assez exceptionnel pour un public français qui, s'il a enfin découvert Gustav Mahler, doit encore justice à ce grand maître mal connu en France.

Anton Bruckner n'a pas toujours été admis ni par ses pairs, ni par ses compatriotes. Brahms, qui mit longtemps aussi à se faire accepter en France, l'estimait « morbide et pernicieux », deux qualificatifs qui lui vont bien mal ! Wagner, qui ne pouvait se défendre de l'admirer, le traitait avec une certaine commisération. D'autres, et non des moindres, l'ignoraient tout simplement.

Le public de langue — et d'oreille allemande — ne commença vraiment à le comprendre qu'à la fin de sa vie.

Longue vie cependant, qui le fit contemporain de tous les romantiques et post-romantiques. Mais, curieusement, c'est au destin d'un musicien français, César Franck, que le sien s'apparente le plus.

Tous deux sont du même temps : Franck (1822-1890), Bruckner (1824-1896). Tous deux ont écrit tardivement et produit à quarante ans seulement leurs premières œuvres importantes. Tous deux, organistes, « ont appris devant les claviers de leur orgue à s'élever par l'improvisation jusqu'aux cimes » (1) et puisé dans une foi profonde l'essentiel de leur art.

Originaire de cette Autriche qui a tant donné à la musique, Bruckner est né d'une famille modeste. Elevé, comme la plupart des jeunes gens de son âge, dans une ambiance très musicienne — chant, choral, orgue —

il eut une instruction simple et resta toute sa vie un peu fruste.

Maître d'école dans un bourg, il partage ses loisirs entre les offices et les fêtes campagnardes.

De 1845 à 1855, il enseigne à Saint-Florian, petite ville de Haute-Autriche. Le don de la musique commence à se révéler. Il compose de nombreux ouvrages d'église dont un « Requiem » qu'il va présenter à Vienne au maître de chapelle de la Cour. Son verdict : « Continuez à travailler avec application », indique que les qualités du jeune Anton ne sont pas encore affirmées et qu'il n'atteint pas à la précocité de Mozart, son premier maître. Et de fait, Bruckner compose beaucoup mais laborieusement. En 1854, à trente ans, ils produisent une « Missa Solemnis » qui n'a qu'un succès d'estime, mais il devient peu à peu un organiste de premier ordre. Un an plus tard, il postule le poste de titulaire de la cathédrale de Linz. Il y est agréé.

Dans cette ville de grande tradition artistique, il perçoit ses insuffisances et décide de repartir à zéro. Il recommence ses études théoriques, et pendant cinq ans ne compose plus. Sa réputation d'organiste continue de grandir, cependant, à l'occasion de nombreux récitals donnés dans plusieurs villes d'Autriche.

En 1861, il passe un examen au Conservatoire de Vienne. Le verdict a bien changé. « C'est lui qui aurait dû nous examiner », dit un membre du jury.

Les années suivantes restent encore des années de travail intense et difficile d'où émerge, en 1864, sa première œuvre capitale, une « Messe en ré mineur », jouée triomphalement à Linz. Il ébauche ses deux premières symphonies.

Cet artiste qui se révèle péniblement et lentement a, dans le même temps, une existence très solitaire. Sa vie sentimentale est émaillée de déceptions, de tentatives aussi nombreuses que malheureuses, d'amours avortées sitôt nées, de rebuffades pénibles.

Peu à peu il prend Linz en grippe et tout en cherchant un autre point de chute, voyage à nouveau en Autriche, dirigeant des concerts ou donnant des récitals. Il y fait ample moisson de découvertes qui lui serviront bientôt : Wagner, Liszt, Berlioz et même Beethoven, dont on sait que la « Neuvième Symphonie », redécouverte après des années d'absence, fut l'inspiratrice des musiciens vers le milieu du siècle. En 1868, il est nommé professeur au Conservatoire de Vienne et organiste de la Cour.

Alors commence une période de trente années où les chefs-d'œuvre se succèdent : neuf Symphonies, plusieurs Messes, un *Te Deum* qui vont assurer sa gloire.

(1) Jean Gallois. - Bruckner. - Ed. du Seuil.

N.B. — Notes discographiques :

La discographie de Bruckner n'est pas aussi abondante que celle de Beethoven, Brahms ou Mahler. Elle est toutefois de très haute qualité. On peut conseiller, à ceux qui souhaitent découvrir et approcher ces ouvrages, un des enregistrements de la quatrième, de la cinquième et de la septième Symphonie, qui sont parmi les plus significatives.

L'enregistrement — couplé avec le « Te Deum » — de la « Septième Symphonie » sous la direction de Bernard Haiting à la tête de l'Orchestre d'Amsterdam, est particulièrement remarquable. Pour les Messes, on écouterait plus spécialement la « Messe en mi mineur » ou la « Messe en fa mineur ».

« Quatrième Symphonie », Orchestre Philharmonique de Berlin, direction Jochum. - D.G.G. 2535.111.

« Septième Symphonie », « Te Deum » - 2 disques Philips - 802.759/60.

« Messe en mi », Orchestre Radio bavaroise, direction Jochum - D.G.G. 25.20139.

« Messe en fa », Orchestre Radio bavaroise, direction Jochum - D.G.G. 30.138.829.

Contemporain des romantiques et des post-romantiques, il ouvre la voie à Mahler et annonce Stravinski.

La consécration, toutefois, ne vient vraiment que pendant les dernières années d'une vie de solitude, essentiellement soutenue par une foi profonde et un intense labeur.

Ses œuvres sont progressivement jouées en Autriche, en Allemagne et à l'étranger, certaines avec un très vif succès.

Il meurt en 1896, entouré d'un grand respect, mais encore partiellement incompris.

Il n'aura jamais entendu ni sa « Cinquième » ni sa « Neuvième Symphonie »...

L'œuvre de Bruckner a été comparée à une cathédrale sonore, soutenue par des thèmes majestueux qu'illuminent, tels les rayons du soleil à travers les vitraux, de superbes mélodies.

Et certes, la majesté, la grandeur, la ferveur viennent tout naturellement à l'esprit lorsqu'on évoque les compositions de Bruckner. Ces constructions sont de vastes proportions, mêlant la complexité et la simplicité, appuyées par un rythme d'une grande force qui donne la pulsion nécessaire aux phrases mélodiques, ainsi que chez Berlioz, dont il admirait fort « La Damnation » et « La Fantastique ».

Complexité et simplicité : chacune des Symphonies les possède tour à tour.

Les trois premières — 1865, 1872, 1873 — illustrent déjà fortement la personnalité de cette musique ; ampleur, variété, juxtaposition constante des thèmes, rythme des scherzos, longues méditations des andantes, beauté des instruments à vent et des cuivres, alliant la rigueur des classiques, la majesté des chorals religieux et la couleur romantique. La « Quatrième Symphonie » — 1874 — est une lumineuse composition d'une parfaite clarté architecturale. Hymnes à la nature, elle rappelle sur plus d'un point « la Pastorale » de Beethoven, mais aussi Berlioz et Franck. C'est probablement son œuvre la plus jouée.

La « Cinquième Symphonie » — 1878 — œuvre de musique pure, combine, superpose, transforme les différents thèmes (la mort et l'Apocalypse, la foi, la primauté de l'esprit) dans une écriture concise, tendue, audacieuse, qui représente un premier aboutissement des multiples recherches de Bruckner sur le terrain de la technique musicale. Son éclatante maîtrise en fait une œuvre maîtresse de l'expression symphonique.

Si la « Sixième Symphonie » — 1881 — représente une pause, la « Septième » — 1885 — est peut-être la création la plus représentative de l'art brucknérien par le nombre, la qualité, l'ampleur de ses thèmes, la succession des pages de tension et de détente, l'extrême intensité lyrique jointe à la sérénité du quatuor à cordes et à l'utilisation de mélodies populaires.

La « Huitième Symphonie », « tragique » ou « de destin » — 1890 — est la longue confession lyrique d'un homme parvenant au soir de sa vie.

La « Neuvième » enfin — 1894 — en ré mineur, comme celle de Beethoven, comme le « Requiem » de Mozart, est inachevée et dédiée « au Bon Dieu ». Bruckner l'a voulue souveraine et majestueuse, couronnement de toute son œuvre. Aussi reprend-elle les thèmes des précédentes symphonies et des messes. C'est une œuvre essentiellement religieuse, cantique à la gloire de Dieu, évoquant en longs crescendos les origines du monde puis, dans un scherzo qu'on a dit le plus terrifiant de toute la littérature symphonique, et préfigurant même « Le Sacre du Printemps », les affres de l'Apocalypse, pour se terminer sur un émouvant adagio où l'on imagine l'homme montant progressivement vers la lumière divine.

On ne saurait terminer sans citer les « Messes » et le « Te Deum » où s'est exprimée vigoureusement la foi catholique de Bruckner. Reprenant la tradition du chant grégorien et de la Renaissance, l'amalgamant, en un creuset unique, avec celle des messes de Haydn, Mozart et Beethoven, y mêlant les solos lyriques, l'éclat romantique, le leit-motiv wagnérien, il y réalise une alchimie sonore tout à fait surprenante et convaincante.

Cette œuvre composée, on l'a vu, avec quelles difficultés, donne au bout du compte l'impression d'un ensemble d'une homogénéité remarquable.

Sa place dans l'histoire musicale est devenue importante car le solitaire a réalisé une somme de la musique symphonique et religieuse de son siècle tout en ouvrant la voie à une musique plus expressionniste qui sera celle de Mahler, son élève, et qui, même, annonce Stravinski.

Denis VALFORT ■

PICABIA

1879-1953

par Henri Bourbon

En ce début 1976, les Galeries nationales du Grand Palais à Paris présentent une importante exposition rétrospective consacrée à Francis Picabia, personnalité multiforme et complexe : peintre, poète, essayiste, directeur de revue, décorateur de théâtre, romancier, polémiste, auteur de ballet, scénariste, organisateur de galas...

Peintre français « le mieux connu » de son vivant, disait de lui Man Ray, il se plaît à choquer et à défrayer la chronique, tant par ses

œuvres que par sa façon de vivre. Sa vie trépidante fut celle d'un héros de roman des années folles : désinvolte, séducteur, jouisseur, insolent, cynique, farceur ; mais ses provocations, ses extravagances, ses lâchetés, les complications de ses aventures sentimentales ne sont qu'un moyen de fuir une angoisse profonde et d'échapper aux inquiétudes du pessimisme. « Il faut, déclarait-il, traverser la vie, rouge ou bleu, tout nu, avec une musique de pêcheur subtil, prêt à l'extrême pour la fête. » La fête, les fêtes : en elle et par elles, il satisfait son extraordinaire appétit de vivre. Les femmes, l'alcool, la drogue, les Delage et les Hispano-Suiza, les yachts, les boîtes de nuit, les résidences luxueuses, les divertissements fastueux sur la Côte d'Azur, les concours de beauté et d'élégance, les dîners et soirées de galas, tout participe à tisser autour de lui une chronique dorée et scandaleuse de viveur et d'amuseur que lui-même entretient à plaisir. Et cette existence tumultueuse, égoïste, mouvementée d'homme célèbre et adulé s'achève en vieillesse assagie et un peu triste de rentier désargenté.

L'œuvre est aussi multiforme et déroutante que le personnage. Dix mille toiles et dessins. Dix ou vingt manières de peindre. Picabia est un artiste inclassable, sa peinture ne se laisse enfermer dans aucun style, dans aucune évolution. Il porte en

La procession, Séville - 1912.

lui une « profusion d'idées et d'inventions dont la poussée le détache instantanément de toute œuvre réalisée pour en commencer une autre, la dernière née étant pour lui la seule valable », ainsi que le remarque sa première femme, Gabrielle Buffet, avec qui il ne cessa de conserver des affinités intellectuelles. Marcel Duchamp fait écho à ces propos lorsqu'il écrit en 1954 : « Francis Picabia avait un don d'oubli total qui lui permettait d'attaquer de nouveaux tableaux sans le souvenir-influence des précédents. Fraicheur sans cesse renouvelée qui fait de lui un plus-que-peintre. »

Le plus dada des peintres dada, il ne cessera d'étonner, de déconcerter par une mise en cause permanente de la peinture, une interrogation toujours recommencée sur le sens de l'activité picturale, passant par l'anti-peinture pour rejoindre, un temps, l'académisme, puis retrouver l'abstraction. On constate, par exemple, qu'au moment où il peignait des toiles à sujets mécanomorphes et des toiles dadaïstes, il dessinait des portraits de femmes espagnoles dans la facture la plus traditionnelle.

De 1898 à 1908, Picabia connaît un immense succès de vente avec des tableaux impressionnistes et néo-impressionnistes (il en réalise un millier environ...). A cette période font suite des toiles de style nabi et fauve. Puis Picabia rompt avec la

La feuille de vigne - 1922.

routine des paysages à succès, il s'oriente vers le cubisme, et s'intéresse aux recherches formelles de l'abstraction. Désormais il appartient à l'avant-garde et ses paysages géométrisés perdent la faveur de son

mécanique, crée une série de peintures à sujets mécanomorphes : « Machine sans nom », « Révérence », « Cette chose est faite pour perpétuer mon souvenir », « Paroxysme de la douleur », « Prostitution universelle », « Prenez garde à la peinture », « L'enfant carburateur ». L'originalité de Picabia c'est qu'il met dans ses œuvres d'inspiration mécanique des accents d'humour et d'ironie, des intentions de dérision, un climat d'absurdité qu'accentue l'irruption sur la toile d'inscriptions qui n'ont aucun rapport avec l'image tracée. Les tableaux de cette veine comportent le plus souvent des allusions sexuelles et symboliques et prennent un caractère insolite, voire énigmatique.

En 1919, événement capital dans la vie et l'œuvre de Picabia : la rencontre avec le groupe Dada et Tristan Tzara. De toute sa vitalité, Picabia adhère à ce mouvement d'insurrection contre les conventions culturelles et le confort intellectuel, de révolte contre les lois du marché de l'Art et les canons bourgeois de la Beauté. Le Picabia contestataire, provocateur, négateur, destructeur, s'en donne à cœur joie et multiplie les coups d'éclat, les scandales, les facéties, les actes subversifs. Mais par-delà les chahuts, les gags, les tracts et les insultes, le dadaïsme de Picabia est plus profondément une volonté de mise en question radicale et virulente de l'Art et de l'artiste. « Réveil matin » (1919), « Le Double Monde » (1919), « Tabac-rat » (1920), « Le lierre unique ennuqué » (1920), « L'œil cacodylate » (1921), « Chapeau de paille » (1922), sont les œuvres les plus significatives et les plus explosives de la période dada.

En 1921-1922 Picabia s'éloigne de Tzara et d'André Breton et il se sépare de Dada, reprochant au mouvement d'abandonner sa spontanéité impertinente pour se complaire dans la théorisation.

Poursuite de l'itinéraire fulgurant et surprenant de celui qui se flatte d'être le sur-amateur par excellence. « Les professionnels sont des pompes à merde... Je ne veux pas être pris pour un artiste. »

1922-1923 — Les spirales et les cercles d'« Octophone » et « Octophone II », de « Volucelle I » et « Volucelle

II » s'apparentent aux recherches optiques de Marcel Duchamp.

1924-1925 — Les fameux et singuliers collages — qui, par l'utilisation de ficelles, d'allumettes, de pailles, d'épingles à cheveux, de cure-dents, de plumes, de couvercles deviennent des visages, des bouquets ou des paysages — possèdent une réelle qualité plastique, tels « La femme aux allumettes », « Lecture », « Cure-dents », « Pot de fleurs ».

1924 est aussi l'année du ballet instantanéiste « Relâche » sur une musique d'Erik Satie, qu'accompagne les séquences filmées d'« Entr'Acte » de René Clair ; de l'un et des autres Picabia est le scénariste.

Commence en 1924 la série expressionniste des étranges « Monstres mondains » avec leurs déformations qui frôlent la caricature et l'intensité de leurs couleurs ripolinées : « Les amoureux », « Veglione », « Carnaval », « La femme au monocle ». Leur succèdent, en 1927, les entrelacs

Le Veglione - 1924-25.

public habituel. Ce sont : « Caoutchouc » (1909), « L'arbre rouge » (1912), « Figure triste » (1912), « Danses à la source » (1912), « Procession à Séville » (1912). Apollinaire baptise orphiques ces belles toiles issues du cubisme et du fauvisme.

Picabia part en 1913 pour les U.S.A. à l'occasion de l'« Armory Show » où il représente avec succès l'avant-garde de l'art français ; il est enthousiasmé par New York « cité cubiste, cité futuriste ». De retour en France, sous le choc de son contact avec le monde américain, il peint « Udnie » et « Edtaonisl », magnifiques toiles abstraites construites en « morceaux de couleurs » et que suivent un an plus tard « Petite Udnie » et « Je reverrai en souvenir ma chère Udnie ».

1915-1919 — Tandis que les futuristes exaltent la civilisation mécanicienne (Marinetti proclame : « Une voiture à 100 km/heure est bien plus belle que la Victoire de Samothrace »), tandis que Fernand Léger chante la machine, ses rouages, sa puissance et ses rythmes, Picabia, impressionné, lui aussi, par l'univers

Machines, tournez vite - 1916-17.

gracieux et confus des « Transparences » qui invitent au rêve et ouvrent sur le fantastique.

La rupture avec Dada est confirmée par un article intitulé « Picabia contre Dada ».

Encore d'autres toiles, encore d'autres styles, encore d'autres revirements imprévisibles. Picabia, l'insai-

Udnie (jeune fille américaine, danse) - 1913.

«...sissable, n'a-t-il pas proclamé : « L'évasion doit rester au bout des doigts comme un jouet qui se balance... ». Alternance du figuratif et de l'abstrait de 1935 à 1937. En 1938, retour à la tradition de l'impressionnisme et du fauvisme, avec notamment le très réussi « Canal de Viareggio ».

Puis à partir de 1940 ce sont des portraits, des nus, des corridas, tableaux académiques et réalistes sur lesquels la critique se divise, les uns criant au pompiérisme, à la médiocrité, à la vulgarité, d'autres affirmant que Picabia reste Picabia.

Ses dernières œuvres sont abstraites, elles traduisent un intéressant renouvellement esthétique et témoignent d'un perpétuel esprit inventif ; il semble qu'elles contiennent des promesses de novation audacieuse que la mort empêchera d'accomplir. L'œuvre de Picabia ne se termine pas sur une impasse. « Bal nègre » (1947), « Bonheur de l'aveuglement » (1947), « Abstrait » (1947), « Arbre en fleurs » (1948), « Déraillement de la nature » (1949), « Danger de la force » (1950), c'est encore et toujours du Picabia.

Picabia n'est pas tout entier dans

l'iconoclaste, le propagandiste du « Non-art », le contempteur des traditions du passé qui ridiculise les notions d'œuvre d'art et d'artiste. Picabia est aussi le peintre, possédant un solide acquis technique, qui travaille ses toiles avec une frénésie créatrice exigeante. L'artiste et le poète sont dans ces quelques lignes d'une évidente sincérité :

« J'ai ressenti la peinture
Comme un objet de passion
Mes tableaux sont des actes
d'amour
C'est ma manière de travailler. »

Henri BOURBON ■

POLÉMIQUES

DIALOGUES

LA GRANDE DERIVE DU COMMUNISME FRANÇAIS

Qu'on ne puisse à la fois être bon démocrate et vrai marxiste, cette sorte d'incompatibilité ressort de l'analyse des doctrines comme de l'expérience historique. Mais on ne s'attendait pas à ce que le secrétaire général du parti communiste français le confirmât à sa manière et avec l'autorité qui est la sienne. Car en renonçant à la dictature du prolétariat, on ne se livre pas à une opération de chirurgie esthétique qui n'ôterait au marxisme qu'une excroissance disgracieuse, mais on enlève à une architecture dont la cohérence était la principale valeur une clef de voûte fondamentale qui faisait se rejoindre la théorie de la lutte des classes et la pratique révolutionnaire.

Non pas que soit ainsi substitué à un marxisme rigoureux un marxisme affadi et dilué, ou à un marxisme clos un marxisme ouvert. Se trouve, en effet, raturée et rejetée non pas une thèse parmi d'autres mais l'idée originale que le marxisme se faisait du socialisme et qui tenait tout entière dans une critique radicale de la démocratie libérale que Marx et Lénine entendaient démystifier en montrant que le suffrage universel, les institutions représentatives, les droits de l'homme n'étaient qu'un camouflage idéologique destiné à perpétuer le régime capitaliste et le pouvoir de la bourgeoisie. Que de discours dans la tradition marxiste, violemment polémiques ou à prétentions scientifiques sur le leurre des libertés formelles, obstacles à l'instauration du socialisme, lequel ne devait être établi que par le passage de la dictature de la bourgeoisie à la dictature du prolétariat ; et ce n'est que lorsque les forces de répression de l'Etat prolétarien auront anéanti la bourgeoisie que pourra commencer, lumineux, le règne de la liberté, et si l'on veut une authentique démocratie.

Telle est la doctrine que, à l'initiative de Georges Marchais, le congrès de Saint-Ouen vient de jeter par-dessus bord puisque désormais les libertés de conscience et d'expression, et les institutions démocratiques ne sont plus des illusions à dénoncer et des obstacles à balayer, mais deviennent les voies et les moyens privilégiés d'un passage au socialisme. Dont on ne voit pas, au surplus, comment il pourrait être inévitable et scientifiquement prévisible, comme

l'enseignait jusqu'ici le marxisme, puisqu'il dépend désormais d'un libre choix des hommes qui, si la liberté qu'on se flatte d'honorer maintenant de cœur et d'esprit, n'est plus le faux semblant que l'on disait, peut toujours être remis en question. Que la liberté soit au commencement et non plus au terme, un marxisme ainsi inversé se change en son contraire et on ne voit plus ce qui sépare doctrinalement le communisme français de cette social-démocratie qu'il tenait depuis un demi-siècle pour une haïssable hérésie réformiste, et dont il continue à se méfier puisque, comme le lui répète à satiété une désobligeante chanson, le socialisme français pencherait irrésistiblement du côté de la collaboration de classes s'il n'était maintenu de force du bon côté par son rude compagnonnage avec le parti communiste dans la coalition du Programme commun.

UNE VERITE AUX ORDRES DU POUVOIR

La manière dont les communistes, dans la préparation de leur congrès, et à Saint-Ouen même, ont affirmé à grand fracas leur brûlant amour de la liberté sent son ardeur de néophyte et peut incliner au scepticisme quiconque n'a pas oublié la longue litanie des tournants et virages qui scandent de leur rythme discontinu cette ligne brisée qu'est l'histoire du parti communiste. Et il se peut que sa conversion à un humanisme démocratique, que ses théoriciens les plus huppés avaient coutume de réfuter en le couvrant de sarcasmes, s'explique par de trop visibles raisons d'opportunité politique : rassurer une opinion publique qui sait maintenant la vérité sur le sort des libertés là où le communisme se confond avec l'Etat ; ne pas laisser au partenaire socialiste le monopole de la foi et de la vigilance démocratiques.

De plus, il est assez paradoxal que cette ouverture libérale et démocratique ait été décidée au sommet et d'une manière telle que, comme toujours, les militants et l'ensemble du Parti ne pouvaient qu'adhérer comme ils l'ont fait à Saint-Ouen avec l'enthousiasme qui convient à la neuve lumière descendue d'en-haut. L'effervescence dans les cellules, les tribunes contradictoires dans l'« Humanité », et les quelques remous qui ont pu se manifester à Saint-Ouen ne faisaient qu'une agitation de comédie et un simulacre de discussion, puisque

les conclusions en étaient acquises d'avance. Si bien que ce bond en avant vers la démocratie a été acquis par des procédures fort peu démocratiques.

Ainsi se dégage une constante du monde communiste : l'autorité politique y juge souverainement, non seulement ce qui va de soi, de la tactique, mais aussi de la doctrine. La vérité du communisme peut n'être pas la même à Moscou, Pékin ou Paris, mais elle est en chacun de ces lieux aux ordres du pouvoir qui l'établit et la manipule à son gré. Gouverner les penseurs en régentant les pensées et régner sur les clercs, lointain propos césarien et qui ne va pas dans le sens de la démocratie.

Mais les idées vraies ne sont pas des outils qu'on jetterait à la ferraille lorsqu'elles ne donneraient plus à la volonté de puissance une assez bonne prise sur la nature ou la société. Si l'homme est le maître de ses outils, il est la proie de ses vérités et lorsqu'il touche une idée vraie, il ne sait pas jusqu'où elle pourrait le mener. Ainsi en faisant éclater quelques vérités démocratiques au cœur d'une idéologie socialiste, Georges Marchais pourrait bien, en cassant le marxisme, avoir joué les apprentis sorciers et avoir amorcé une dérive dont sont imprévisibles l'itinéraire et le terme.

LA FIN DU LIBAN

Tristesse et honte que la communauté des nations n'ait rien entrepris pour empêcher les Libanais de s'entre-tuer et de détruire dans un vertige suicidaire une patrie qui, parce qu'elle était une paradoxale exception pluriculturelle et pluriconfessionnelle, ne manquait pas de raisons de vivre, sinon de durer. La France, qui a des responsabilités majeures dans la création du Liban, issue de la décomposition de l'empire turc à la fin de la première guerre mondiale, s'est contenté d'envoyer à Beyrouth un Monsieur Bons Offices parfaitement distingué, choisi parmi les nobles retraités de la politique d'hier, et dont on était bien sûr que, dépourvu de toute passion, il était aussi incapable de jeter de l'huile sur le feu que de provoquer par sa peu chaleureuse présence le miracle d'un sursaut réconciliateur. Geste platonique et qui n'était qu'une manifestation d'impuissance.

Avec les chrétiens du Liban, la France avait des liens particuliers. Si les montagnards maronites retranchés dans le Mont-Liban ont pu survivre, ils le doivent

certaines à leur tenace résistance face à un environnement souvent hostile, mais aussi à une intervention française qui, en 1860, les sauva du génocide. Et les institutions culturelles françaises et occidentales ont puissamment aidé ceux d'entre eux qui étaient descendus vers les villes et qui étaient doués pour les entreprises à s'élever dans l'échelle sociale et à acquérir au Liban une situation dominante aujourd'hui menacée par la montée démographique des communautés musulmanes. Et le problème majeur du Liban est celui de l'avenir de ces centaines de milliers d'Arabes chrétiens qui ne sont pas, comme on le croit parfois, une séquelle des croisades, ce qui les rendrait indignes de vivre, mais qui doivent à une longue histoire datant des origines une mystique et une liturgie spécifiques.

Aussi arabes que chrétiens, les maronites étaient souvent anti-sionistes avec une virulence qui leur valait les sympathies de l'opinion de gauche. Mais lorsque les deux communautés du Liban en sont venues à s'entregorger, elles sont devenues une « droite réactionnaire et fasciste » face à des « islamo-progressistes » d'autant mieux marqués à gauche qu'ils avaient l'appui des Palestiniens. Le vocabulaire des commentaires s'en ressentait. La guerre avait beau être menée de manière aussi abominable des deux côtés, les massacres étaient des massacres lorsqu'ils étaient, comme à Damour, accomplis par les milices musulmanes et ils étaient au surplus des atrocités lorsqu'ils étaient, comme à la Quarantaine, perpétrés par les phalanges chrétiennes.

Voici maintenant le Liban sous protectorat syrien. Et s'il convient de se réjouir de ce que le sang ait cessé de couler — encore que subsistent bien des braises sous la cendre — et de ce qu'un compromis paraisse faire provisoirement l'accord entre les parties, rien ne paraît véritablement réglé quant au fond. Les chrétiens libanais — à l'instar des Juifs d'Israël — sont comme une île perdue dans un océan musulman qui peut abuser de la force que lui donnent le nombre, l'espace, le temps et la conscience d'une même identité culturelle. La guerre civile libanaise n'a été si tragique que parce qu'obscurément, instinctivement la communauté chrétienne se sentait menacée dans son droit à l'existence. Et quels qu'aient pu être les erreurs de ses politiciens et les crimes de ses activistes, susceptibles les uns et les autres de précipiter le destin qu'on prétendait contredire, l'arabisme chrétien, qui n'a cessé d'avoir, et jusqu'au temps présent, ses penseurs et ses martyrs, mérite de subsister et par son originalité propre et comme lien entre deux cultures. Trop beau, hélas ! pour être toujours et partout vrai dans un monde où le fanatisme supporte de moins en moins la coexistence avec la différence.

DES EVEQUES ET DES INQUISITEURS

Un évêque s'est permis de proposer publiquement une réflexion certes assez

aiguë tant sur le capitalisme que sur le marxisme, dénonçant ici comme là ce qu'il appelait une « erreur sur l'homme ». « Inversion de la hiérarchie des valeurs » dans le cas du capitalisme : « subordination de la vie spirituelle à la consommation, de la consommation à la production, de la production à l'argent ». « Méconnaissance du caractère absolu de la personne humaine » dans le cas du communisme qui n'a pas cessé de faire du marxisme la règle de sa pensée et de son action, s'interdisant ainsi « de fonder en théorie et de garantir en pratique la liberté et les libertés ». Emmanuel Mounier ne tenait pas un autre langage lui qui était le contraire d'un conservateur et ne pouvait passer pour anticommuniste, puisqu'il était obsédé par le souci d'un dialogue et même d'une coopération entre communistes et chrétiens ; mais il ne lui paraissait pas possible de taire ou de raturer les différences doctrinales qui séparent et opposent christianisme et communisme, et plus précisément personnalisme et marxisme et qui ne sont pas sans graves conséquences dans l'ordre et l'action. Rigoureuse honnêteté que les communistes ne lui ont jamais pardonné ; aussi traitent-ils et font-ils traiter Mgr Matagrín comme jadis ils traitèrent Emmanuel Mounier, par le refus du débat, la diversion politique, la disqualification systématique de l'interpellateur importun.

Grand tintamarre et prodigieux tumulte. Voici toute une gauche et une extrême-gauche chrétiennes mobilisées contre Mgr Matagrín, et les clameurs répandues avec complaisance par la presse et l'ensemble des mass media donne le sentiment, assez illusoire, d'une vive alarme d'opinion. Gros titres d'une éloquence de choc : « Soixante personnalités chrétiennes » (dont certaines engagent comme elles disent « leurs organisations », par exemple la J.E.C., le M.R.J.C. ou les groupes T.C.) : des simplifications sommaires et des définitions caricaturales, le texte n'est fait que d'une litanie d'affirmations péremptives, car comment ces vastes intelligences et ces grandes consciences accepteraient-elles de dialoguer avec un demeuré mental et au surplus si peu évangelique ? Ou encore : « Dix-neuf prêtres du Havre : « l'amour peut-il faire l'économie de la lutte des classes ? », il est en effet des économies qui coûtent cher et il y a un amour qui n'étant pas avare est disposé à tout couvrir, on le sait depuis « les Provinciales » et même la violence et la guerre. Ou enfin « Les chrétiens marxistes », les plus décidés à ne pas transiger avec la dogmatique marxiste et qui, eux, n'y vont pas par quatre chemins : « Sortir de l'idéalisme traditionnel » et « engager la lutte contre l'appareil idéologique au service de la classe dominante que constituent les Eglises ». Mais dans l'escalade protestataire et contestataire la palme revient indiscutablement à l'« animateur national de la Vie Nouvelle » qui ne craint pas de titrer un pamphlet aussi véhément qu'inconsis-

tant par la plus onctueuse des formules : « Un manque de discernement évangélique ». Car cette polémique est de bout en bout cléricale, et le cléralisme, qu'il soit de droite ou de gauche, use du même vinaigre bien huilé.

La faiblesse et l'incohérence des reproches adressés à l'évêque de Grenoble — et à l'archevêque de Marseille qui vers le même temps avait eu l'imprudence de définir quelques critères concrets d'authenticité chrétienne — tombent sous le sens. Pour ne retenir que les moins vulgaires, on veut que le marxisme ne soit qu'une méthode, et on lui accorde sans critique son dogme le plus intenable, celui d'une explication de tous les conflits humains par la seule lutte des classes ; ou encore on arguait qu'il y a plusieurs marxismes (ce qui contredit la thèse de l'unité et de l'universalité du marxisme comme méthode) sans se demander si cette pluralité d'interprétations contraires ne serait pas significatif de cette crise du marxisme dont discutent librement dans le siècle les intellectuels de la gauche laïque au point de souvent récuser en bloc, et plus vigoureusement qu'on le fait à Grenoble ou à Marseille, non le propos révolutionnaire, mais les saintes écritures marxistes-léninistes. Les notables du cléralisme de gauche vont-ils, réinventant l'Index, interdire à leurs ouailles le « Nouvel Observateur », qui devient une aussi mauvaise lecture qu'une déclaration épiscopale ?

Singulière inversion : les évêques, dans leur assemblée lourdaise, s'étaient montrés d'une large ouverture à l'égard des options politiques prises par les chrétiens et même, ès-qualité, par les mouvements d'Action Catholique. A cette tolérance peut-être excessive, mais qui était faite de confiance et de respect pour autrui il est répondu par un déchaînement d'intolérance et qui va jusqu'à mettre au ban de l'évangile un évêque en tant qu'évêque, parce que la fonction elle-même ne saurait résister à la puissance décapante des analyses marxistes. Il fut un temps où dans l'Eglise l'autorité cédait à des tentations inquisitoriales : manifester dans le rang une inquiétude, un questionnement, c'était attirer sur soi la foudre. Aujourd'hui, alors que les évêques ont appris à s'interroger et à interroger, il leur suffit de nommer à partir des vérités qu'ils ont la charge de défendre et d'accroître, quelques erreurs qui font des ravages dans le monde, pour déchaîner contre eux une vague de censures proprement inquisitoriales. La certitude qui foudroie a changé de place, mais c'est toujours le même manichéisme qui croit contre le mystère d'iniquité servir l'absolu du Bien et qui situe les actes des évêques dans « l'autre camp », celui de la grande conspiration contre les bons, des forces de l'impérialisme et du capitalisme. Mais à se faire inquisiteur on n'est pas un plus mauvais marxiste. Quant à en être meilleur chrétien, comme on le fait savoir, cela ferait beaucoup de sécurités à la fois.

notes de Lecture

● Le refus de la vie par Pierre Chaunu

« Le monde blanc de souche européenne se meurt... Avant un siècle, au rythme de la modification actuelle des comportements, la population blanche de souche européenne aura, si rien n'intervient, pratiquement disparu de la planète... Entre 1985 et 1990, nous serons affrontés au grand déficit des cerveaux des hommes de trente ans. » Tel est l'avertissement lancé par Pierre Chaunu au terme de cette « analyse historique du présent » menée à la manière qu'on lui connaît, c'est-à-dire au pas de charge.

Pour lui, tout a commencé en 1962 lorsque après 150 ans d'une natalité qui lui a valu son dynamisme conquérant à finalité industrielle et planétaire, l'Occident soudain a « refusé la vie ». Le mouvement est né de la découverte du « monde plein ». Il est parti des Etats-Unis ; il a frappé aussi bien l'Europe de l'Est et la Russie blanche que celle de l'Ouest. L'envol de la démographie dans les pays du tiers-monde a déclenché une formidable entreprise de lutte contre l'enfant : elle a mobilisé les medias ; très vite, elle est devenue industrielle. Des capitaux immenses ont été mis au service des techniques contraceptives et attendent aujourd'hui leur rentabilité. En fait, cet arsenal qui devait permettre au monde blanc d'endiguer la marée démographique du tiers-monde, c'est contre lui-même qu'il l'a tourné. Et il risque d'en mourir...

Double suicide : d'une part, il trahit ainsi l'héritage judéo-chrétien qui le porte depuis vingt siècles et qui lui a dit : « croissez, multipliez... dominez la terre » ; d'autre part, il va priver dans moins de dix ans l'humanité de ce capital irremplaçable de cerveaux nés, enseignés, éduqués de la Californie à l'Oural car, dès 1985, ils ne se renouvelleront plus. Or, tel est l'enseignement de l'histoire, la dénatalité est le signe infaillible du déclin. On l'a constaté dans le Bas-Empire romain malthusien submergé par les Barbares. On l'a vu chez les Indiens d'Amérique dont le nombre s'est réduit des deux tiers cinquante ans après l'arrivée des Espagnols. Le monde blanc en est là : tous les peuples qui le

composent ont aujourd'hui un taux de reproduction inférieur à 1 : la France, les Etats-Unis sont à 0,9, l'Allemagne de l'Est à 0,7. Celle de l'Ouest approche du seuil fatidique de 0,6 : d'ores et déjà les cercueils l'y emportent largement sur les berceaux.

A partir de là, tout s'enchaîne car « la crise démographique n'a pas de cause économique, c'est la crise économique qui a des causes démographiques... Le monde industriel de souche européenne — 1 milliard d'hommes, 40 % des terres émergées, le quart de l'humanité, 80 % - 85 % des ressources et près de 99 % de la puissance — est en train de s'acheminer vers le point où la transmission de l'héritage culturel qui suppose un nombre au moins égal de cerveaux n'est plus possible. » Dans ces conditions, le salut doit venir, très vite, d'une politique globale de soutien à l'enfant et à la famille, seule cellule qui survive dans un monde dont toutes les institutions sont ébranlées et qui fait d'ailleurs, tous les sondages le prouvent, l'objet d'un investissement affectif de plus en plus puissant. L'auteur en décrit les grandes lignes dans son dernier chapitre. Hors d'elle, l'apocalypse nous attend au tournant de l'an 2000.

Cette vaste fresque impressionne. Spécialiste de l'histoire quantitative, Pierre Chaunu manie les siècles et les chiffres avec aisance et force. Il a raison de souligner que la croissance de la population blanche entre 1945 et 1965 a été due non pas à un taux de natalité exceptionnel mais d'abord et surtout à l'allongement de la vie humaine. Elle signifie donc autant son vieillissement que son rajeunissement. Il a encore raison quand il voit dans le mépris du passé une injure à l'avenir. Le devenir est continuité : il n'y a pas d'histoire sans mémoire. De même ses références philosophiques et religieuses sont solides : l'ascèse judéo-chrétienne a bien été dans notre civilisation à l'origine de l'investissement qui est facteur de croissance et pari créateur sur le futur. Il tire enfin un parti éclairant des thèses de René Girard sur la relation entre « la violence et le sacré » et explique par elle l'affaiblissement présent de la justice et de l'Etat.

Néanmoins, certaines de ses affirmations surprennent. C'est ainsi qu'il lie la violence dans la société et la pollution de l'environnement non pas à l'excès mais au vide d'hommes : le paysan chinois conserverait un sol que l'agriculteur américain dégrade. Mais cet exemple supporte, semble-t-il, une tout autre interprétation et oblige à s'interroger sur le principe même qui est la base du livre de Pierre Chaunu : le nombre très faible des exploitants agricoles dans une Amérique du Nord qui a par ailleurs triplé sa population en un siècle n'est pas un fait démographique, c'est un fait économique. En réalité, la répartition des hommes à la surface de la terre évolue beaucoup plus en fonction des techniques que de leur nombre considéré dans l'absolu.

Faute de reconnaître cette évidence, l'auteur se comporte face à la dénatalité sérieuse et même angoissante de l'Occident en moraliste plus encore qu'en historien. Étrange et troublant paradoxe chez qui s'emploie à éclairer l'avenir à la lumière du passé. Du même coup il s'interdit d'expliquer le fait sur quoi repose

toute sa démonstration, c'est-à-dire l'effondrement démographique des années 60 qui se fera payer si cher dans dix ans. Et pourtant la raison en est simple : c'est, sans aucun doute possible, le poids du facteur économique, c'est-à-dire d'une croissance industrielle unique dans l'histoire de l'humanité, qui a brisé net l'élan démographique. Ainsi la notion de croissance est-elle fondamentalement ambiguë et même contradictoire puisque la *production* des objets, lorsqu'elle atteint un certain niveau, compromet la *reproduction* des hommes.

La thèse de Pierre Chaunu appelle donc discussion. Mais le mérite de l'auteur reste entier : appuyé sur une conviction religieuse dont il ne fait pas mystère, une fougue naturelle profondément sympathique et un vaste appareil statistique, il attire l'attention vers un des problèmes-clés de notre temps.

Il mérite qu'on lui réponde.

Maurice BLIN ■

Calmann-Lévy, 336 p.

● Quand la Chine s'éveillera par Alain Peyrefitte

Le livre, véhicule essentiel de la culture. — Les Français vivent dans des conditions bien difficiles :

- un travail sans responsabilité,
- des transports longs et cahoteux,
- un logement qu'ils ne connaissent que pour y dormir...

Face à des habitudes quasi rituelles, devant des structures sociales massives et apparemment immuables, l'évasion s'organise, les loisirs faciles procurent des fortunes à leurs « managers » ; et pourtant, la recherche d'un « plus-être », au-delà même du « mieux-être », existe au cœur de chacun ; elle s'exprime parfois, y compris dans cette violence tant décriée, piètre réponse — certes — à la violence légale.

Et pourtant, à observer les gens qui voyagent en train ou dans l'autobus, qui déjeunent au restaurant, on peut constater que — bien souvent — un livre, « LE LIVRE », repose ouvert sur les genoux, ou est en bonne place à côté du couvert.

Le livre de poche a ouvert une brèche, le livre, plus qu'hier encore, demeure un véhicule essentiel de la culture.

La Chine nous interroge. — A peine sorti des presses, le livre d'Alain Peyrefitte (1) connu, et connaît toujours, un succès considérable, auquel l'auteur, probablement, ne s'attendait pas lui-même.

Certes, un livre est souvent une invitation au voyage que l'on aimerait faire et que l'on ne fera peut-être jamais ! Supplétif de l'imagination, il invite au rêve, à l'évasion : c'est vrai d'une certaine littérature, peut-être ; mais, LA CHINE, au-delà des slogans d'un tourisme de pacotille, est beaucoup plus que cela : son passé riche en légendes, son évolution qui sera sans doute, dans cent ans, le sommet historique qui émergera de la sédimen-

tation des événements oubliés, la Chine déjà, est en elle-même une interrogation dans laquelle chacun teste ce qu'il sent, et les valeurs de « son vécu ».

Une seule réforme, celle des mentalités. — Préférant le témoignage vivant à la fiction romanesque, en lisant l'essai d'Alain Peyrefitte, les Français — en fait — s'interrogent sur eux-mêmes, sur leur propre recherche d'une société nouvelle, simplifiée et spiritualiste. Le besoin est d'ailleurs si fort, le souffle quasi messianique d'un Mao si pénétrant, que le lecteur se prend même à oublier — par instants — le prix payé par le peuple chinois, pour assurer la transformation des structures sociales de son pays.

Le prix, le préalable à toute évolution des structures, c'est la réforme des mentalités : ce qu'il y a d'identique entre Jésus et Mao, c'est que les deux voulaient changer le cœur de l'homme ; le premier par un appel individuel à la conscience, appel qu'il garde la liberté de ne pas entendre, l'autre par une sorte de sublimation collective et contraignante.

C'est donc parce qu'il touche le fond de notre problème, c'est parce qu'il apporte le témoignage d'une solution, d'ailleurs intransposable ; enfin, c'est parce que les Français ont de plus en plus conscience de leur volonté de changer la vie, et leur vie.

C'est pour toutes ces raisons qu'un tel ouvrage, en apportant le moyen de connaître, a suscité le besoin d'agir.

L'intelligence de l'auteur, sa probité intellectuelle, lui ont permis d'aller directement à ce qui est fondamentalement ressenti dans notre société.

C'est sans malice qu'on pourrait ajouter — et cela compte souvent plus que l'intelligence — qu'il est plus

probable encore que l'expérience vécue par l'ancien ministre de l'Éducation en 1968 lui ait apporté dans ce domaine la lucidité d'abord, la conviction ensuite.

Quand une société est centralisée au point d'aboutir au monopole des responsabilités par un petit nombre, on peut dire que cette société est « mandarinale »...

Quand une société est stratifiée, au point que la création de toute structure nouvelle ne supprime pas l'ancienne qu'elle est supposée remplacer, on peut dire que cette société se sclérose par le fait des mandarins.

Quand une société est cloisonnée au point d'empêcher la nécessaire communication entre les hommes, et que la solution de leurs problèmes dépend de trop de personnes — finalement de personne — on peut se demander, avec quelque inquiétude, si la réforme dans le calme parviendra aux « déblocages » nécessaires.

Ce cher vieux pays, comme disait quelqu'un, se raidit dans l'autodéfense, tout tremblant qu'il est à la crainte d'une indigestion de modernité ; et au fond de lui-même, il refuse les vitamines de la réforme qui, si elles sont administrées à temps, lui éviteraient le choc chirurgical du futur.

Comme on l'a déjà écrit, « la France est toujours en avance d'une révolution parce qu'elle est toujours en retard d'une réforme ».

Confusément, mais obstinément, les Français ressentent cela ; et malgré les risques de dictature (ses camps et les travaux forcés), la volonté de changement est en voie de se radicaliser ; la France ne sera pas la Chine, mais la vérité de demain pourrait bien — en partie — se trouver dans l'utopie d'aujourd'hui.

On peut même se demander si Alain Peyrefitte ne fait pas une telle analyse, certains passages laissant transparaître des préoccupations qui annoncent un prochain ouvrage sur « Le Mal Français ».

Pour toutes les questions qu'il pose, et qu'il suppose, l'ouvrage d'Alain Peyrefitte doit être lu pour connaître un pays mystérieux et mystique, pour motiver les Français, et inspirer en France le vrai courant de réforme qui permettra à chacun, non seulement de subsister, mais de commencer à être.

Jean-Pierre MAITRE ■

(1) Ed. Fayard.

- **Trahison de l'Occident** par Jacques Ellul
- **La tentation totalitaire** par Jean-François Revel

J'ignore si l'auteur de *Trahison de l'Occident* (1) et celui de *La Tentation totalitaire* (2) apprécieraient d'être rapprochés, mais la publication concomitante de leurs deux livres a valeur d'un signe parce qu'ils s'inscrivent dans la même protestation virulente et vont à contre-courant avec la même intrépidité. À première vue, pourtant, tout sépare l'optimisme des Lumières, qui reste celui de Jean-François Revel, en dépit des sombres perspectives qu'il entrevoit, du jansénisme de Jacques Ellul dont les pages saisissantes consacrées au « mystère de l'Occident » illustrent la vision dramatique. Ce mystère réside en une contradiction fondamentale. D'un côté, la tradition grecque et latine qui affirme la grandeur de l'homme par la domination intellectuelle et politique, l'explication sans limite d'un univers transparent et sa maîtrise ; de l'autre côté, la tradition chrétienne, issue de l'Orient et apparemment destinée à s'y épanouir mais qui rencontre inexplicablement son contraire et lui inflige une blessure jamais cicatrisée. « *L'homme a construit, sur le plan intellectuel et politique, le monde de l'homme aussi exclusif et complet qu'il sera jamais possible, et Dieu dit : « Descendons et allons voir »... comme s'il y avait une sorte de volonté divine de porter la contradiction au centre de la prétention de l'homme. Car ce que Dieu allait introduire dans cet univers de l'Eros, c'est son contraire décisif, l'Agapé ?* »

L'Occident ne s'est jamais relevé de cette contradiction, dont son histoire est faite, et nous sommes parvenus au sommet du conflit. L'homme semble totalement vainqueur mais l'Occident, lorsqu'il accapare la vérité

pour la proclamer aux autres, « *ne produit que la colère et la haine* ».

Ce n'est pas lui qui reconnaîtrait un progrès dont la technique — sa bête noire ! — serait l'agent bienveillant, et à peine la liberté et la raison se sont-elles affirmées qu'elles ont été dévoyées et perverties. L'évolution de nos sociétés depuis le XVIII^e siècle n'a fait qu'ajouter les aliénations les unes aux autres, celles de l'économie à celles de la politique, puis celles de la technique à celles de l'économie. Mais paradoxalement, Ellul croise le chemin de Revel, et tous deux expriment une commune révolte contre le conformisme que « l'esprit du temps » fait sur les institutions intellectuelles qui organisent l'opinion, tous deux affirment que la liberté et l'individu sont « la gloire de l'Occident » et tous deux pourfendent le comportement suicidaire des clercs qui en trahissent la vocation. Leurs discours s'adressent à la gauche qu'ils interpellent en l'accusant de se faire la complice de l'écrasement de la liberté et aussi, thème aussi vigoureusement proclamé par l'un que par l'autre, de renier ses valeurs universelles en cédant au délire du nationalisme. S'étonnera-t-on encore que Jean-François Revel affirme le triomphe de Maurras quand Georges Marchais proclame devant le XXII^e congrès du P.C.F. que « tout ce qui est national est nôtre » ?

La diatribe de Jacques Ellul est à la mesure de l'identification qu'il établit entre la gauche et les valeurs de l'Occident. Pour lui, la vérité de la gauche se définit tout simplement dans son attitude à l'égard des « pauvres », c'est-à-dire de tous ceux qui sont démunis (sur

le plan de la richesse, de l'influence ou de la renommée). Or elle a substitué pour eux, « à l'illusion religieuse du paradis céleste à venir, l'illusion politique du paradis terrestre à venir » et se comporte à leur égard comme l'Eglise bourgeoise du XIX^e siècle. Elle a ses « bons pauvres », ceux dont la situation peut être exploitée, Palestiniens ou guérilleros, tandis qu'elle ignore ou méprise les autres, harkis, Kurdes ou Thibétains qui ont le tort de n'entrer point dans les plans de la Révolution. « Somme de tous les conformismes », elle a « trahi l'Occident ».

La dénonciation intellectuelle se fait donc dénonciation

morale sans compromission ni ménagement. Et c'est encore sur ce point que les deux démarches, si différentes dans leur cheminement, se rejoignent : par l'indifférence à l'accueil que ses destinataires pourront réserver au message, indifférence qui mêle provocation délibérée et imprudences de l'humeur. Il serait pourtant dommage que ces messages solitaires ne soient point entendus. Ils donnent à réfléchir.

Pierre AVRIL ■

(1) La trahison de l'Occident, par J. Ellul. Calmann-Lévy.

(2) La tentation totalitaire, par J.-F. Revel. Laffont.

● Le cercle des feux par Jacques Lizot

A proximité des sources de l'Orénoque, en Amazonie, dans la région de la Rivière des Charmes et de la Rivière des Pluies, existe un territoire de 50.000 kilomètres carrés dans lequel vivent les Indiens Yanomami en petits groupes itinérants d'une cinquantaine de personnes. Ils sont environ quinze mille, protégés par la forêt, les cours d'eau, les montagnes, qui constituent une société primitive ayant conservé son originalité, ses traditions, ses libertés. Ainsi, à l'extrême-sud du Venezuela, quelques milliers d'Indiens aux mœurs ancestrales, marqués du poids des mythes et du respect des pouvoirs magiques, poursuivent leurs activités, leurs travaux et leurs jeux, rassemblés en petites communautés autour d'un grand auvent circulaire fait de bois et de feuilles, « sous lequel se répartit la totalité des ménages et qui laisse en son centre une vaste place à ciel ouvert » qui est comme la place du village, le cercle des feux. Tout autour les plantations et au-delà l'immensité de la forêt amazonienne. La « civilisation occidentale » n'a pas réussi à dénaturer la vie sauvage et libre de cette tribu vénézuélienne qui demeure peut-être le dernier exemple de société primitive.

Un livre nous révèle sous forme d'une étonnante chronique ce qu'est l'existence quotidienne des Indiens Yanomami ; il a été écrit par Jacques Lizot, qui vit depuis six ans parmi les Yanomami, parlant leur langue, partageant leur sort. Cette exceptionnelle enquête ethnologique n'offre pas l'aspect d'un essai savant et austère où l'auteur étale ses connaissances « scientifiques ». Dans « Le Cercle des Feux » (1) Jacques Lizot, narrateur de talent, s'efface pour donner, en un captivant récit des « faits et dits des Indiens Yanomami », toute la place à des personnages authentiques aussi présents que dans les bons romans d'aventures et de mœurs. Les héros du livre ce sont Turaewë, Hitisiwë, Kerama, Hebëwë, Tabrobemi, Ebrëwë, Remaema, Shimoreiwë, Moriwë, Mabroma et tous les autres membres de la tribu qui vivent d'une vie dite « sauvage », sans aucune concession aux habitudes et servitudes du monde industrialisé. Les multiples informations ethnologiques, le lecteur les recueille au fil de la narration des événements et des comportements, tels qu'ils sont véritablement vécus.

Dès les premières lignes, nous sommes sous le charme :

« Il fait à peine jour. La rivière semble ne pas couler. Quelques remous viennent seuls animer la surface de l'eau. Une brume légère flotte en volutes paresseuses, presque immobiles. Pas un souffle d'air. A l'approche du matin, l'humidité s'était condensée dans l'épaisseur des frondaisons superposées : elle dégouline maintenant en gouttes épaisses et bruyantes comme une pluie régulière. De place en place, un toucan laisse échapper les notes brèves de son chant monotone. La fraîcheur du matin est devenue plus vive ; les Indiens attisent les feux et des gerbes d'étincelles montent jusqu'au toit. Le soleil, émergeant de l'horizon, ne tardera pas à illuminer la cime des arbres les plus hauts. Le grand auvent de Karohi reprend lentement vie : des voix se cherchent, des enfants pleurent, des hamacs oscillent sous l'impulsion des corps. Sans se lever, des hommes taillent et parfont les pointes de flèches en bambou, ébauchées la veille. C'est que, ce matin, Turaewë, le chamane, va fabriquer le curare : il ne faut pas manquer de pointes »...

De chapitre en chapitre, nous regardons vivre ces Indiens selon le rythme des existences quotidiennes avec leur lot de banalité et d'extraordinaire, avec leur cortège de liberté et de violence, de cruauté et de tendresse. Histoires d'amour, vies des femmes, sortilèges et magie, danses de présentation, guerres et alliances, pactes et échanges, expédition de chasse, parties de pêche, usage des hallucinogènes, cérémonies d'initiation par les chamanes : la complexité sociale et le sens du sacré de ce minuscule univers, attachant vestige de l'époque précolombienne, sont admirablement restitués.

Ainsi on apprend, page après page, que « la convergence de l'ordre social, religieux et cosmologique fait de l'habitation yanomami un microcosme ». On apprend que « la sexualité des petits Yanomami n'est pas réprimée, pourvu qu'elle reste discrète et confinée et qu'elle s'accorde sur ce point avec celle des adultes ». On apprend que pour les Yanomami le cannibalisme est un crime odieux et que « toute mort est conçue comme un acte cannibale, car elle survient lorsque l'âme a été mangée par un être surnaturel ou par un être humain ».

On apprend que « les chefs yanomami n'ont d'autorité que morale, qu'ils ne disposent que de leur prestige et de la possibilité de rallier les autres par l'usage de la parole ». On apprend que le seul vice que reconnaisse la morale yanomami est celui d'avarice. On apprend que l'image rousseauiste du bon sauvage ne correspond pas à la réalité des faits ; chez les Yanomami des relations neutres, en effet, sont inconcevables : « ou bien elles sont pacifiques, ou bien c'est la guerre, on ne peut être

qu'ami ou ennemi ». La guerre est considérée par les Yanomami comme un « moyen de s'affirmer ». Il faut être brave, féroce, cruel, afin d'être respecté et craint.

« Le Cercle des Feux » est un livre de vérité et un livre de poésie ; un ouvrage d'ethnologie qui n'est pas tout à fait comme les autres.

Henri BOURBON ■

(1) Ed. du Seuil. Collection *Recherches anthropologiques*.

● L'espace rural par Henri de Farcy

Les ouvrages de la collection *Que sais-je ?* sont de valeur inégale. Certains voulant tout dire en un minimum de pages parviennent mal à dégager une synthèse objective ; d'autres, au contraire, maîtrisent parfaitement leur sujet en 125 pages. *L'Espace rural* (1) du P. Henri de Farcy est de la seconde catégorie. L'auteur n'en est pas, il est vrai, à son coup d'essai. Membre de l'Académie d'agriculture et auteur d'ouvrages remarquables sur l'économie et la sociologie du monde rural, il a réuni dans son dernier livre un certain nombre de données naguère difficiles à comprendre parce que noyées dans des recueils de statistiques peu accessibles. Certes, il y a des chiffres et des cartes, mais ils sont là pour expliquer, non pour compliquer.

« L'espace rural, a écrit J. Kaltzmann, est celui où l'homme du XX^e siècle dispose d'espace. » Cette définition se vérifie-t-elle encore en 1976 ? Peut-être dans quelques régions, alors que dans la plupart d'entre elles, il est menacé, sans cesse rogné, voire saccagé, aux abords des villes en particulier. Et l'avenir, nous prévient le P. de Farcy, ira en s'aggravant. « La terre agricole n'est pas, quoi qu'on en dise, inépuisable. Entre 1969 et 1972, la réduction annuelle moyenne des surfaces agricoles de la C.E.E. a atteint 1,1 %. A ce rythme, la totalité des surfaces cultivables de l'Europe des Neuf devrait disparaître en quatre-vingt-dix ans. C'est-à-dire qu'en 2059, toutes les terres agricoles auraient disparu » (2).

La différence entre monde rural et monde urbain s'amenuise, le premier étant de plus en plus pénétré par le second. L'électricité a été installée à peu près partout et l'on tente pour enrayer l'exode rural de regrouper entre elles les communes, ce qui conduit souvent à additionner les misères. On crée des lotissements (généralement hideux) et, dans le même temps,

on supprime lignes secondaires, agences postales et perceptions. « Le fait que l'urbanisation continue sur sa lancée devrait amener en 1986, estime l'I.N.S.E.E., 80 % des Français à vivre dans des zones urbaines de 20.000 à 200.000 habitants » (3). Cette tendance à l'urbanisation peut-elle se prolonger indéfiniment ? Les sols consacrés à l'agriculture seront-ils suffisants pour alimenter les 78 millions de Français prévus pour l'an 2000 ? Et si « le programme autoroutier prévu à l'horizon 1980 était maintenu, on devrait stériliser 100.000 hectares de plus » (4). Si le pétrole vient à manquer, ces autoroutes ne risquent-elles pas de subir le même sort que les voies de chemin de fer secondaires ?

L'espace rural est, plus que jamais, le gardien de la nature et il faut se féliciter à cet égard des dernières déclarations du nouveau ministre de la Qualité de la vie, qui abondent dans ce sens. Pour éviter cette urbanisation anarchique et cet exode de 130.000 à 140.000 ruraux gagnant la ville chaque année, ne convient-il pas, entre autres, d'implanter, selon des normes esthétiques rigoureuses, de petites industries dans le milieu rural ? (5).

En définitive, il semble que l'espace rural soit davantage à ménager qu'à aménager. Le remarquable petit ouvrage du P. de Farcy retiendra l'attention de tous ceux qui, de près ou de loin, s'intéressent à ce problème.

Vincent LALOY ■

(1) Presses universitaires de France, coll. *Que sais-je ?*, n° 1585.

(2) *Le Particulier*, n° 470, décembre 1974.

(3) *Le Monde*, 17 juin 1975.

(4) *Le Monde*, 9 avril 1975.

(5) C'est dans ce sens qu'est intervenu au Sénat M. Jean Gravier, sénateur du Jura. Bulletin de l'U.C.D.P., n° 145, 2 mai 1975.

● Le pays dogon

J'ai gardé d'un récent périple à 700 kilomètres de Bamako, aux confins entre le Mali et la Haute-Volta, un souvenir extraordinaire.

Pour le public français, la découverte du pays dogon remonte à 1933, époque à laquelle les membres de la Mission ethnographique Dakar-Djibouti, dirigée par

Marcel Griaule, revinrent fort enthousiastes et publièrent — entre autres documents qu'ils rapportèrent de cette expédition menée pendant deux ans à travers quinze pays africains différents — les premières images d'une région tourmentée et grandiose, ainsi que les premiers récits des cérémonies impressionnantes auxquelles ils avaient pu assister. L'exposition au Musée d'ethnographie du Trocadéro (devenu le Musée de l'Homme) des collections rapportées par la Mission, le numéro spécial de la revue *Minotaure*, consacré aux résultats de ses travaux, contribuèrent à les rendre familiers à un large public. Depuis, les publications se sont multipliées, les unes réservées aux spécialistes, les autres, comme *Dieu d'eau* de Marcel Griaule, lues par d'innombrables non-spécialistes. La curiosité soulevée par les descriptions et les films des ethnologues, le développement, aussi, des voyages touristiques, font que chaque année un nombre de plus en plus grand de visiteurs affluent vers les falaises de Bandiagara. A ce point que l'on pourrait dire que, pour le public européen cultivé, le mot « dogon » évoque instantanément des mots-clefs comme « falaise », « masque », « mythe », « symbole ».

Dans la land-rover qui me menait vers la falaise de Bandiagara, j'évoquais tous ces souvenirs, alors que les cahots menaçaient à chaque instant de nous jeter sur les débris de la piste que nous suivions. Dès le lendemain de notre arrivée à Sanga, capitale du pays dogon, nous assistâmes sur la grande place, ombragée par des fromagers gigantesques, à la danse des masques.

D'abord venaient trois danseurs portant sur leur tête des statues de femmes symbolisant les femmes de la classe supérieure, derrière le danseur singe, puis les masques des jeunes filles dogons, des jeunes filles peuhls, les plus beaux de l'ensemble, ensuite la vache, les lapins, les antilopes, les plus nombreux — une vingtaine — avec un cimier en forme de croix de Lorraine. Ensuite ils élevèrent les masques avec un mât plat, très haut, trois à quatre mètres, symbolisant la maison des ancêtres, les planches étant perforées de trous, comme ces murs à l'intérieur des maisons où l'on plaçait le fétiche de chaque enfant qui naissait. Enfin, quatre échassiers, avec des masques féminins, qui avaient ouvert la marche, se tinrent accolés au tronc d'un petit baobab.

Le chef de village faisait le maître de ballet. Parmi l'orchestre de trois tam-tam, le plus vieux des musiciens chantait une mélodie qui conduisait les mouvements. Ballet sommaire, fait de trémoussements de tout le

corps. Mais les costumes très colorés, où le rouge domine, font le charme du spectacle ; cette masse colorée avance, recule sur un rythme fou. Sur la fin a lieu la danse des antilopes : chacune quitte la piste après avoir balayé le sol avec son masque à croix malienne. Les masques à planches font aussi un solo et touchent le sol en avant et en arrière. Les échassiers, dont la hauteur dépasse plus de deux mètres, clôturent le ballet. A la fin, le chef fit ranger tous ses danseurs en trois rangs, le premier assis, et demanda aux ministres malien et français de venir poser au milieu. Il nous expliqua ensuite le sens des masques et nous indiqua que tous les garçons du village participaient au ballet dès après l'âge de l'initiation qui durait trois mois, à l'écart dans la montagne, sauf les musulmans et les chrétiens, qui ne participaient pas à ces cérémonies. Mais à Sanga les animistes restaient majoritaires. Chacun choisit son masque. Les masques sont conservés cachés dans une caverne. Les femmes sont exclues de toute la cérémonie à laquelle elles ne participent même pas. Ce sont des hommes qui portent les masques-femmes.

Toutes ces images et d'autres, celles du marché, des champs, de la vie quotidienne, je les ai retrouvées dans le remarquable recueil de Claude Lefèvre *Pays dogon, un village d'Afrique au jour le jour* (Editions du Chêne, 164 p., 178 illustrations en noir et 30 en couleur, 80 F, préface de Madame Geneviève Calame-Griaule). Les photos présentées ne sont ni d'un ethnologue, ni d'un artiste photographe. L'un n'aurait vu que des rites et des significations, l'autre que des effets et comme les gestes d'un spectacle. Claude Lefèvre a su éviter ces deux écueils en s'appropriant cette double préoccupation et en y ajoutant l'essentiel : le partage de la vie quotidienne. Il ne s'agit ni d'une visite, ni d'une mission d'étude mais de la chronique sensible d'un séjour prolongé. Accepté, intégré dans un village, Claude Lefèvre n'a commencé à prendre des photos qu'après quatre mois d'échanges et de vie commune. C'est dire que les photos exposées expriment ce que l'ethnologue et le photographe oublient le plus souvent : une respiration, une chaleur, un rythme du temps et des choses, la pesanteur quotidienne d'un village habité, construit, vivant. Nécessaire aux études ethnologiques, exemplaire quant à la qualité du regard photographique, ce livre explique le fond et la forme d'un village dogon : *portraits des habitants, architecture, travail, religion, temps*.

Jean CHELINI ■

● Le Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe par Pascal Fontaine

Pendant près de vingt ans, de 1956 à 1975, un groupe d'hommes politiques et syndicalistes renommés qui, lorsqu'ils étaient réunis, pouvaient parler au nom des deux tiers des électeurs de six puis de neuf pays et de dix

millions de travailleurs, a constamment veillé au destin de la Communauté Européenne et a fonctionné comme une force de proposition dont les gouvernements tôt ou tard étaient obligés de tenir compte. Cette force,

c'était « le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe », de Jean Monnet, dont un ouvrage, publié sous ce titre, nous raconte l'histoire peu connue (1). Cette histoire, cependant, s'écrivait sous nos yeux, en contrepoint de l'histoire officielle. Mais contrairement à cette dernière, qui était marquée de coups d'éclat et de refus répétés, l'autre traçait son chemin obstiné avec une grande économie de mots et de moyens qui était la recette de son efficacité.

On peut, sans doute, ne pas partager toutes les vues de Jean Monnet sur la construction européenne, mais on ne peut pas contester la générosité de ses convictions ni la rigueur de sa pensée.

Pour beaucoup de nos contemporains, Jean Monnet est cet homme secret que le général de Gaulle appela un jour l'Inspirateur — inspirateur de la proposition d'union franco-anglaise de 1940, du Plan Schuman en 1950, après avoir créé le Plan de Modernisation de la France, puis du plan d'armée européenne, qui échoua spectaculairement en 1954. Là s'arrêterait aux yeux de la plupart sa carrière publique puisqu'on ne le vit guère depuis dans les rencontres officielles ni dans les chemins du pouvoir. Or, c'est au contraire une intense activité que cet homme de soixante-sept ans déploya lorsque chacun crut que son œuvre principale, la Communauté du Charbon et de l'Acier, venait d'être atteinte dans ses œuvres vives par la défaite des Européens aux Thermopyles de la C.E.D. Le livre de Pascal Fontaine nous montre, dans ses premières pages, Jean Monnet sur le champ de bataille, rassemblant les survivants de la cohorte supranationale et provoquant, par sa démission volontaire de la C.E.C.A. qu'il présidait, la réunion des ministres qui devaient lui désigner un successeur. Cette réunion se tint à Messine et un nouveau projet était déjà sur la table de la Conférence. C'était le Mémoire du Benelux dont Jean Monnet avait « vendu » l'idée à Paul-Henri Spaak et qui contenait en germe l'Euratom et le Marché commun.

S'il avait repris sa liberté d'action, l'ancien président de la Haute Autorité ne rentra pas dans la vie privée. Il inventa une nouvelle forme de pouvoir politique, — ce Comité qui se réunit chaque fois qu'il fallait aider, stimuler les gouvernements peu soucieux d'engager de grandes batailles européennes, et dont les résolutions rendues publiques devenaient un élément majeur de la vie politique des pays de la Communauté. Certaines de ces résolutions, qui étaient de véritables mandats d'agir, furent votées par les Parlements, d'autres, venues trop tôt, avaient pour fonction de préparer les esprits aux actions nécessaires. La nécessité, comme le rappelle Pascal Fontaine, était aux yeux de Jean Monnet le véritable moteur de l'Europe, et le principe fédératif par excellence. Encore fallait-il la traduire en termes institutionnels et préparer ses voies. Jean Monnet, seul ou presque, s'y employait jour après jour, visitant les membres du Comité dans les parlements et les syndicats des six pays, maintenant avec chacun le contact par lettre et par téléphone, et organisant une liaison permanente entre eux. La plupart de ces hommes qui n'avaient jamais eu l'occasion de se rencontrer — quel apport eût

existé entre le chef des syndicats ouvriers allemands et le président du conseil démocrate-chrétien italien si Jean Monnet ne les avait amenés à la même table ? — étaient devenus au cours des années des amis et l'on voyait assis côte à côte les chefs de la majorité et l'opposition d'un même pays, pratiquant là une politique bipartisanne qui leur était impossible chez eux.

En convainquant les socialistes allemands de sortir de leur opposition à l'Europe et de voter pour le Marché commun, Jean Monnet changea le cours de la politique européenne en 1957. En inscrivant sans relâche à son programme l'adhésion de la Grande-Bretagne il limita, à partir de 1963, les conséquences de la politique française qui, par deux fois, refusa l'élargissement demandé par nos partenaires. Adversaire de cette politique, il recommanda cependant à tous la patience et contribua aux pires moments à éviter l'escalade des représailles et des polémiques qui eût fait éclater la Communauté Européenne. En 1968, il obtint que les trois partis anglais entrent au Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe, anticipant sur l'adhésion qui allait devenir un mouvement irréversible aussitôt après le départ du général de Gaulle. L'Europe prenait dès lors aux yeux de Jean Monnet la dimension mondiale qui lui permettrait d'être un facteur de paix entre l'Est et l'Ouest. C'est cette large perspective que l'on retrouve exposée tout au long de la remarquable étude de Pascal Fontaine, qui semble avoir eu accès aux sources les plus confidentielles du Comité d'Action. On y lira des notes personnelles de Jean Monnet, la relation d'entretiens qu'il a eus avec les dirigeants de l'Europe depuis vingt ans : Adenauer, Erhard, MacMillan, Heath, Couve de Murville, etc. L'auteur se livre à une analyse approfondie du phénomène original en termes de science politique qu'est l'action de ce Français hors du commun qui, de l'âge de vingt-six à quatre-vingt-six ans, n'a cessé de conduire de grandes affaires publiques ou privées, sans chercher pour lui-même aucune des formes extérieures du pouvoir.

Où est le pouvoir, et que faut-il lui faire faire pour changer les choses ? Telle a été l'interrogation permanente de Jean Monnet qui, pendant soixante années, a trouvé la réponse à travers les hommes les plus divers dans les circonstances les plus dramatiques : Viviani, Clemenceau pendant la première guerre mondiale, Pilsudski, Bénès à la S.D.N., Daladier, Churchill, de Gaulle, Roosevelt en 1940, Robert Schuman, Adenauer, Eden puis Brandt, Heath, et enfin Wilson, Schmidt et Giscard d'Estaing pour instituer le Conseil Européen, sa dernière création avant la retraite qu'il s'est assignée pour écrire ses « Mémoires ». Introduction à ces « Mémoires », dont on attend la publication prévue à l'automne prochain, le livre de Pascal Fontaine constitue l'étude la plus élaborée et la plus pénétrante écrite à ce jour sur la personnalité de celui que l'on a appelé le Père de l'Europe.

Henri BOURBON ■

(1) *Le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe de Jean Monnet*, par Pascal Fontaine, Edition du Centre de Recherches Européennes, Lausanne.

L'EVANGILE DE LA FORCE

par Etienne BORNE

AMERE décolonisation. Trois points chauds en Afrique. Le Sahara ex-espagnol, l'Angola-Djibouti. La puissance coloniale ayant plié ses bagages et roulé ses drapeaux, ou en train de s'y préparer, tout paraît réglé et selon les exigences démocratiques puisque, à chaque fois, une dépendance est abolie et se trouve reconnu le droit d'un peuple à disposer de lui-même. Et pourtant en chacun de ces lieux on passe de se charger d'histoire, la liberté, récente ou proche, a le goût du malheur et de la tragédie. On se réjouissait qu'une force usée ait cédé à la puissance de l'idée, et en effet il serait satisfaisant pour l'esprit qu'un progrès de la justice ouvrît à une population libérée les portes du bonheur. Mais on n'en a pas si aisément fini avec les jeux de la force dans les affaires du monde, et aux vieux diables du colonialisme succèdent les démons neufs des nationalismes et des nouveaux impérialismes capables de mener eux aussi leur sabbat.

NUL pays n'est une île. Aussi n'y a-t-il pas d'indépendance qui ne soit vulnérable aux entreprises d'autrui. Les voisins regardent par-dessus le mur et chacun a son idée sur la liberté en train d'éclore à sa porte. Le Maroc et l'Algérie, le Zaïre et l'Afrique du Sud, la Somalie et l'Ethiopie s'intéressent de très près à l'avenir du Sahara ex-espagnol, de l'Angola ou de Djibouti. Encore est-il assez naturel que l'Afrique ait souci de l'Afrique. Mais l'incertitude touchant le sort des derniers espaces décolonisés provoque l'intervention plus abusivement indiscrète des super-puissances en lutte pour le pouvoir et le prestige sur toute la scène du monde.

DANS leur conflit saharien, si le Maroc dispose de l'amitié américaine, l'Algérie compte sur l'appui soviétique. A Djibouti où la présence française retarde pour un peu de temps l'heure des affrontements, même antagonisme et semblable symétrie : « territoire des Afars et des Issas », dit l'optimiste rubrique officielle, mais les uns et les autres risquent de ne pas faire le même usage de leur liberté puisque les Issas sont entrés dans la mouvance d'une Somalie forte surtout des armes et des techniciens que lui fournit avec libéralité la Russie soviétique — cependant que les Afars regardent du côté d'une Ethiopie fortifiée par les conseils et l'aide matérielle que ne lui mesureraient, le cas échéant, ni les Etats-Unis ni la Chine ; conjonction qui montre, et c'est un signe de ce temps, avec quelle sorte de cynisme les conflits idéologiques le cèdent aux convenances de la géopolitique. La même sorte de rencontre, qui se peut qualifier de réaliste, a été remarquée dans la guerre civile angolaise puisqu'on y a vu Américains et Chinois faire mine d'appuyer le F.N.L.A. et l'U.N.I.T.A., lesquels aussi avaient des intelligences avec le Zaïre et l'Afrique du Sud, contre le M.P.L.A. puissamment soutenu par les Russes.

L'AFFAIRE angolaise a valeur exemplaire. Des trois super-puissances qui continueront à régenter le monde et à faire l'histoire si l'Europe ne surmonte pas des divisions capables de la réduire elle aussi à l'état d'objet et d'enjeu, c'est aujourd'hui la Russie soviétique qui se montre en Afrique la plus audacieusement entreprenante. La Chine y a bien tenté une percée et ne peut pas renoncer à y acquérir des positions, mais il semble que sa difficulté à comprendre les mentalités africaines lui ait jusqu'ici interdit des établissements durables. Traumatisés par leur échec vietnamien, paralysés par la faiblesse actuelle de l'exécutif, et sourdement gouvernés par un Congrès soucieux premièrement de moraliser la vie publique et hostile aux aventures lointaines, les Etats-Unis n'ont eu en Angola que des velléités d'intervention, laissant ainsi le champ pratiquement libre aux entreprises soviétiques. Et si le M.P.L.A. est en train de l'emporter sur des mouvements rivaux qui n'étaient pas, eux non plus, sans enracinement populaire, il le doit aux volontaires cubains et aux chars soviétiques sans lesquels la conviction de ses militants eût été insuffisamment efficace.

PUISQU'ILS en sont aux méditations moroses, les Américains peuvent avoir la consolation de se dire qu'ils ont fait école avec leur intervention au Viet-Nam, et que les

Russes les imitent en Angola en pesant d'un grand poids en faveur de l'un des partis dans une guerre civile, née, en Afrique comme en Asie, des séquelles d'une décolonisation. La similitude est si frappante qu'on s'étonne de ne point entendre les critiques les plus véhémentes de la force américaine, au temps où elle s'employait au Viet-Nam, réitérer leurs censures à l'égard de la force soviétique telle qu'elle se déploie en Angola. Car enfin, à l'échelle de la planète, Luanda est à une aussi bonne distance de Moscou que Saïgon l'était de Washington et s'assurer par les armes présence et influence en des espaces humains si éloignés de ses frontières et si étrangers à sa propre culture devrait être, quels que soient les temps et les lieux, une manifestation caractérisée d'impérialisme.

Amoins que la Russie soviétique étant, dans l'histoire des hommes, le premier Etat ami par essence des peuples, des exploités, des colonisés, sa force où qu'elle s'exerce se trouve absoute de tout soupçon d'impérialisme par la vertu de ses références révolutionnaires. Mais, cet idéalisme trop rusé pour être honnête, est dépourvu de toute crédibilité. Empire à la fois conservateur et expansionniste qui sans jamais leur avoir demandé leur avis, tient les peuples les plus divers sous la même chape de plomb dans une moitié d'Europe et une moitié d'Asie, la Russie fait de l'idéologie un instrument de sa volonté de puissance. En s'éclatant vers l'hémisphère sud, et en paraissant, elle si traditionnellement continentale, dans les mers indiennes et australes, l'Union soviétique achève de démontrer que sa politique subordonne systématiquement l'écriture révolutionnaire à l'évangile de la force.

Si la Russie est si présente en Somalie et si remplie d'intérêt pour l'avenir de Djibouti, c'est que, comme l'expliquait récemment « l'Humanité Rouge », « le social-impérialisme russe est en pleine expansion dans l'océan Indien ». Certes, le journal d'extrême-gauche n'en tirait pas argument pour justifier ce qui reste de présence française sur l'ancienne Côte des Somalis, il « exigeait le départ total des troupes d'occupation coloniale à Djibouti », et il comptait pour avoir définitivement raison de l'impérialisme comme du colonialisme sur « les peuples qui ne chasseront pas un loup malade pour qu'un tigre affamé prenne sa place ». Le trait ne manque pas de style et la révolte est belle qui inspire cette invocation « aux peuples » qu'on mobilise en esprit contre toutes les puissances du monde. Mais la démesure de l'espérance pourrait cacher un désespoir qui traduit en bestiaire la politique mondiale. Voici revenu, s'il n'a jamais cessé, le temps des loups, des tigres et des lions. La fête sauvage.

COMMENT alors choisir un camp et jouer le jeu de la force sans manquer perdre l'esprit ? Une histoire qui fait parabole : ce groupe maoïste en Allemagne de l'Ouest, engagé dans une vive action antimilitariste ; un pèlerinage à Pékin aux sources de sa foi révolutionnaire. Il y apprend que l'armée de l'Allemagne fédérale et le dispositif militaire de l'O.T.A.N., ayant un rôle utile face aux armées du social-impérialisme russe, servent les intérêts de la seule vraie révolution, la chinoise, et il ne lui reste plus qu'à abdiquer un antimilitarisme si évidemment contre-révolutionnaire. La géopolitique a de ces surprises ironiques qui traitent dérisoirement en instruments les libertés révolutionnaires les plus exaltées.

DANS l'état actuel du monde, une rupture dans l'équilibre des forces qui se contiennent encore tant bien que mal les unes les autres peut conduire l'humanité au bord de l'apocalypse. Vivre ou périr dépend alors de puissances qui passent le pouvoir de l'homme seul ; resterait la possibilité de ne pas vivre ou mourir mystifié, en sachant la vérité sur la force et en la dépouillant des faux-semblants idéologiques dont elle se pare pour la renvoyer au bestiaire. Telle était la politique de Pascal et celle d'Alain, et qui n'est pas si mauvaise, un jour surtout — et qui n'est pas coutume — de lucidité pessimiste.